

# INTRODUCTION TO IPSAS

---



# Contents

Introduction .....	5
Introduction.....	6
Définitions.....	7
Actifs financiers .....	9
Passifs financiers .....	dix
Contrats d'achat ou de vente d'actifs non financiers .....	dix
Contracter .....	12
Échange de devises .....	12
Baux .....	13
Questions et débats.....	13
Question de révision .....	14
Réponses à la question de révision .....	15
Concepts de base (IPSAS 29) .....	16
Introduction.....	17
Reconnaissance et décomptabilisation .....	17
Date de transaction/Date de règlement.....	18
Classification des actifs financiers .....	19
Actifs financiers à la juste valeur par excédent ou déficit .....	20
financiers .....	21
l'échéance .....	21
Prêts et créances .....	22
Disponible à la vente .....	23
Classification des passifs financiers .....	23
Désignation de responsabilité financière .....	24
Coût amorti .....	24
Mesure initiale .....	25
Exemple de prêt – Méthode du taux d'intérêt effectif.....	26
Prêts concessionnels.....	27
Prêts étudiants .....	28
Comptabilisation des prêts étudiants .....	29
évaluation ultérieure des actifs financiers.....	30

Évaluation ultérieure des passifs financiers.....	30
Les gains et pertes.....	31
Dépréciation des actifs financiers .....	31
Taux d'intérêt effectif .....	33
Coûts et revenus amortis .....	34
Dettes débiteures .....	35
Comptabilisation de la dette débiteure .....	35
Questions et débats.....	36
Questions de révision.....	37
Réponses aux questions de révision.....	39
Couvertures et dérivés (IPSAS 29) .....	41
Introduction.....	42
Comptabilité de couverture .....	42
Couverture des flux de trésorerie.....	43
Couverture de juste valeur.....	44
Dérivés.....	44
Dérivés incorporés .....	45
Swap de taux d'intérêt.....	46
Questions et débats.....	46
Questions de révision.....	47
Réponses aux questions de révision.....	48
Informations à fournir (IPSAS 29).....	50
Introduction.....	51
Exigences de divulgation .....	51 Note sur
les méthodes comptables.....	54
Valeur comptable et juste valeur, informations à fournir par note illustrative .....	55 Hiérarchie de la
juste valeur.....	55
Le risque de crédit .....	56
Questions et débats.....	56
Questions de révision.....	57
Réponses aux questions de révision.....	58
Concepts de base (IPSAS 41) .....	59
Introduction.....	60
Reconnaissance et décomptabilisation .....	60
Comptabilisation de la date de transaction/date de règlement.....	61
Classification des actifs financiers .....	62

Actifs financiers évalués au coût amorti .....	63
Actifs financiers évalués à la juste valeur par l'actif net/capitaux propres.....	63
Actifs financiers évalués à la juste valeur par excédent ou déficit.....	64
Désignation des actifs financiers .....	65
Sommaire de la classification des actifs financiers .....	66
Classification des passifs financiers .....	67
Désignation de responsabilité financière .....	68
Coût amorti .....	68
Mesure initiale .....	69
Exemple de prêt – Méthode du taux d'intérêt effectif.....	70
Prêts concessionnels.....	71
Prêts étudiants .....	71
Comptabilisation des prêts étudiants .....	72
Évaluation ultérieure – Actifs financiers.....	73
Évaluation ultérieure des passifs financiers.....	73
Les gains et pertes.....	74
Dépréciation des actifs financiers .....	75
Modèle de perte de crédit attendue .....	76
Approche simplifiée pour les créances.....	77
Taux d'intérêt effectif .....	77
Coûts et revenus amortis .....	78
Dettes débiteures .....	79
Comptabilisation de la dette débiteure .....	80
Questions et débats.....	81
Questions de révision.....	82
Réponses aux questions de révision.....	84
Couvertures et produits dérivés (IPSAS 41).....	86
Introduction.....	87
Objectif de la comptabilité de couverture .....	87
Comptabilité de couverture .....	87
Couverture des flux de trésorerie.....	89
Couverture de juste valeur.....	89
Dérivés.....	90
Dérivés incorporés .....	91
Échange d'intérêts.....	92
Questions et débats.....	92

Questions de révision.....	93
Réponses aux questions de révision.....	94
Informations à fournir (IPSAS 41).....	96
Introduction.....	97
Objectif de divulgation.....	97
Exigences de divulgation .....	97
Note sur les méthodes comptables.....	101
Valeur comptable et juste valeur Informations fournies par note illustrative .....	102
Hierarchie de la juste valeur.....	102
Le risque de crédit .....	103
Questions et débats.....	103
Questions de révision.....	104
Réponses aux questions de révision.....	105

# Introduction



## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

Les informations sur les instruments financiers sont importantes pour les utilisateurs, car elles donnent un aperçu des risques liés aux actifs et passifs financiers, y compris l'exposition aux risques qui en découlent pour l'entité et la manière dont ils sont gérés. Ces informations peuvent influencer l'évaluation par un utilisateur de la situation financière et de la performance financière, ainsi que donner un aperçu du montant, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

L'étendue et la nature des instruments financiers détenus par les entités du secteur public varient considérablement entre les entités qui disposent de peu d'instruments financiers (par exemple, un ministère dont les seuls instruments financiers sont les comptes clients et les comptes créditeurs) et celles qui disposent d'instruments financiers nombreux et complexes (par exemple, une institution financière dont les actifs et les passifs sont composés principalement d'instruments financiers). La complexité et l'étendue des exigences en matière de présentation, de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir sur les instruments financiers dépendent du degré d'utilisation des instruments financiers par l'entité et de son exposition au risque.

Il est courant que les entités du secteur public utilisent des produits dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et les risques associés aux fluctuations des prix du marché des matières premières. Ce module aborde la comptabilisation des dérivés acquis pour compenser ces risques et leur mesure.

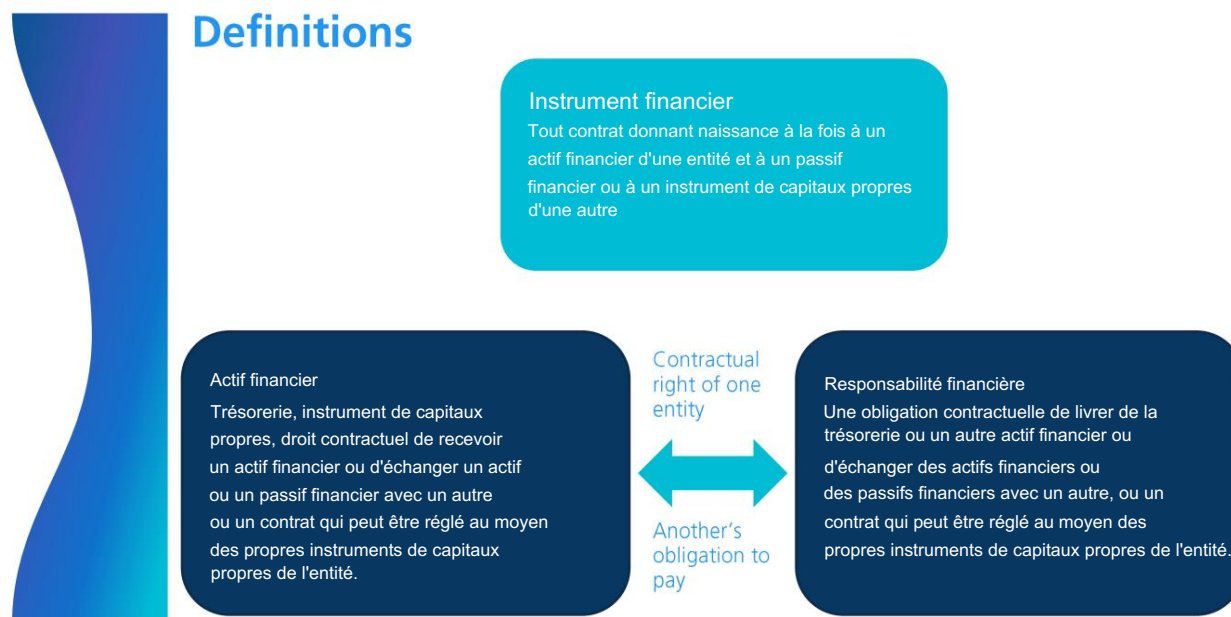
Ce module se concentre sur les exigences de la [norme IPSAS 28, Instruments financiers : présentation, IPSAS 29, Instruments financiers : reconnaissance et évaluation, IPSAS 30, Instruments financiers : informations à fournir, et IPSAS 41, Instruments financiers.](#)

IPSAS 41 a été publiée en août 2018 et entre en vigueur le 1er janvier 2023, son adoption anticipée étant autorisée. IPSAS 41 remplacera IPSAS 29 à partir du moment où une entité adopte IPSAS 41.

Ce module traite à la fois d'IPSAS 29 et d'IPSAS 41, car certaines entités peuvent avoir adopté, ou être en train d'adopter, IPSAS 29. Les entités qui sont en train d'adopter l'IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice mais qui n'ont pas encore pris en compte les exigences relatives aux instruments financiers sont fortement encouragées. Adopter IPSAS 41 comme l'adoption initiale d'IPSAS 29 nécessiterait des modifications comptables significatives à une date ultérieure.

Le matériel se concentrera sur les transactions les plus courantes du secteur public impliquant des instruments financiers. Par exemple, étant donné qu'il n'est pas courant que les entités du secteur public aient un capital d'apport composé d'instruments de capitaux propres, les directives ne couvriront pas les actifs financiers ou les passifs financiers résultant de contrats qui seront réglés par une entité livrant ou recevant ses propres instruments de capitaux propres. .

## Definitions



Un instrument financier est tout contrat qui donne naissance à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité.

Les actifs et les passifs du secteur public découlent d'accords contractuels et non contractuels.

Les actifs et passifs découlant d'accords non contractuels ne répondent pas à la définition d'un actif financier ou d'un passif financier. Par exemple, les provisions comptabilisées conformément à IPSAS 19, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ne seraient généralement pas un instrument financier. Les actifs physiques (tels que les stocks, les immobilisations corporelles), les actifs loués et les actifs incorporels (tels que les brevets et les marques) ne sont pas des actifs financiers. De même, les actifs payés d'avance ne sont pas des actifs financiers car ils représentent des avantages économiques sous la forme de réceptions futures de biens ou de services.

Les obligations implicites ne découlent pas de contrats et ne constituent donc pas des passifs financiers.

Un contrat est un accord entre deux ou plusieurs parties qui a des conséquences économiques évidentes que les parties n'ont que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire d'éviter, généralement parce que l'accord est exécutoire par la loi.

Les contrats, et donc les instruments financiers, peuvent prendre diverses formes et ne doivent pas nécessairement être écrits.

Les entités du secteur public peuvent conclure des accords qui ont la substance de contrats. Le Guide d'application explique les facteurs qu'une entité doit prendre en compte pour évaluer si un accord est contractuel ou non contractuel.

Une entité prend en compte la substance plutôt que la forme juridique d'un accord pour déterminer s'il s'agit d'un contrat qui répond à la définition d'un instrument financier. Les contrats sont généralement attestés par les éléments suivants (bien que cela puisse différer d'une juridiction à l'autre) :

- a) Les contrats impliquent que des parties consentantes concluent un accord ;
- b) Les termes du contrat créent des droits et des obligations pour les parties au contrat, et ceux-ci  
les droits et obligations ne doivent pas nécessairement donner lieu à une exécution égale de chaque partie ; et
- c) Le recours en cas d'inexécution est exécutoire par la loi.

Un exemple de contrat serait un accord de vente/achat d'un actif non financier lorsque la contrepartie est sous forme de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie. Le montant des revenus à recevoir découlant d'une transaction est généralement déterminé par l'accord entre les parties. Il est généralement évalué à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. Toutefois, la juste valeur de la contrepartie peut être inférieure au montant nominal de la créance lorsque le vendeur accorde un crédit sans intérêt à l'acheteur ou accepte de la part de l'acheteur un effet à recevoir portant un taux d'intérêt inférieur à celui du marché en contrepartie de la vente de marchandises.



Lorsque l'accord constitue effectivement une opération de financement, la juste valeur de la contrepartie est déterminée en actualisant les recettes futures selon les termes du contrat.

Un exemple de contrat dans lequel les droits et obligations des parties n'aboutissent pas à des performances égales serait un accord qui crée une obligation pour un donateur de transférer des ressources au bénéficiaire et établit le droit du bénéficiaire de recevoir ces ressources. Ces types d'accords peuvent être contractuels même si le bénéficiaire n'a pas fourni une contrepartie égale en retour. Autrement dit, l'accord n'entraîne pas une performance égale de la part des parties. Le donateur et le bénéficiaire peuvent avoir respectivement un passif et un actif financiers.

Un actif financier est tout actif qui est :

- a) Espèces ;
- b) Un instrument de capitaux propres d'une autre entité ;
- c) Un droit contractuel :
  - (i) Pour recevoir des espèces ou un autre actif financier d'une autre entité ; ou
  - (ii) Échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement favorable à l'entité.
- d) Un contrat qui sera ou pourra être réglé avec les instruments de capitaux propres propres de l'entité.

La monnaie (espèces) est un actif financier car elle représente le moyen d'échange et constitue donc la base sur laquelle toutes les transactions sont évaluées et comptabilisées dans les états financiers. Un dépôt d'espèces auprès d'une banque ou d'une institution financière similaire est un actif financier car il représente le droit contractuel du déposant d'obtenir des espèces de l'institution ou de tirer un chèque ou un instrument similaire sur le solde en faveur d'un créancier en paiement d'un Responsabilité financière.

La monnaie non émise ne répond pas à la définition d'un instrument financier. Une entité applique IPSAS 12, Stocks, pour comptabiliser toute devise non émise. La monnaie émise comme ayant cours légal, du point de vue de l'émetteur, n'est pas abordée dans la présente Norme.

Ces informations ne couvrent pas le point (d), un contrat qui sera ou pourra être réglé avec les propres instruments de capitaux propres de l'entité.

Exemples courants d'actifs financiers représentant un droit contractuel de recevoir des espèces dans le futur :

- a) Comptes clients ;
- b) effets à recevoir ;
- c) Prêts à recevoir ;
- d) Titres de participation ; et
- e) Obligations à recevoir.

Un passif financier est tout passif qui est :

- a) Une obligation contractuelle :
  - (i) Pour livrer des liquidités ou un autre actif financier à une autre entité ; ou
  - (ii) Échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorable à l'entité.
- b) Un contrat qui sera ou pourra être réglé avec les instruments de capitaux propres propres de l'entité.

Ces informations ne couvrent pas le point (b), un contrat qui sera ou pourra être réglé avec les propres instruments de capitaux propres de l'entité.

Exemples courants de passifs financiers représentant des obligations contractuelles de livrer des espèces ou autre les actifs financiers transférés à une autre entité dans le futur sont :

- a) Comptes créditeurs ;
- b) Billets à payer ;
- c) Prêts à payer ; et
- d) Obligations payables.

Là encore, dans chaque cas, l'obligation d'une partie de livrer des espèces ou un autre actif financier correspond au droit contractuel d'une autre partie de recevoir des espèces.

Le droit contractuel d'une entité de recevoir des liquidités est assorti à l'obligation de paiement correspondante de l'autre entité.

La capacité d'exercer un droit contractuel ou l'obligation de satisfaire à une obligation contractuelle peut être absolue ou dépendre de la survenance d'un événement futur. Un droit et une obligation conditionnels se rencontrent la définition d'un actif financier et d'un passif financier, même si ces actifs et passifs ne sont pas toujours comptabilisés dans les états financiers.

Un instrument financier peut exiger qu'une entité livre de la trésorerie ou un autre actif financier, ou autrement qu'elle règle de telle manière qu'il constituerait un passif financier, en cas de survenance ou de non-survenance de des événements futurs incertains (ou sur l'issue de circonstances incertaines) qui échappent au contrôle des deux l'émetteur et le détenteur de l'instrument, comme une modification d'un taux d'intérêt ou d'un taux de change. L'émetteur d'un tel instrument n'a pas le droit inconditionnel d'éviter de livrer des espèces ou un autre actif financier (ou de le régler de telle manière qu'il constituerait un passif financier). Il s'agit donc d'un passif financier de l'émetteur et d'un actif financier du détenteur.

Par exemple, une garantie financière est un droit contractuel du prêteur de recevoir des espèces du garant, et une obligation contractuelle correspondante du garant de payer le prêteur, en cas de défaillance de l'emprunteur.

Le droit et l'obligation contractuels peuvent exister en raison d'une transaction ou d'un événement passé, même si la capacité d'une partie à exercer son droit et l'obligation pour l'autre partie de s'acquitter de son obligation dépendent toutes deux d'un événement futur. Le droit et l'obligation contractuels existent en raison d'une transaction ou d'un événement passé (prise en charge de la garantie), même si la capacité du prêteur à exercer son droit et l'obligation pour le garant d'exécuter son obligation dépendent toutes deux d'un acte futur de défaut de la part de l'emprunteur.



## Financial Assets

Exemples d'actifs financiers :

- Espèces
- Comptes débiteurs
- Prêts à recevoir
- Titres de placement (actions ordinaires, placements à revenu fixe)

Pour mieux comprendre ce que sont les actifs financiers, quelques exemples sont fournis. La liste des éléments n'est pas exhaustive, mais comprend des exemples de transactions courantes.

Des exemples seraient les suivants :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont considérés comme des actifs financiers. Pour être considéré comme de l'argent liquide, l'argent liquide doit être disponible ou en banque. Les équivalents de trésorerie doivent être des investissements très liquides et à court terme (3 mois ou moins). Même si l'échéance est à court terme, ces éléments devraient être facilement convertibles en espèces et soumis à un risque de valorisation insignifiant. Les dépôts à vue seraient considérés comme des équivalents en espèces, car ils sont considérés comme ayant le même niveau de liquidité que les espèces et peuvent généralement être retirés à tout moment sans pénalité.

Les comptes débiteurs sont les montants à recevoir provenant de la fourniture de biens et de services.

Les prêts à recevoir sont les montants dus résultant de prêts de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Les titres d'investissement sont des titres émis par d'autres entités tels que des actions, des obligations et d'autres produits d'investissement qui sont achetés dans l'intention d'obtenir un avantage économique soit de l'appréciation du capital du produit titre, soit des intérêts ou dividendes payés par l'émetteur du titre.



## Financial Liabilities

Exemples de passifs financiers : •

Compte créditeur

- Prêts et effets à payer
- Obligations

Pour mieux comprendre ce que sont les actifs financiers, quelques exemples sont fournis. La liste des éléments n'est pas exhaustive, mais comprend des exemples de transactions courantes.

Les comptes créditeurs sont les montants dus à des tiers provenant d'achats de fournitures et de matériaux nécessaires aux opérations et aux activités.

Les prêts et effets à payer sont des montants dus dans le cadre d'accords d'emprunt.

Les obligations sont des titres à revenu fixe qui permettent aux entités d'emprunter du capital pour une période de temps déterminée, avec des conditions de paiement et des intérêts spécifiés. Un exemple est une obligation d'État avec des coupons d'intérêt fixes ou variables, utilisée pour financer ses opérations et activités du gouvernement.



## Contracts to Buy or Sell Non-Financial Assets

- Les contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers ne sont pas des instruments financiers, sauf si
  - Le contrat permet un règlement net en espèces ;
  - L'entité a pour pratique de régler des contrats similaires nets en espèces ;
  - L'entité a pour pratique de prendre livraison et de vendre l'élément non financier pour un prix profit; ou
  - L'élément non financier est facilement convertible en espèces

Les normes IPSAS relatives aux instruments financiers sont appliquées à certains contrats d'achat ou de vente d'un élément non financier qui peuvent être réglés net en espèces ou par un autre instrument financier, ou par échange d'instruments financiers, comme si les contrats étaient des instruments financiers. Toutefois, les instruments financiers IPSAS ne s'appliquent pas aux contrats qui ont été conclus et continuent d'être détenus dans le but de la réception ou de la livraison d'un élément non financier conformément aux exigences attendues de l'entité en matière d'achat, de vente ou d'utilisation.

Les contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers ne répondent pas à la définition d'un instrument financier car le droit contractuel d'une partie de recevoir un actif ou un service non financier et l'obligation correspondante de l'autre partie n'établissent pas de droit ou d'obligation actuel. de l'une ou l'autre des parties de recevoir, de livrer ou d'échanger un actif financier. Par exemple, les contrats qui prévoient un règlement uniquement par la réception ou la livraison d'un élément non financier (par exemple, un contrat à terme sur le pétrole) ne sont pas des instruments financiers.

De nombreux contrats sur matières premières sont de ce type. Certains sont de forme standardisée et négociés sur des marchés organisés de la même manière que certains instruments financiers dérivés. Par exemple, un contrat à terme sur matières premières peut être facilement acheté et vendu au comptant car il est coté en bourse et peut changer de mains plusieurs fois. Cependant, les parties qui achètent et vendent le contrat négocient en réalité le produit sous-jacent.

La capacité d'acheter ou de vendre un contrat sur matières premières contre espèces, la facilité avec laquelle il peut être acheté ou vendu et la possibilité de négocier un règlement en espèces de l'obligation de recevoir ou de livrer la marchandise ne modifient pas le caractère fondamental du contrat dans un manière qui crée un instrument financier.

Néanmoins, certains contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers qui peuvent être réglés net ou par échange d'instruments financiers, ou dans lesquels l'élément non financier est facilement convertible en espèces, entrent dans le champ d'application des normes IPSAS sur les instruments financiers comme s'ils étaient instruments financiers.

Un contrat qui implique la réception ou la livraison d'actifs physiques ne donne pas naissance à un actif financier d'une partie et à un passif financier de l'autre partie à moins que tout paiement correspondant ne soit différé au-delà de la date à laquelle les actifs physiques sont transférés. C'est le cas de l'achat ou de la vente de biens à crédit.

Certains contrats sont liés aux matières premières, mais n'impliquent pas de règlement par la réception ou la livraison physique d'une matière première. Ils précisent le règlement par des paiements en espèces déterminés selon une formule figurant dans le contrat, plutôt que par le paiement de montants fixes.

Par exemple, le montant principal d'une obligation peut être calculé en appliquant le prix du marché du pétrole en vigueur à l'échéance de l'obligation à une quantité fixe de pétrole. Le principal est indexé sur le prix des matières premières, mais est réglé uniquement en espèces. Un tel contrat constitue un instrument financier.

La définition d'un instrument financier englobe également un contrat qui donne naissance à un actif ou un passif non financier en plus d'un actif ou d'un passif financier.

Ces instruments financiers donnent souvent à une partie la possibilité d'échanger un actif financier contre un actif non financier. Par exemple, une obligation liée au pétrole peut donner à son détenteur le droit de recevoir un flux de paiements d'intérêts périodiques fixes et un montant fixe de liquidités à l'échéance, avec la possibilité d'échanger le montant principal contre une quantité fixe de pétrole.

L'opportunité d'exercer cette option variera de temps à autre en fonction de la juste valeur du pétrole par rapport au ratio d'échange espèces contre pétrole (le prix d'échange) inhérent à l'obligation. Les intentions de l'obligataire concernant l'exercice de l'option n'affectent pas la substance des actifs qui la composent. L'actif financier du détenteur et le passif financier de l'émetteur font de l'obligation un instrument financier, quels que soient les autres types d'actifs et de passifs également créés.

## Contract

### Scénario

Une entité du secteur public qui exploite un système de transport en commun dans une région a conclu un contrat à terme pour la livraison de 50 % de ses besoins en carburant diesel pour faire fonctionner sa flotte d'autobus au cours des six prochains mois afin de se protéger contre la hausse prévue des prix.

Le contrat à terme est-il un instrument financier ? Expliquer.

Votre réponse serait-elle différente si l'entité achetait et vendait des contrats à terme négociés sur une bourse de matières premières ? Expliquer.

Répondre:

Le contrat à terme ne serait pas un instrument financier.

Le contrat à terme est conclu en vue de la livraison de carburant diesel, un élément non financier, conformément aux exigences d'achat et d'utilisation prévues d'une entité. Le contrat ne répond pas à la définition d'un instrument financier car il n'établit pas de droit ou d'obligation actuel pour l'une ou l'autre des parties de recevoir, de livrer ou d'échanger un actif financier.

La stratégie de l'entité consistant à acheter et à vendre des contrats à terme sur la bourse de matières premières peut conduire à ce que les contrats soient des instruments financiers si l'objectif est de réaliser un profit. Toutefois, la possibilité d'acheter ou de vendre un contrat de matières premières contre des espèces, la facilité avec laquelle il peut être acheté ou vendu et la possibilité de négocier un règlement en espèces de l'obligation de recevoir ou de livrer les matières premières ne signifient pas nécessairement que le contrat est un contrat financier instrument.

Néanmoins, certains contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers qui peuvent être réglés net ou par échange d'instruments financiers, ou dans lesquels l'élément non financier est facilement convertible en espèces, sont des instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme comme s'ils étaient instruments financiers.

## Currency Swap

### Scénario

Un gouvernement a émis des titres de dette à des taux d'intérêt fixes et variables et en devises nationales et étrangères. Elle a conclu des accords de swaps de devises pour gérer le risque d'intérêt et de change. Les accords prévoient l'échange de sommes en espèces entre les parties aux accords, calculées en référence aux taux d'intérêt et de change en vigueur.

Les accords de swaps de devises sont-ils des instruments financiers ? Expliquer.

Répondre:

Les accords de swaps de devises sont des instruments financiers. Même si les obligations contractuelles des parties aux accords de swaps de devises dépendent de la variation des taux d'intérêt et des taux de change, les parties ont un droit contractuel inconditionnel de recevoir des espèces ou un autre actif financier ou une obligation contractuelle inconditionnelle de livrer des espèces. ou un autre actif financier.



## Leases

### Scénario

Un hôpital a conclu un bail de cinq ans pour un appareil d'imagerie par résonance médicale. La durée de vie utile estimée de la machine est de 10 ans. À la fin de la durée du bail, l'hôpital a la possibilité d'acquérir la machine pour 10 % de sa juste valeur actuelle ou de prolonger le bail moyennant un paiement de location considérablement réduit.

Le crédit-bail est-il un instrument financier ? Expliquer..

Répondre:

Le bail est un contrat dont la substance est un crédit-bail puisqu'il transfère à l'hôpital les risques et avantages inhérents à la propriété. Selon IPSAS 13, Contrats de location, l'hôpital comptabilise un actif et l'obligation locative comme un passif.

La classification des baux est abordée dans le module Actifs.

Un contrat de location-financement répond à la définition d'un instrument financier et un contrat de location simple n'est pas considéré comme un instrument financier (sauf en ce qui concerne les paiements individuels actuellement dus et exigibles). Il convient toutefois de noter que l'IPSAS 13 traite de la comptabilisation des contrats de location et que l'IPSAS 13 doit être suivie pour la comptabilisation des transactions de location ; sauf lors de la prise en compte des créances de location, lorsque les dispositions relatives à la comptabilisation et à la dépréciation des instruments financiers s'appliquent. Les dettes de location-financement comptabilisées par le preneur sont soumises aux dispositions de comptabilisation des normes sur les instruments financiers et les dérivés incorporés dans les contrats de location sont soumis aux exigences relatives aux dérivés incorporés aux instruments financiers.

Un contrat de location simple n'est pas considéré comme un instrument financier (sauf en ce qui concerne les paiements individuels actuellement dus et payables) car le bailleur s'engage à fournir l'utilisation d'un actif dans des périodes futures en échange d'une contrepartie similaire à une rémunération pour un service.

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur l'introduction aux instruments financiers. Les participants doivent se référer à la question de révision pour tester leurs connaissances.

## Review Question

### question 1

Un instrument financier est tout contrat qui donne naissance à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Lequel des éléments suivants serait un exemple d'instrument financier ?

- a) Une garantie de prêt b) Trésorerie et équivalents de trésorerie
- c) Charges payées d'avance
- d) Créances e) Stocks

## Answers to Review Question

### question 1

La réponse est (a), (b) et (d).

- a) Une garantie financière est un droit contractuel du prêteur de recevoir des espèces du garant, et une obligation contractuelle correspondante du garant de payer le prêteur, en cas de défaillance de l'emprunteur.  
Le droit et l'obligation contractuels existent en raison d'une transaction ou d'un événement passé (prise en charge de la garantie), même si la capacité du prêteur à exercer son droit et l'obligation pour le garant d'exécuter son obligation dépendent toutes deux d'un acte futur de défaut de la part de l'emprunteur. Un droit et une obligation éventuels répondent à la définition d'un actif financier et d'un passif financier, même si ces actifs et passifs ne sont pas toujours comptabilisés dans les états financiers.
- b) La monnaie (espèces) est un actif financier car elle représente le moyen d'échange et constitue donc la base sur laquelle toutes les transactions sont évaluées et comptabilisées dans les états financiers. Un dépôt d'espèces auprès d'une banque ou d'une institution financière similaire est un actif financier car il représente le droit contractuel du déposant d'obtenir des espèces de l'institution ou de tirer un chèque ou un instrument similaire sur le solde en faveur d'un créancier en paiement d'un Responsabilité financière.
- c) Les dépenses payées d'avance ne sont pas des actifs financiers car l'avantage économique futur est la réception de biens ou de services. Ils ne confèrent pas le droit de recevoir des espèces ou un autre actif financier.
- d) Les comptes débiteurs représentent un droit contractuel de recevoir des espèces dans le futur et un passif financier correspondant représentant une obligation contractuelle de livrer des espèces dans le futur. Dans chaque cas, le droit contractuel d'une partie de recevoir de l'argent correspond à l'obligation correspondante de payer de l'autre partie.
- e) Les actifs physiques tels que les stocks, les immobilisations corporelles, les actifs loués et les actifs incorporels peuvent générer une entrée de liquidités mais ne sont pas des actifs financiers car ils ne confèrent pas le droit de recevoir des liquidités ou un autre actif financier.



# Core Concepts (IPSAS 29)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

## Recognition and Derecognition

- Comptabilisé lorsque l'entité devient partie à l'accord contractuel qui est un instrument financier.
- Actif financier décomptabilisé lorsque les droits contractuels expirent, font l'objet d'une renonciation ou sont transférés
  - Gain ou perte cumulé comptabilisé en résultat ou en déficit
- Passif financier décomptabilisé lorsque le contrat est libéré, annulé, annulé ou expire ◦
  - Différence entre la valeur comptable et la contrepartie payée comptabilisée en résultat

Voici quelques exemples d'application du principe :

- a) Les créances et dettes sont comptabilisées comme actifs ou passifs lorsque l'entité devient partie au contrat et, par conséquent, a un droit légal de recevoir ou une obligation légale de payer des espèces.  
Par exemple, lorsque des biens et des services ont été expédiés, livrés ou rendus.
- b) Un contrat à terme est comptabilisé comme un actif ou un passif à la date d'engagement, plutôt qu'à la date à laquelle le règlement a lieu.
- c) La dette est comptabilisée lors de son émission ou décomptabilisée lors de son échange ou de son remboursement.

Les transactions futures planifiées, aussi probables soient-elles, ne constituent pas des actifs ni des passifs car l'entité n'est pas devenue partie à un contrat.

La décomptabilisation est la suppression d'un actif financier ou d'un passif financier précédemment comptabilisé de l'état de la situation financière d'une entité.

- Une entité décomptabilise un actif financier lorsque
  - a) Les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif financier expirent ou font l'objet d'une renonciation ; ou
  - b) Il transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et le transfert est admissible selon IPSAS 29 à la décomptabilisation.

Un transfert peut être décomptabilisé si, et seulement si, une entité :

- Transfère les droits contractuels pour recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ; ou
- Conserve les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, mais assume une obligation contractuelle de verser les flux de trésorerie à un ou plusieurs destinataires.
  - Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans sa totalité, la différence entre :
    - a) La valeur comptable ; et
    - b) La somme de :

(i) la contrepartie reçue (y compris tout nouvel actif obtenu moins tout nouveau passif supposé) et

(ii) tout gain ou perte cumulé qui avait été comptabilisé directement dans l'actif net/les capitaux propres ; sera comptabilisé en excédent ou en déficit. Un gain ou une perte cumulé qui avait été comptabilisé dans l'actif net/capitaux propres est réparti entre la partie qui continue d'être comptabilisée et la partie qui est décomptabilisée, sur la base des justes valeurs relatives de ces parties.

Normalement, la décomptabilisation d'un actif financier devrait être relativement simple. Toutefois, si la décomptabilisation implique le transfert d'un actif financier, les exigences permettant de déterminer si le transfert est admissible à la décomptabilisation sont complexes et dépassent le cadre du matériel de formation. S'il s'agit d'un transfert, il convient de se référer directement à IPSAS 29, paragraphes 21 à 39.

Une entité supprime un passif financier (ou une partie d'un passif financier) de son état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il est éteint – c'est-à-dire lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est exécutée, abandonnée, annulée ou expire.

Un passif financier (ou une partie de celui-ci) est éteint lorsque le débiteur :

- a) s'acquitte de la dette (ou d'une partie de celle-ci) en payant le créancier, normalement en espèces, d'autres actifs financiers, biens ou services ; ou
- b) Est légalement libéré de sa responsabilité principale pour la responsabilité (ou une partie de celle-ci), soit par voie judiciaire, soit par le créancier. (Si le débiteur a donné une garantie, cette condition peut encore être remplie).

La différence entre la valeur comptable d'un passif financier (ou d'une partie d'un passif financier) éteint ou transféré à une autre partie et la contrepartie payée, y compris les actifs non monétaires transférés ou les passifs repris, doit être comptabilisée en surplus ou en déficit. Lorsqu'une obligation est renoncée par le prêteur ou prise en charge par un tiers dans le cadre d'une opération sans échange, une entité applique IPSAS 23.

Un échange de titres de créance avec des conditions sensiblement différentes ou une modification substantielle des conditions d'un passif financier existant doit être comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier.

Un échange entre un emprunteur existant et un prêteur de titres de créance dont les conditions sont sensiblement différentes doit être comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. De même, une modification substantielle des termes d'un passif financier existant ou d'une partie de celui-ci (qu'elle soit ou non imputable aux difficultés financières du débiteur) doit être comptabilisée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. responsabilité.

## Trade Date/Settlement Date

- Les achats réguliers d'actifs financiers peuvent être comptabilisés à la date de transaction ou à la date de règlement (choix de méthode comptable – mais doivent être appliqués de manière cohérente au groupe d'actifs) ; à l'exception des dérivés qui sont toujours comptabilisés à la date de transaction.
- La date de transaction est la date à laquelle une entité s'engage à acheter ou à vendre un actif.
- La date de règlement est la date à laquelle l'actif est livré à ou par l'entité.

Les achats ou ventes habituels (décomptabilisation) d'un actif financier s'effectuent en utilisant soit la comptabilité à la date de transaction, soit la date de règlement. Un achat ou une vente de manière régulière est un achat ou une vente d'un actif financier en vertu d'un contrat dont les modalités nécessitent la livraison de l'actif dans le délai généralement fixé par la réglementation ou la convention sur le marché concerné. Les achats réguliers d'actifs financiers peuvent être comptabilisés soit en utilisant la comptabilité à la date de transaction, soit en utilisant la comptabilité à la date de règlement, tandis que les dérivés sont toujours comptabilisés en utilisant la comptabilité à la date de transaction.

La comptabilité à la date de transaction fait référence à :

- a) la comptabilisation d'un actif à recevoir et du passif à payer à la date de transaction, et
- b) la décomptabilisation d'un actif vendu, la comptabilisation de tout gain ou perte sur cession et la comptabilisation d'une créance sur l'acheteur à payer à la date de la transaction.

La date de transaction est la date à laquelle une entité s'engage à acheter ou à vendre un actif.

La comptabilité à la date de règlement fait référence :

- a) la comptabilisation d'un actif le jour où il est reçu par l'entité, et
- b) la décomptabilisation d'un actif et la comptabilisation de tout gain ou perte de cession au jour où il est délivrés par l'entité.

La date de règlement est la date à laquelle l'actif est livré à ou par une entité.

Le 29 décembre 20X1, une entité s'engage à acheter une obligation pour règlement le 4 janvier 20X2.

La juste valeur de l'obligation à la transaction (date d'engagement) est de 1 000 UM. À la date de règlement, la juste valeur de l'actif est de 1 003 UM. L'entité, selon la classification de l'investissement, peut avoir le choix entre utiliser la valeur à la date de transaction ou la valeur à la date de règlement.

Le choix relève d'une question de méthode comptable et peut avoir des implications comptables. La méthode utilisée est appliquée de manière cohérente pour tous les achats et ventes d'actifs financiers appartenant à la même catégorie d'actifs financiers. Par exemple, les intérêts ne commencent généralement à courir sur l'actif et le passif correspondant qu'à la date de règlement à laquelle le titre est transféré.

Lorsque la comptabilité à la date de règlement est appliquée, une entité peut devoir comptabiliser toute variation de la juste valeur de l'actif à recevoir au cours de la période comprise entre la date de transaction et la date de règlement en fonction de l'instrument financier et de sa classification. Par exemple, la variation de valeur n'est pas comptabilisée pour les actifs comptabilisés au coût ou au coût amorti ; il est comptabilisé en résultat pour les actifs classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat ; et il est comptabilisé en actif net/capitaux propres pour les actifs classés comme disponibles à la vente.



## Classification of Financial Assets

- Quatre catégories
  - Actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit
  - Placements détenus jusqu'à leur échéance
  - Prêts et créances
  - Actifs financiers disponibles à la vente
- La catégorisation détermine les exigences en matière de reconnaissance et de mesure.

Arrière-plan:

Un actif financier est classé dans les quatre catégories suivantes :

- a) Actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit ;
- b) Placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- c) Prêts et créances ; et
- d) Actifs financiers disponibles à la vente.

Les catégories sont importantes car elles déterminent la manière dont un actif financier particulier est comptabilisé et évalué dans les états financiers à la fois lors de la comptabilisation initiale et après la comptabilisation initiale. Les catégories détermineront également la manière dont les gains et les pertes seront comptabilisés en surplus ou en déficit. Par exemple, le classement déterminera si les gains ou les pertes résultant des variations de la valeur des actifs financiers lors de la réévaluation après la comptabilisation initiale se font par le biais du surplus ou du déficit de la période, ou directement dans l'actif net/les capitaux propres.



## Financial Assets at Fair Value through Surplus or Deficit

- Un actif financier détenu à des fins de transaction
- Tous dérivés (sauf instruments de couverture)
- Un actif financier ainsi désigné lors de la comptabilisation initiale lorsque
  - Il élimine ou réduit considérablement les incohérences de mesure
  - Un groupe d'actifs financiers, de passifs ou les deux sont gérés sur la base de la juste valeur

Arrière-plan:

- Un actif financier à la juste valeur par résultat ou déficit est un actif financier qui répond à l'un ou l'autre des conditions suivantes.

a) Il est classé comme détenu à des fins de transaction.

Un actif financier est classé comme détenu à des fins de transaction si :

- (i) Il est acquis en vue de le vendre à court terme ;
- (ii) Lors de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et pour lesquels il existe des preuves d'un modèle récent de prise de bénéfices à court terme ; ou

Les transactions reflètent généralement des achats et des ventes actifs et fréquents, et les instruments financiers détenus à des fins de négociation sont généralement utilisés dans le but de générer un profit à partir des fluctuations à court terme des prix ou de la marge du courtier.

Par exemple, une entité du secteur public peut détenir des placements en actions dans des sociétés ouvertes négociées en bourse dans le but de générer des rendements supérieurs à ceux qui seraient générés par des obligations.

Les investissements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable ne doivent pas être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.

- (iii) Il s'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé qui est un contrat de garantie financière ou un instrument de couverture désigné et efficace).

b) Lors de la comptabilisation initiale, il est désigné par l'entité comme à la juste valeur par résultat.

Une entité ne peut utiliser cette désignation que lorsque cela donne lieu à des informations plus pertinentes, car :

- (i) Il élimine ou réduit considérablement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation (parfois appelée « une incohérence comptable ») qui résulterait autrement de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci sur des bases différentes ; ou

- (ii) Un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement, et les informations sur le groupe sont fournies en interne sur cette base au les principaux dirigeants de l'entité, par exemple l'organe directeur et le directeur général de l'entité.

## Financial Asset Designation

Scénario:

La monnaie fonctionnelle d'un gouvernement est le yen japonais. Elle détient une obligation à taux fixe de 5 millions de dollars américains qui arrive à échéance dans cinq ans. Le gouvernement gère son risque de taux d'intérêt et de change sur l'obligation en négociant activement des titres de participation américains. L'obligation en dollars américains ne répond pas à la définition d'un actif financier détenu à des fins de transaction.

L'obligation en dollars américains pourrait-elle être désignée comme étant à la juste valeur par excédent ou par déficit ? Pourquoi?

Répondre:

Selon IPSAS 29, l'évaluation d'un actif ou d'un passif financier et la comptabilisation des variations de sa valeur sont déterminées par la classification de l'élément et par le fait que l'élément fait partie d'une relation de couverture désignée.

Ces exigences peuvent créer une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (parfois appelée « non-concordance comptable ») lorsque, par exemple, un actif financier serait classé comme disponible à la vente (la plupart des variations de juste valeur étant comptabilisées directement dans l'actif net/les capitaux propres), et un passif que l'entité considère comme lié serait évalué au coût amorti (les variations de juste valeur n'étant pas comptabilisées). Dans de telles circonstances, une entité peut conclure que ses états financiers fourniraient des informations plus pertinentes si l'actif et le passif étaient classés à la juste valeur par le biais du résultat.

L'exemple montre quand cette condition pourrait être remplie.

L'entité dispose d'actifs financiers qui partagent un risque de taux d'intérêt ou de change qui donnent lieu à des variations opposées de la juste valeur qui ont tendance à se compenser. Cependant, seuls certains instruments seraient évalués à la juste valeur par le biais du résultat (c'est-à-dire que seules les actions sont classées comme détenues à des fins de transaction). L'entité n'est pas admissible à la comptabilité de couverture car aucun des instruments n'est un dérivé.

Dans ce cas, désigner, lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit peut éliminer ou réduire significativement l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation et produire des informations plus pertinentes.

## Held-to-Maturity

- Actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables et à échéance fixe qu'une entité a l'intention de détenir jusqu'à son échéance autre que
  - Ceux désignés à la juste valeur par résultat ou déficit
  - Ceux désignés comme disponibles à la vente
  - Ceux qui sont des prêts et créances.

Arrière-plan:

Par exemple, un gouvernement qui détient des obligations à long terme peut avoir l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance parce que les taux d'intérêt du marché ont réduit leur juste valeur bien en dessous du coût amorti.

Pour la plupart des actifs financiers, la juste valeur est une mesure plus appropriée que le coût amorti. La classification des placements détenus jusqu'à leur échéance constitue une exception, mais uniquement si l'entité a une intention positive et la capacité de conserver l'investissement jusqu'à son échéance.

Cette classification étant une exception à la règle, IPSAS 29 contient des règles complexes quant au moment où elle peut être appliquée.

Une entité ne doit classer aucun actif financier comme détenu jusqu'à son échéance si elle a, au cours de l'exercice en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé plus d'un montant non significatif d'investissements détenus jusqu'à leur échéance avant l'échéance (plus de non significatif par rapport au montant total des placements détenus jusqu'à leur échéance) autres que les cessions ou reclassements qui :

- a) Sont si proches de l'échéance ou de la date de remboursement de l'actif financier (par exemple, moins de trois mois avant l'échéance) que les variations du taux d'intérêt du marché n'auraient pas d'effet significatif sur la juste valeur de l'actif financier ;
- b) Se produire après que l'entité a recouvré la quasi-totalité du principal initial de l'actif financier au moyen de paiements programmés ou de remboursements anticipés ; ou
- c) Sont imputables à un événement isolé indépendant de la volonté de l'entité, non récurrent et qui pourrait n'ont pas été raisonnablement anticipés par l'entité.

Les instruments de capitaux propres ne peuvent pas être détenus jusqu'à leur échéance, soit parce qu'ils ont une durée de vie indéfinie (comme les actions ordinaires), soit parce que les montants que le détenteur peut recevoir peuvent varier d'une manière qui n'est pas prédéterminée (comme pour les options sur actions, les warrants et autres droits).

En ce qui concerne la définition des investissements détenus jusqu'à leur échéance, les paiements fixes ou déterminables et l'échéance fixe signifient qu'un accord contractuel définit les montants et les dates des paiements au détenteur, tels que les paiements d'intérêts et de principal.

## Loans and Receivables

- Actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif autre que
  - Ceux que l'entité a l'intention de vendre
  - Ceux désignés à la juste valeur par résultat
  - Ceux désignés comme disponibles à la vente
  - Ceux non récupérables (classés comme disponibles à la vente)

Arrière-plan:

Tout actif financier non dérivé à paiements fixes ou déterminables (y compris les actifs de prêts, les créances, les investissements dans des instruments de dette et les dépôts détenus en banque) pourrait potentiellement répondre à la définition des prêts et créances.

Un exemple de prêts et créances est constitué par les montants impayés dans le cadre d'un programme de prêts étudiants qui accorde des prêts étudiants pour soutenir la politique d'enseignement supérieur d'un gouvernement.

Toutefois, un actif financier coté sur un marché actif (tel qu'un titre de créance coté) ne peut pas être classé comme prêt ou créance. Les actifs financiers qui ne répondent pas à la définition de prêts et créances peuvent être classés comme placements détenus jusqu'à leur échéance s'ils remplissent les conditions de cette classification. Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier qui serait autrement classé comme prêt ou créance, une entité peut le désigner comme un actif financier à la juste valeur par résultat, ou disponible à la vente.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les prix cotés sont facilement et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un groupe industriel, d'un service de tarification ou d'un organisme de réglementation, et que ces prix représentent des transactions de marché réelles et régulières dans des conditions de pleine concurrence. base.



## Available-for-Sale

- Actifs financiers non dérivés désignés comme disponibles à la vente ou non  
Classé comme
  - Actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit
  - Placements détenus jusqu'à leur échéance
  - Prêts et créances

Arrière-plan:

Disponible à la vente est une catégorie fourre-tout. Les actifs financiers qui ne figurent pas dans d'autres catégories sont classés par défaut dans cette catégorie. Un exemple pourrait être un instrument de capitaux propres non coté.



## Classification of Financial Liabilities

Deux classements principaux

- Un passif financier à la juste valeur par résultat ou déficit qui est
  - Passif financier détenu à des fins de transaction
  - Passif financier désigné lors de la comptabilisation initiale
  - Tous les dérivés
- Un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif

Arrière-plan:

- Il existe deux classifications de passifs financiers.
  - a) Passifs financiers évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
  - b) Passifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit.
- Un passif financier à la juste valeur par résultat ou déficit est un passif financier qui répond à l'un ou l'autre des conditions suivantes :
  - a) Il s'agit d'un passif financier détenu à des fins de transaction qui est :
    - (i) Un passif financier contracté principalement dans le but de le racheter à court terme ; ou
    - (ii) Partie d'un portefeuille d'instruments financiers où il existe des preuves de prises de bénéfices à court terme et
    - (iii) Tous les dérivés.



b) Un passif financier désigné lors de la comptabilisation initiale comme passif financier à la juste valeur par excédent ou ce faisant, cela donne lieu à des informations plus pertinentes car :

(i) il élimine ou réduit considérablement une incohérence dans l'évaluation des données financières. actifs ou passifs sur des bases différentes

(ii) un groupe d'actifs financiers, de passifs, ou les deux, est géré sur la base de la juste valeur.

Semblable à la désignation d'actifs financiers comme juste valeur par le biais du résultat ou du déficit, une entité peut désigner un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit s'il élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation ou s'il fait partie d'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers. dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur. Dans de telles circonstances, une entité peut conclure que ses états financiers fourniraient des informations plus pertinentes si l'actif et le passif étaient classés à la juste valeur par le biais du résultat.

## Financial Liability Designation

### Scénario

La monnaie fonctionnelle d'un gouvernement est le yen japonais. Le gouvernement a émis une dette à taux fixe de 5 millions de dollars arrivant à échéance dans deux ans. Les paiements d'intérêts sont dus semestriellement. Le gouvernement a conclu un contrat à terme pour acheter 5 millions de dollars américains qui arrive à échéance dans deux ans. La dette en dollars américains n'est pas désignée comme élément couvert.

Le gouvernement pourrait-il désigner son passif en dollars américains comme un passif financier évalué à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit ? Pourquoi?

Répondre:

Le gouvernement possède des actifs financiers et un passif financier qui partagent des risques similaires, comme le risque de taux d'intérêt. En raison de la nature des instruments financiers, les risques donnent lieu à des variations de juste valeur opposées qui tendent à se compenser. Toutefois, seuls les contrats à terme seraient évalués à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit (c'est-à-dire que seuls les contrats à terme sont classés comme détenus à des fins de négociation). L'entité n'est pas admissible à la comptabilité de couverture car les contrats à terme ne sont pas des dérivés.

Dans ce cas, désigner, lors de la comptabilisation initiale, la dette à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit plutôt que du coût amorti peut éliminer ou réduire significativement l'incohérence de l'évaluation ou de la comptabilisation et produire des informations plus pertinentes.

## Amortized Cost

- Montant lors de la comptabilisation initiale
  - Moins les remboursements du principal
  - Plus ou moins l'amortissement cumulé de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance selon la méthode du taux d'intérêt effectif
  - Moins toute réduction pour dépréciation ou dépréciation

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements ou encaissements futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, par rapport à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, une entité estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, remboursement anticipé, options d'achat et options similaires), mais ne doit pas prendre en compte les pertes de crédit futures.

Le calcul du taux d'intérêt effectif comprend tous les frais et points payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toutes autres primes ou réductions.

Pour les actifs financiers à taux variable et les passifs financiers à taux variable, la réestimation périodique des flux de trésorerie pour refléter les mouvements des taux d'intérêt du marché modifie le taux d'intérêt effectif. Si un actif financier ou un passif financier à taux variable est initialement comptabilisé pour un montant égal au principal à recevoir ou à payer à l'échéance, la réestimation des paiements d'intérêts futurs n'a normalement pas d'effet significatif sur la valeur comptable de l'actif ou du passif.

Si une entité révisé ses estimations de paiements ou d'encaissements, elle doit ajuster la valeur comptable de l'actif financier ou du passif financier (ou du groupe d'instruments financiers) pour refléter les flux de trésorerie estimés réels et révisés. L'entité recalcule la valeur comptable en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier.

Cela contraste avec les actifs financiers à taux variable et les passifs financiers à taux variable. Lorsque les flux de trésorerie sont réestimés pour les instruments financiers à taux variable afin de refléter les mouvements des taux d'intérêt du marché, le taux d'intérêt effectif est mis à jour. En effet, pour les instruments à taux variable, il serait inapproprié de déterminer dès le départ un taux fixe unique pour actualiser les flux de trésorerie futurs estimés, dans la mesure où les recettes/paiements d'intérêts variables constituent une condition contractuelle d'un instrument à taux variable.

La réestimation des flux de trésorerie futurs pour toute raison autre que l'évolution des taux de marché ou lorsque les instruments financiers ne sont pas des instruments à taux variable entraînera normalement une variation de la valeur comptable, puisque la Les flux de trésorerie estimés révisés sont actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. L'ajustement est comptabilisé en résultat en produit ou en charge.



## Initial Measurement

- Actif ou passif financier évalué à la juste valeur majorée des coûts de transaction  
sauf
- Actif ou passif financier classé en juste valeur par résultat ou déficit
- Juste valeur, normalement le prix de la transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçu)

Arrière-plan:

Lorsqu'un actif ou un passif financier est comptabilisé initialement, une entité doit l'évaluer, à une exception près, à sa juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Si un actif ou un passif financier est désigné à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit, il est fait référence aux paragraphes 50 à 52 d'IPSAS 29, qui fournissent des commentaires et des indications sur la détermination de la juste valeur. Ceci est complété par les directives d'application aux paragraphes AG101 à AG115.

La juste valeur d'un passif financier comportant une caractéristique à vue n'est pas inférieure au montant payable à vue, actualisé à compter de la première date à laquelle le montant pourrait être exigé.

Lorsqu'une entité utilise la comptabilisation à la date de règlement pour un actif qui est ultérieurement évalué au coût ou au coût amorti, l'actif est initialement comptabilisé à sa juste valeur à la date de transaction.

Si une entité comptabilise des actifs financiers en utilisant la comptabilité à la date de règlement, toute variation de la juste valeur de l'actif à recevoir au cours de la période comprise entre la date de transaction et la date de règlement n'est pas comptabilisée à moins que les actifs financiers n'aient été désignés comme actifs financiers à la juste valeur jusqu'au surplus ou déficit.

Pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, la variation de juste valeur doit être comptabilisée en résultat ou en déficit ou en actif net/capitaux propres selon le cas. (Voir commentaire sur l'achat ou la vente de manière régulière).

La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue).

Il peut toutefois arriver qu'une partie de la contrepartie donnée ou reçue soit destinée à autre chose que l'instrument financier. Dans ces cas, la juste valeur de l'instrument financier est estimée, en utilisant une technique de valorisation. La juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte pas intérêt peut être estimée comme la valeur actuelle de toutes les rentrées de trésorerie futures actualisées en utilisant le ou les taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour un instrument similaire (similaire en termes de devise, de durée, type de taux d'intérêt et d'autres facteurs) avec une cote de crédit similaire.

Par exemple, la juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte aucun intérêt peut être estimée comme la valeur actuelle de toutes les rentrées de trésorerie futures actualisées en utilisant le(s) taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour un instrument similaire (similaire au taux de change), durée, type de taux d'intérêt et autres facteurs) avec une cote de crédit similaire. L'entité accroît l'actualisation au résultat ou au déficit en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts classés comme prêts et créances au coût amorti enregistrent les charges d'intérêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## Loan Example – Effective Interest Method

### Scénario

L'entité du gouvernement G emprunte 50 000 CU le 1er janvier 20X1 pour 5 ans. Le taux d'intérêt annuel du prêt est de 10 % payé en fin d'année. G paie des frais initiaux de 1 000 UM et le produit net du prêt est de 49 000 UM.

- Quel est le taux d'intérêt effectif annuel du prêt ?
- Quel serait le taux d'intérêt effectif annuel du prêt s'il n'y avait pas 1 000 \$ d'avance frais?

Date	Intérêt	Coupon 10% Coût	Amorti
1er janvier 20X1	0	0	49 000
31 décembre 20X1	5 169	5 000	49 162
31 décembre 20X2	5 179	5 000	49 341
31 décembre 20X3	5 198	5 000	49 539
31 décembre 20X4	5 219	5 000	49 758
31 décembre 20X5	5 242	5 000	50 000
Total	26 000	25 000	

La méthode d'intérêt annuel effectif est de 10,53482 %

Les entrées de journal à chaque date sont les suivantes :

1er janvier 20X1	31 décembre 20X1	31 décembre 20X2	31 décembre 20X3	31 décembre 20X4	31 décembre 20X5
RD Cash 49 000	DR IntExp 5 162	DR IntExp 5 179	DR IntExp 5 198	DR IntExp 5 219	DR IntExp 5 242
Prêt CR (49 000)	CR Cash (5 000)	CR Cash (5 000)	CR Cash (5 000)	CR Cash (5 000)	CR Cash (5 000)
	Prêt CR (162)	Prêt CR (179)	Prêt CR (198)	Prêt CR (219)	Prêt CR (242)

L'écriture de journal finale à la fin de la période du prêt serait Dr Loan 50 000, Cr Cash 50 000

S'il n'y avait pas de frais annuels initiaux, le taux d'intérêt effectif serait de 10 %.

## Concessionary Loans

- Les prêts concessionnels sont accordés/reçus à des conditions inférieures au marché.
- Une remise de dette n'est pas un prêt concessionnel
- A l'origine, un prêt concessionnel est comptabilisé comme suit :
  - Lorsque le prêt est reçu par l'entité, la différence est comptabilisée conformément avec IPSAS 23
  - Lorsque le prêt est accordé par l'entité – la différence est comptabilisée en charge en surplus ou déficit
- Évaluation ultérieure dépendante de la classification du prêt selon avec IPSAS 29

Les prêts concessionnels sont les prêts accordés ou reçus qui sont inférieurs aux conditions du marché. Un certain nombre de gouvernements auront accordé ou reçu des prêts concessionnels en réponse à la pandémie de COVID-19.

Une renonciation à la dette n'est pas un prêt concessionnel, car au départ, le prêt a été accordé aux conditions du marché avec attente de remboursement.

Par exemple, l'intention d'une entité, au début d'un prêt concessionnel, est de fournir des ressources à des conditions inférieures au marché. Par exemple, proposer un prêt à un taux d'intérêt de 3 % alors que les conditions du marché pour un tel prêt seraient de 5 %.

A l'origine, un prêt concessionnel est comptabilisé comme suit :

- Lorsque le prêt est reçu par l'entité – la différence est comptabilisée conformément à IPSAS 23.
- Lorsque le prêt est accordé par l'entité – la différence est comptabilisée en charge en résultat ou en déficit.

L'évaluation ultérieure d'un prêt concessionnel dépend de la classification du prêt conformément à IPSAS 29 (par exemple coût amorti ou juste valeur par résultat). Un exemple pour illustrer un prêt concessionnel figure à la page suivante.

## Student Loans

### Scénario

Le ministère de l'Éducation a accordé 250 000 CU en prêts étudiants à faible taux d'intérêt aux conditions suivantes.

Le capital est remboursé comme suit :

- Années 1 à 2 : pas de remboursement de capital
- Année 3 : 30 % de capital à rembourser
- Année 4 : 30 % de capital à rembourser
- Année 5 : 40 % de capital à rembourser

Les intérêts au taux de 6 % sont payés annuellement à terme échu

Le taux du marché pour des prêts similaires est de 11,5 %

1. Les prêts sont-ils des prêts concessionnels ? Expliquer.
2. Si oui, comment la juste valeur est-elle déterminée ? Expliquer.

Répondre:

Les prêts étudiants sont des prêts concessionnels. Les prêts concessionnels sont accordés ou reçus par une entité à des conditions inférieures au marché. Dans ce cas, le taux d'intérêt est inférieur aux taux du marché pour des prêts similaires.

La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Toutefois, si une partie de la contrepartie donnée ou reçue concerne autre chose que l'instrument financier, la juste valeur de l'instrument financier est estimée au moyen d'une technique d'évaluation.

Étant donné que les prêts concessionnels sont accordés ou reçus à des conditions inférieures au marché, le prix de transaction lors de la comptabilisation initiale du prêt peut ne pas correspondre à sa juste valeur. Une entité doit déterminer la juste valeur d'un prêt concessionnel lors de sa comptabilisation initiale. Une entité détermine la juste valeur du prêt en se référant à un marché actif.

Si une entité ne peut pas déterminer la juste valeur d'un prêt concessionnel en se référant à un marché actif, elle utilise une technique d'évaluation.

Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes sur le marché sans lien de dépendance, si disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument qui est sensiblement la même, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, des modèles d'évaluation d'options ou toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les acteurs du marché pour évaluer des instruments similaires. .

Dans ce cas, la juste valeur des prêts concessionnels à l'aide d'une technique d'évaluation pourrait être déterminée en actualisant toutes les rentrées de trésorerie futures en utilisant un taux d'intérêt lié au marché pour un prêt similaire.

Toute différence entre la juste valeur du prêt et le prix de la transaction (le produit du prêt) est traitée comme suit :

- a) Lorsque le prêt est reçu par une entité, la différence est comptabilisée conformément à IPSAS 23, Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts).
- b) Lorsque le prêt est accordé par une entité, la différence est traitée comme une charge en résultat lors de la comptabilisation initiale.

Après la comptabilisation initiale, une entité évalue ensuite les prêts concessionnels en utilisant les catégories de instruments financiers définis dans IPSAS 29. Dans la plupart des cas, cela se fera sur la base du coût amorti.

## Accounting for Student Loans

### Scénario

Sur la base des informations présentées dans la diapositive précédente, le ministère de l'Éducation a déterminé que la juste valeur des prêts étudiants est de 207 270 CU en actualisant les flux de trésorerie futurs en utilisant le taux du marché de 11,5 %.

Quelle est l'écriture de journal que le conseil scolaire effectue pour la reconnaissance initiale des prêts étudiants ? Expliquer.

		CR
Prêts à recevoir (VA des flux de trésorerie futurs @ taux d'actualisation 11,5%)	207 270 UC	

Dépenses (250 000 CU – 207 270 CU) 42 370 CU

Banque (Montant des prêts avancés)		250 000 UM
------------------------------------	--	------------

Répondre:

L'entrée de journal du ministère de l'Éducation pour enregistrer les prêts étudiants lors de la reconnaissance initiale est présentée ci-dessus.

## Subsequent Measurement of Financial Assets

- Les actifs financiers et dérivés sont évalués à la juste valeur sans aucune déduction des coûts de cession sauf
  - Les prêts et créances détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif
  - Investissements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix de marché coté au coût
- Actifs financiers évalués au coût ou au coût amorti soumis à un test de dépréciation

Arrière-plan:

- Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer les actifs financiers, y compris les dérivés qui sont des actifs, à leur juste valeur, sans aucune déduction pour les coûts de transaction qu'elle pourrait encourir lors de la vente ou d'une autre cession, sauf :
  - a) Prêts et créances, qui doivent être évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif méthode;
  - b) Placements détenus jusqu'à leur échéance qui doivent être évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif méthode; et
  - c) Investissements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable et qui doit être évaluée au coût.

Les actifs financiers désignés comme éléments couverts sont soumis à une évaluation selon les exigences de la comptabilité de couverture.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par résultat ou déficit, font l'objet d'un test de dépréciation.

## Subsequent Measurement of Financial Liabilities

- Évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif sauf
  - Passifs financiers classés à la juste valeur par résultat
  - Dérivés qui constituent des passifs évalués à la juste valeur
  - Passifs financiers désignés comme éléments de couverture, qui sont efficaces, qui sont soumis aux exigences de la comptabilité de couverture



## Gains and Losses

- Sur un actif ou un passif financier classé à la juste valeur par résultat ou déficit en surplus ou déficit
- Sur un actif financier disponible à la vente directement en actif net/capitaux propres jusqu'à l'arrêté financier. l'actif est décomptabilisé
  - Lorsque le gain ou la perte cumulé décomptabilisé précédemment comptabilisé en actif/capitaux propres comptabilisés en résultat ou en déficit
- Actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti comptabilisés par amortissement et lors de la décomptabilisation en résultat

Arrière-plan:

- Un gain ou une perte résultant d'une variation de la juste valeur d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas une partie d'une relation de couverture sera comptabilisée comme suit :
  - a) Un gain ou une perte sur un actif financier ou un passif financier classé à la juste valeur par résultat est comptabilisé en résultat.
  - b) Un gain ou une perte sur un actif financier disponible à la vente doit être comptabilisé directement dans l'actif net/capitaux propres jusqu'à sa décomptabilisation, moment auquel le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans l'actif net/capitaux propres doit être comptabilisé en résultat ou en déficit.
- Pour les actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti, un gain ou une perte est comptabilisé en résultat par le biais du processus d'amortissement et lorsque l'actif ou le passif financier est décomptabilisé ou déprécié.

## Impairment of Financial Assets

- Actif financier ou groupe d'actifs évalué à chaque période de reporting
- Pertes sur actifs financiers qui sont des prêts et créances ou détenus jusqu'à leur échéance comptabilisé en surplus ou en déficit
- Les pertes sur actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en résultat ou en déficit.
- Les pertes peuvent, dans certaines circonstances, être reprises au cours d'une période ultérieure pour les instruments financiers, à l'exception des actions.

Arrière-plan:

- Une entité doit évaluer à la fin de chaque période de reporting s'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une dépréciation.

Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié et des pertes de valeur sont subies si, et seulement si, il existe des indications objectives de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un « événement de perte ») et ce (ou ces) événement(s) de perte ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peuvent être estimés de manière fiable.

- Si des actifs financiers classés comme prêts et créances ou détenus jusqu'à leur échéance sont dépréciés, la valeur comptable est réduite soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de provision, et la perte est comptabilisée en résultat ou en déficit.



S'il existe une indication objective qu'une perte de valeur sur les prêts et créances ou sur les placements détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti a été subie, le montant de la perte est évalué comme la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des actifs futurs estimés, les flux de trésorerie (à l'exclusion des pertes de crédit futures qui n'ont pas été encourues) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale).

- Une perte sur un actif financier disponible à la vente qui a été comptabilisée directement dans l'actif net/capitaux propres est retirée de l'actif net/capitaux propres et comptabilisée en résultat même si l'actif financier n'a pas été décomptabilisé.

Lorsqu'une baisse de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente a été comptabilisée directement en actif net/capitaux propres et qu'il existe une indication objective que l'actif s'est déprécié, la perte cumulée qui avait été comptabilisée directement en actif net/capitaux propres doit être retiré de l'actif net/des capitaux propres et comptabilisé en résultat ou en déficit même si l'actif financier n'a pas été décomptabilisé.

Le montant de la perte cumulée qui est retiré de l'actif net/capitaux propres et comptabilisé en résultat ou en déficit sera la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement du principal et amortissement) et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif financier, préalablement comptabilisés en surplus ou en déficit.

- Les pertes de valeur peuvent, dans certaines circonstances, être reprises au cours d'une période ultérieure.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation (comme une amélioration de la notation de crédit du débiteur), la perte de valeur précédemment comptabilisée sera reprise, soit directement, soit en régularisant un compte de provisions. La reprise ne doit pas donner lieu à une valeur comptable de l'actif financier supérieure à ce qu'aurait été le coût amorti si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée à la date à laquelle la dépréciation est reprise. Le montant de la reprise sera comptabilisé en résultat ou en déficit.

- Les pertes de valeur sur instruments de capitaux propres ne sont pas reprises, mais peuvent l'être sur une dette instrument

Les pertes de valeur comptabilisées en résultat pour un investissement dans un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente ne peuvent pas être reprises en résultat.

Si, au cours d'une période ultérieure, la juste valeur d'un instrument de dette classé comme disponible à la vente augmente et que cette augmentation peut être objectivement liée à un événement survenu après que la perte de valeur a été comptabilisée en résultat, la perte de valeur doit être reprise, avec le montant de la reprise comptabilisé en résultat ou en déficit.

## Effective Interest Rate

### Scénario

Le 1er janvier 20X0, un titre de créance (valeur nominale de 1 250 CU) avec cinq ans restant à courir est acquis au prix de 1 000 CU (y compris les frais de transaction). Taux d'intérêt fixe de

4,7 pour cent sont payés annuellement.

Comment est calculé le taux d'intérêt effectif ? Expliquer.

	Année 1 UC	Année 2 CU	Année 3 CU	Année 5 CU	Année 5 UC	
Montant initial	1 000					
Flux de trésorerie- Intérêt	59	59	59	59	59	
Flux de trésorerie- Maturité						1 250

Répondre:

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements ou recettes en espèces futurs estimés pendant la durée de vie prévue de l'instrument financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, une entité doit estimer les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, remboursement anticipé, options d'achat et options similaires), mais ne doit pas prendre en compte les pertes de crédit futures.

## Amortized Cost and Revenue

### Scénario

Le taux d'intérêt effectif est de 10 % sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie liés à l'obligation. Il s'agit du taux qui actualise exactement les rentrées de fonds futures estimées sur la durée de vie prévue de l'instrument financier.

	20X1 UC	20X2 UC	20X3 UC	20X4 UC	20X5 UC
PV ouvert du flux de trésorerie	1 000	1 041	1 086	1 136	1 190
Encaissements - Intérêts	59	59	59	59	59
Encaissements - Principal					1 250
Amortissement	100	104	109	113	119

Le tableau ci-dessus résume les transactions. Quel est le revenu d'intérêts annuel à comptabiliser chaque année ? Pourquoi?

Répondre:

Le coût amorti du titre de créance est diminué des remboursements plus ou moins plus ou moins l'amortissement cumulé selon la méthode du taux d'intérêt effectif de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance diminué de toute réduction due à une dépréciation. Le taux d'intérêt effectif est de 10 % sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie liés à l'obligation. Il s'agit du taux qui actualise exactement les rentrées de fonds futures estimées sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le tableau ci-dessous fournit des informations sur le coût amorti, les revenus d'intérêts et les flux de trésorerie du titre de créance pour chaque période de reporting.

Année	Col A Coût amorti, début UC	Col B Amortissement UN*10% UC	Col C Des flux de trésorerie UC	Froid FinAmortizedCost A+BC UC	ColE Revenu ANNONCE UC
1	1 000	100	59	1 041	100
2	1 041	104	59	1 086	104
3	1 086	109	59	1 136	109
4	1 136 5 1	113	59	1 190	113
190		119	1 250 + 59	0	119
Total		545	1 545		545

## Debenture Debt

### Scénario

Un gouvernement dont l'exercice financier se termine le 31 décembre émet une débenture de 5 ans réglée le 1er janvier 20X0 avec une valeur nominale de 1 million d'UM et un taux d'intérêt nominal de 6 %. Une commission de courtage de 25 000 CU a été payée. Le produit net de la débenture s'est élevé à 1 050 000 UM. La débenture n'est pas classée à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.

Quelle est la technique de valorisation appropriée ? Expliquer..

Répondre:

Remarque : Selon la zone géographique, les termes débenture et obligation peuvent avoir des significations différentes.

Généralement, une obligation est plus sûre qu'une débenture, qui rapporte un taux d'intérêt plus bas. Les débentures ne sont pas garanties, ce qui donne lieu à un taux d'intérêt plus élevé. En cas de faillite, les détenteurs d'obligations sont généralement payés en premier. Les débentures reçoivent des paiements d'intérêts périodiques, alors que les détenteurs d'obligations recevaient généralement des paiements d'intérêts courus au moment où achèvement de la durée de l'obligation (avec remboursement du principal). Les obligations sont principalement émises par les gouvernements, les débentures plus souvent par les sociétés.

La débenture n'a pas été désignée comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit. Il est donc classé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'elle applique la méthode du taux d'intérêt effectif, une entité amortit généralement les frais, points payés ou reçus, les coûts de transaction et autres primes ou réductions inclus dans le calcul du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie attendue de l'instrument.

## Accounting for Debenture Debt

	20X1 UC	20X2 UC	20X3 UC	20X4 UC	20X5 UC	JC
Solde ouvert	1 050 000	1 040 924	1 031 408	1 021 430	1 010 969	
Décaissements en espèces						
Intérêt des coupons	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Paiement à l'échéance						1 000 000
Amortissement à 4,85 % <sup>1</sup>	50 924	50 484	50 022	49 538	49 031	

<sup>1</sup>Il s'agit du taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier.

Le taux d'intérêt effectif a été calculé à 4,85 %. Il s'agit du taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier.

Le tableau résume les transactions liées à la débenture.

D'après les informations contenues dans le tableau, quelle est l'écriture de journal pour enregistrer la débenture lors de la comptabilisation initiale ?

Quelle écriture de journal est effectuée à la fin de la période terminée le 31 décembre 20X0 ?

Répondre:

Année	Cola Coût amorti, début	Col B Amortissement A*4,85%	Col C Flux de trésorerie	Froid FinAmortizedCost A+BC
20X0	1 050 000	50 924	60 000	1 040 924
20X1	1 040 924	50 484	60 000	1 031 408
20X2	1 031 408	50 022	60 000	1 021 430
20X3	1 021 430	49 538	60 000	1 010 969
20X4	1 010 969	49 031	1 060 000	0

Écriture de journal pour enregistrer le produit de la débenture

	RD	CR
Banque	1 050 000 UC	
Prêts à payer		UC 1 050 000
(Prime sur débenture 75 000 CU moins commission des courtiers 25 000 CU)		

Entrée de journal pour enregistrer les paiements et les intérêts débiteurs au cours de l'année 1

	RD	CR
Prêts à payer (Paiement CU 60 000 moins les intérêts 50 924 CU)	9 516 UC	
Charges d'intérêts	50 924 UC	
Espèces		60 000 UC

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB <http://www.ipsasb.org>

Cela conclut notre module sur les concepts de base des instruments financiers. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

## Review Questions

### question 1

L'entité A dispose d'un portefeuille d'investissement composé d'instruments de dette et de capitaux propres. Les directives documentées de gestion de portefeuille précisent que l'exposition aux actions du portefeuille doit être limitée entre 30 et 50 pour cent de la valeur totale du portefeuille. Le gestionnaire d'investissement du portefeuille est autorisé à équilibrer le portefeuille conformément aux directives désignées en achetant et en vendant des instruments de capitaux propres et de créance.

L'entité A est-elle autorisée à classer les instruments comme disponibles à la vente ?

### question 2

Lorsqu'un actif ou un passif financier est comptabilisé initialement, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur.

La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Une entité paie des frais de courtage pour acquérir un investissement de portefeuille.

Quelle est la valeur initiale de l'actif financier ? Pourquoi?

Comment l'investissement de portefeuille est-il évalué après la comptabilisation initiale ? Pourquoi?

### question 3

Une autorité locale reçoit un prêt de 6 millions d'UM d'une agence internationale de développement pour construire une clinique de soins de santé primaires. L'accord stipule qu'une fois la facilité achevée, un million d'UM du prêt sera annulé et le solde devra être remboursé en versements égaux sur une période de 5 ans. Des intérêts de 5 % sont payés annuellement à terme échu. Le taux du marché pour un prêt similaire est de 10 %.

Le prêt constitue-t-il un passif financier de l'autorité ? Pourquoi ?

Quelle est la mesure initiale ?

### Question 4

L'entité A possède un petit nombre d'actions de l'entité B. Les actions sont classées comme disponibles à la vente. Au 20 décembre 20X1, la juste valeur des actions est de 120 UM et le gain cumulé comptabilisé en actif net/capitaux propres est de 20 UM. Les actions ne font pas partie d'une relation de couverture. Le même jour, l'entité B demande la protection contre la faillite. La juste valeur des actions est de 20 UM au 31 décembre 20X1, date de clôture de l'exercice.

Comment l'entité A comptabilise-t-elle les actions au 31 décembre 20X1 ?

## Answers to Review Questions

### question 1

Cela dépend des intentions de l'Entité A et de ses pratiques passées.

Si le gestionnaire de portefeuille est autorisé à acheter et à vendre des instruments pour équilibrer les risques d'un portefeuille, mais qu'il n'a pas l'intention de négocier et qu'il n'y a pas de pratique antérieure de négociation pour un profit à court terme, les instruments peuvent être classés comme disponibles à la vente.

Un actif financier est classé comme détenu à des fins de transaction s'il est acquis en vue d'être vendu à court terme ; il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et pour lesquels il existe des preuves d'un modèle récent de prise de bénéfices à court terme.

Si les transactions reflètent des achats et des ventes actifs et fréquents dans le but de générer un profit sur les fluctuations de prix à court terme, les instruments financiers du portefeuille sont classés comme détenus à des fins de transaction.

### question 2

Lors de la comptabilisation initiale, déterminer si les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation de l'actif financier dépend de sa classification.

Lorsqu'un actif financier (ou un passif financier) est initialement comptabilisé, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou l'émission de l'actif financier ou du passif financier. La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue).

Pour les actifs financiers, les coûts supplémentaires directement attribuables à l'acquisition de l'actif, par exemple les frais et commissions, sont ajoutés au montant initialement comptabilisé. Pour les passifs financiers, les coûts d'émission de dette directement liés sont déduits du montant de la dette initialement comptabilisé. Pour les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat, les coûts de transaction ne sont pas ajoutés à l'évaluation de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, les coûts de transaction sont comptabilisés en autres actifs nets/capitaux propres dans le cadre d'une variation de juste valeur lors de la prochaine réévaluation. Si un actif financier disponible à la vente a des paiements fixes ou déterminables et n'a pas une durée de vie indéfinie, les coûts de transaction sont amortis en surplus ou en déficit selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Si un actif financier disponible à la vente n'a pas de paiements fixes ou déterminables et a une durée de vie indéfinie, les coûts de transaction sont comptabilisés en résultat lorsque l'actif est décomptabilisé ou se déprécie. Les coûts de transaction attendus lors du transfert ou de la cession d'un instrument financier ne sont pas inclus dans l'évaluation de l'instrument financier.

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer les actifs financiers, y compris les dérivés qui sont des actifs, à leur juste valeur, sans aucune déduction pour les coûts de transaction qu'elle pourrait encourir lors de la vente ou d'une autre cession, à l'exception des actifs financiers qui sont classés comme prêts et créances. Les investissements détenus jusqu'à leur échéance ou les investissements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut pas être évaluée de manière fiable, qui doivent être évalués au coût.

Ces derniers actifs financiers seraient évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) après la comptabilisation initiale et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Pour les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, tels que les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les passifs financiers qui ne sont pas à la juste valeur par résultat, les coûts de transaction sont inclus dans le calcul du coût amorti en utilisant le taux effectif. méthode du taux d'intérêt et, en fait, amortis par surplus ou déficit sur la durée de vie de l'instrument.



Le calcul du taux d'intérêt effectif comprend tous les frais et points payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toutes autres primes ou réductions.

### question 3

Il y a deux transactions. La remise de 1 million d'UM est une transaction sans échange et doit être comptabilisée selon IPSAS 23, Produits des opérations sans échange (impôts et transferts).

Selon IPSAS 23, l'entité enregistrerait un actif et un passif au moment où le produit est reçu en raison de la condition selon laquelle il doit être utilisé pour construire l'établissement de santé. Lorsque l'installation est construite, le passif est décomptabilisé.

C'est différent d'une renonciation à une dette par une entité. Cela ne serait pas traité comme une décomptabilisation d'un prêt selon IPSAS 29.

Le prêt est un passif financier et doit être comptabilisé selon IPSAS 29.

La partie prêt est un prêt concessionnel car le taux d'intérêt est inférieur au marché. Les prêts concessionnels sont accordés ou reçus par une entité à des conditions inférieures au marché.

Lors de la comptabilisation initiale, une entité analyse donc la substance du prêt accordé dans ses composantes.

Si une entité a déterminé que la transaction, ou une partie de la transaction, est un prêt, elle évalue si le prix de la transaction représente la juste valeur du prêt lors de sa comptabilisation initiale. Si une entité ne peut pas déterminer la juste valeur du prêt en se référant à un marché actif, elle utilise une technique d'évaluation. La juste valeur à l'aide d'une technique d'évaluation pourrait être déterminée en actualisant toutes les rentrées de trésorerie futures en utilisant un taux d'intérêt lié au marché pour un prêt similaire.

Des exemples illustratifs sont fournis au paragraphe IG54 d'IPSAS 23 ainsi que dans les paragraphes IE40 à IE41 accompagnant IPSAS 29.

Après la comptabilisation initiale, une entité évalue ensuite les prêts concessionnels en utilisant les catégories d'instruments financiers définies dans IPSAS 29. Dans la plupart des cas, cela se fera sur la base du coût amorti.

### Question 4

Il existe des preuves objectives que l'actif a subi une dépréciation. Lorsqu'une baisse de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente a été comptabilisée directement en actif net/capitaux propres et qu'il existe une indication objective que l'actif s'est déprécié, la perte cumulée qui avait été comptabilisée directement en actif net/capitaux propres doit être retiré de l'actif net/des capitaux propres et comptabilisé en résultat ou en déficit même si l'actif financier n'a pas été décomptabilisé.

Le montant de la perte cumulée qui est retiré de l'actif net/capitaux propres et comptabilisé en résultat ou en déficit sera la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement du principal et amortissement) et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif financier. préalablement comptabilisés en surplus ou en déficit.

La différence entre le coût d'acquisition de 100 UM (Juste valeur avant 120 UM moins le gain cumulé de l'actif net/capitaux propres 20 UM) et la juste valeur à la fin de l'exercice 20 UM est comptabilisée en résultat.

Les pertes de valeur comptabilisées en résultat pour un investissement dans un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente ne peuvent pas être reprises en résultat.

# Hedging & Derivatives (IPSAS 29)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

## Hedge Accounting

- Comptabilise les effets compensatoires sur le surplus ou le déficit des variations des justes valeurs des couvertures.  
instrument et élément couvert.
- L'instrument de couverture est un dérivé désigné ou un actif financier non dérivé ou  
Responsabilité financière
- L'élément couvert est un actif, un passif, un engagement ferme ou une transaction future désigné.
- Les relations de couverture désignées peuvent être
  - Couverture de juste valeur
  - Couverture de flux de trésorerie.

Arrière-plan:

La comptabilité de couverture est un territoire complexe. Il permet à une entité de relier deux transactions distinctes dans ses comptes pour équilibrer les risques associés à un actif financier ou un passif financier ou à des groupes d'actifs financiers et de passifs financiers.

Les exigences en matière de comptabilité de couverture sont complexes et dépassent le cadre de ce document. L'intention ici est uniquement de sensibiliser les participants à la comptabilité de couverture.

- La comptabilité de couverture reconnaît les effets compensatoires sur le résultat ou le déficit des variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert.
- Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou un actif financier non dérivé désigné ou un passif financier non dérivé dont la juste valeur ou les flux de trésorerie sont censés compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.
- Un élément couvert est un actif, un passif, un engagement ferme, une transaction prévisionnelle hautement probable qui :
  - expose l'entité à un risque de variation de juste valeur ou de flux de trésorerie futurs ; et
  - est désigné comme étant couvert.

Un élément couvert peut être un actif ou un passif comptabilisé, un engagement ferme non comptabilisé, une transaction prévisionnelle hautement probable ou un investissement net dans une activité à l'étranger. L'élément couvert peut être

- a) un seul actif, passif, engagement ferme, transaction prévisionnelle hautement probable ou investissement net dans une opération à l'étranger,
- b) un groupe d'actifs, de passifs, d'engagements fermes, de transactions prévisionnelles hautement probables ou de transactions nettes des investissements dans des établissements étrangers présentant des caractéristiques de risque similaires, ou
- c) dans le cadre d'une couverture de portefeuille du risque de taux d'intérêt uniquement, une partie du portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers qui partagent le risque couvert.

- Les relations de couverture désignées dans le secteur public sont généralement de deux types :

- o Couverture de juste valeur : couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ou d'une partie identifiée d'un tel actif, passif ou engagement ferme, qui est attribuable à un risque particulier et pourrait affecter le surplus ou le déficit.
- o Couverture de flux de trésorerie : couverture de l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie qui (i) est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé (tel que tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à un risque hautement probable transaction prévue et (ii) pourrait affecter le surplus ou le déficit.

Une couverture du risque de change d'un engagement ferme peut être comptabilisée comme une couverture de juste valeur ou comme une couverture de flux de trésorerie.

Il existe un troisième type qui n'est pas abordé dans le matériel de cours. C'est-à-dire une couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger telle que définie dans IPSAS 4.

## Cash Flow Hedge

### Scénario

Le 1er janvier 20X1, une ville conclut un contrat d'engagement ferme pour l'achat d'un camion de pompiers qui sera livré le 30 juin 20X1 pour 100 000 devises étrangères (FC). Le 1er janvier 20X1, il conclut un contrat de change à terme pour recevoir 100 000 FC et livrer 109 600 en monnaie locale (LC) le 30 juin 20X1. Il désigne le contrat de change à terme comme un instrument de couverture dans le cadre d'une couverture de flux de trésorerie d'un engagement d'une entreprise. Les variations des taux de change affectant FC et LC devraient se compenser.

- Pourquoi l'entité conclurait-elle le contrat de change à terme ? Expliquer.
- Quel est l'élément couvert ? Expliquer.
- Quel est l'instrument de couverture ? Expliquer.

Répondre:

Ceci est un exemple illustratif de couverture de flux de trésorerie. Autrement dit, il s'agit d'une couverture de l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie qui pourrait résulter des variations des taux de change liées au contrat d'engagement ferme (une transaction prévisionnelle très probable) pour l'achat du camion de pompiers. Les résultats des fluctuations des taux de change affecteront le surplus ou le déficit.

L'élément couvert est le passif contractuel d'engagement ferme pour l'achat du camion de pompiers.

L'instrument de couverture est le contrat de change à terme. Il s'agit d'un dérivé, c'est-à-dire d'un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur des taux de change sous-jacents. Il est utilisé pour atténuer le risque de change sur les flux de trésorerie futurs d'un passif financier qui peut être causé par les fluctuations des taux de change sans acheter directement l'instrument sous-jacent. Les montants contractuels sont des montants notionnels auxquels le taux de change est appliqué pour calculer les flux de trésorerie à échanger entre les parties.

La valeur du dérivé présente les trois caractéristiques suivantes :

- a) Sa valeur change en réponse à la variation du taux de change ;
- b) Cela n'a nécessité aucun investissement net initial ; et
- c) Il est réglé à une date ultérieure.

## Fair Value Hedge

### Scénario

Une entité a une dette impayée de 5 millions de FC sur cinq ans. Le capital est remboursable à l'échéance dans deux ans. Elle a conclu un contrat de swap de devises pour une valeur notionnelle de 5 millions de FC.

Aux termes du contrat, elle effectue un paiement de 5,1 millions de LC et reçoit un paiement de 5 millions de FC à la date d'échéance du titre de créance.

- De quel type de relation de couverture s'agit-il ? Expliquer.

Répondre:

Il peut s'agir soit d'une couverture de juste valeur, soit d'une couverture de flux de trésorerie. Une couverture du risque de change d'un engagement ferme peut être comptabilisée comme une couverture de juste valeur ou comme une couverture de flux de trésorerie. Si elle est considérée comme une couverture de juste valeur, la relation de couverture est une couverture de l'exposition aux variations de juste valeur du passif comptabilisé qui est attribuable au risque de change. Les fluctuations de la juste valeur du titre de créance pourraient affecter le surplus ou le déficit.

## Derivatives

- Un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur du marché sous-jacent.  
facteurs basés sur
- Caractéristiques essentielles
  - La valeur change avec les changements dans un indice spécifié (le « sous-jacent »)
  - Investissement net initial nul ou minime requis
  - Régulé à une date ultérieure.

Un dérivé est un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change ou d'autres facteurs basés sur le marché.

Les dérivés sont généralement utilisés pour limiter ou ajuster les risques de marché, de crédit, de taux d'intérêt, de change et autres risques financiers sans acheter ou vendre directement l'instrument sous-jacent.

Les dérivés sont utilisés pour atténuer les risques pesant sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif financier ou d'un passif financier qui peuvent être causés par les fluctuations des prix du marché, des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres indices. Les dérivés peuvent également être achetés à des fins spéculatives ; cependant, cela est plus rare dans le secteur public que dans le secteur non public.

Les instruments financiers dérivés créent des droits et des obligations qui ont pour effet de transférer entre les parties à l'instrument un ou plusieurs des risques financiers inhérents à un instrument financier primaire sous-jacent.

Les montants contractuels des dérivés sont des montants notionnels auxquels un taux ou un prix est appliqué pour calculer les flux de trésorerie à échanger entre les parties à un contrat dérivé. Les montants notionnels sont utilisés pour déterminer les gains/pertes et la juste valeur des contrats. Les montants notionnels ne sont pas comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de la situation financière.

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat présentant les trois caractéristiques suivantes :

- a) Sa valeur change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une cote de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, fournie dans le cas d'un non-variable financière dont la variable n'est pas spécifique à une partie au contrat (parfois appelée « sous-jacente ») ;

b) Il ne nécessite soit aucun investissement net initial, soit un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché ; et

c) Il est réglé à une date ultérieure.

Dès leur création, les instruments financiers dérivés confèrent à une partie un droit contractuel d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement favorables, ou une obligation contractuelle d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement défavorables.

Cependant, ils n'entraînent généralement pas un transfert de l'instrument financier principal sous-jacent à la création du contrat, et un tel transfert n'a pas nécessairement lieu non plus à l'échéance du contrat. Certains instruments incarnent à la fois un droit et une obligation de procéder à un échange.

Étant donné que les conditions de l'échange sont déterminées au début de l'instrument dérivé, à mesure que les prix sur les marchés financiers changent, ces conditions peuvent devenir favorables ou défavorables.



## Embedded Derivatives

- Est une composante d'un instrument hybride, qui comprend un contrat hôte non dérivé.
- Le dérivé incorporé n'est pas contractuellement transférable indépendamment de l'hôte contracter.
- Le dérivé incorporé doit être séparé du contrat hôte et comptabilisé comme un dérivé conformément aux directives d'IPSAS 29.

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride (combiné) qui comprend également un contrat hôte non dérivé, avec pour effet que certains des flux de trésorerie de l'instrument combiné varient d'une manière similaire à un dérivé autonome. Un dérivé incorporé entraîne la modification de tout ou partie des flux de trésorerie qui seraient autrement requis par le contrat en fonction d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une matière première, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un crédit, indice, ou autre variable, à condition dans le cas d'une variable non financière que la variable ne soit pas spécifique à une partie au contrat. Un dérivé attaché à un instrument financier mais qui est contractuellement transférable indépendamment de cet instrument, ou qui a une contrepartie différente de cet instrument, n'est pas un dérivé incorporé, mais un instrument financier distinct.

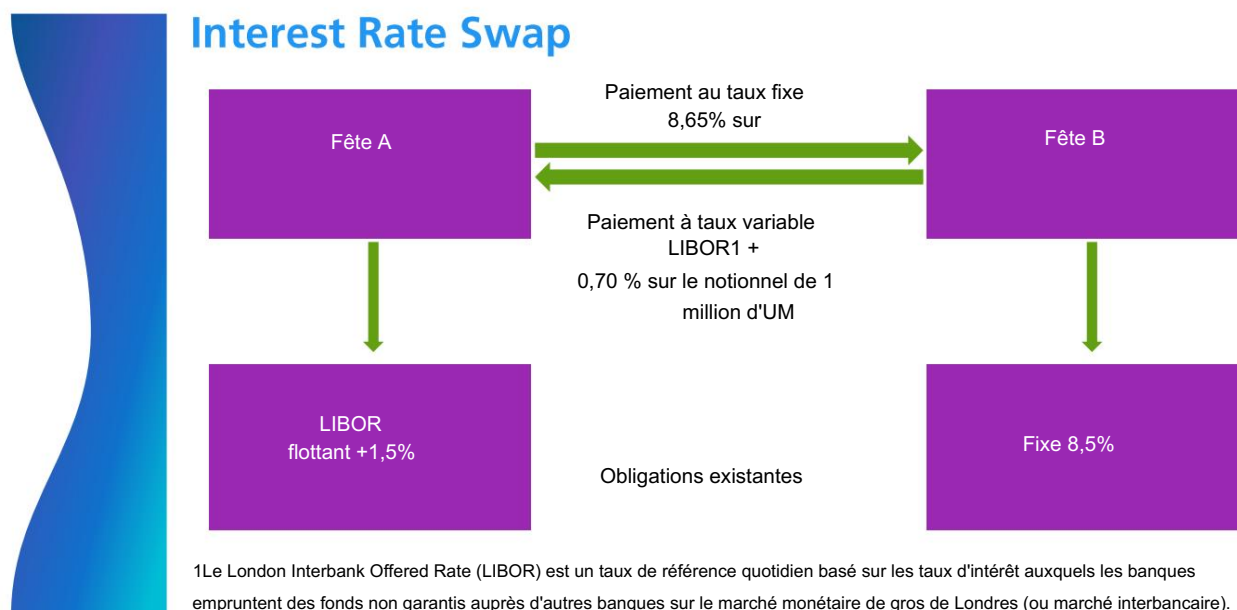
Un dérivé incorporé doit être séparé du contrat hôte et comptabilisé comme un dérivé selon IPSAS 29 si, et seulement si :

- a) Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à la caractéristiques économiques et risques du contrat d'accueil ;
- b) Un instrument distinct ayant les mêmes termes que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé; et
- c) L'instrument hybride (combiné) n'est pas évalué à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat (c'est-à-dire qu'un dérivé incorporé dans un actif financier ou un passif financier à la juste valeur par l'excédent ou le déficit n'est pas séparé).

Si un dérivé incorporé est séparé, le contrat hôte doit être comptabilisé selon IPSAS 29 s'il s'agit d'un instrument financier, et conformément aux autres normes appropriées s'il ne s'agit pas d'un instrument financier.

IPSAS 29 ne précise pas si un dérivé incorporé doit être présenté séparément dans l'état de la situation financière.

Dans certaines circonstances, une entité peut choisir de comptabiliser la totalité du contrat comme un dérivé si les critères sont remplis et qu'elle choisit de le faire. Cela dépasse le cadre de ce cours, mais il faut en être conscient.



Un dérivé couramment utilisé dans le secteur public est un swap de taux d'intérêt. Les swaps de taux d'intérêt sont utilisés par les entités du secteur public pour gérer les risques de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Dans un swap de taux d'intérêt typique, une partie à l'accord s'engage à payer à une autre partie un taux fixe ou variable libellé dans une devise particulière. Le taux variable est généralement rattaché à un taux de référence tel que le LIBOR. Le taux fixe ou variable est multiplié par un montant principal notionnel (par exemple, 1 million d'UM).

Ce montant notionnel en principal n'est généralement pas échangé entre contreparties, mais est utilisé uniquement pour calculer l'ampleur des flux de trésorerie à échanger.

L'exemple est basé sur les faits suivants. La partie A s'engage à payer à la partie B des paiements périodiques à taux d'intérêt fixe de 8,65 %, en échange de paiements périodiques à taux d'intérêt variable de LIBOR + 70 points de base (0,70 %).

A noter qu'il n'y a pas d'échange des montants en principal et que les taux d'intérêt sont sur un montant en principal « notionnel ». Le taux fixe (8,65% dans cet exemple) est appelé taux swap.

Quelles sont les caractéristiques du swap de taux d'intérêt qui répondent à la définition d'un instrument financier dérivé ? Expliquer.

Répondre:

L'exemple du swap de taux d'intérêt démontre les caractéristiques suivantes des instruments financiers dérivés :

- a) Sa valeur change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié ;
- b) Il ne nécessite aucun investissement net initial (dans cet exemple) ; et
- c) Il est réglé à une date ultérieure par versements périodiques entre les parties.

Le montant principal notionnel sur lequel les paiements périodiques sont basés n'est pas échangé. Dans ce cas, la valeur initiale de l'instrument financier est nulle.

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB <http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur la couverture et les dérivés. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

## Review Questions

### question 1

L'entité X conclut un contrat à terme à prix fixe pour acheter un million de litres de pétrole conformément à ses besoins d'utilisation prévus. Le contrat permet à l'entité de prendre livraison physique du pétrole au bout de douze mois ou de payer ou de recevoir un règlement net en espèces, basé sur la variation de la juste valeur du pétrole.

Le contrat est-il comptabilisé comme un dérivé ? Pourquoi?

### question 2

L'entité A accorde un prêt à taux fixe sur cinq ans à l'entité B, tandis que B accorde en même temps un prêt à taux variable sur cinq ans pour le même montant à A. Il n'y a pas de transfert de principal au début des deux prêts, puisque A et B ont un accord de compensation.

Est-ce un dérivé ? Pourquoi?

### question 3

Une entité sud-africaine, Entity XYZ, dont la monnaie fonctionnelle est le rand sud-africain, vend de l'électricité au Mozambique libellée en dollars américains. XYZ conclut un contrat avec une banque d'investissement pour convertir les dollars américains en rands à un taux de change fixe. Le contrat exige que XYZ remette des rands en fonction de son volume de ventes au Mozambique en échange de dollars américains à un taux de change fixe de 6,00.

Ce contrat est-il un dérivé ?



## Answers to Review Questions

### question 1

Même si un tel contrat répond à la définition d'un dérivé, il n'est pas nécessairement comptabilisé comme un dérivé.

Le contrat est un instrument dérivé car il n'y a pas d'investissement net initial, le contrat est basé sur le prix du pétrole et il doit être réglé à une date ultérieure.

Les contrats qui sont conclus et qui continuent d'être détenus en vue de la réception ou de la livraison d'un élément non financier conformément aux exigences d'achat ou d'utilisation attendues d'une entité pour acheter des éléments non financiers ne répondent pas à la définition d'un instrument financier. car le droit contractuel d'une partie de recevoir un actif ou un service non financier et l'obligation correspondante de l'autre partie n'établissent pas un droit ou une obligation actuelle de l'une ou l'autre des parties de recevoir, de livrer ou d'échanger un actif financier. Par exemple, les contrats qui prévoient un règlement uniquement par la réception ou la livraison d'un élément non financier (par exemple un contrat à terme sur le pétrole) ne sont pas des instruments financiers. De nombreux contrats sur matières premières sont de ce type.

Toutefois, les contrats d'achat d'un élément non financier sont évalués pour déterminer s'ils ont été conclus et continuent d'être détenus dans le but de la réception ou de la livraison de l'élément non financier conformément aux exigences d'achat ou d'utilisation prévues par l'entité, et par conséquent, s'ils entrent dans le champ d'application de la présente norme.

Certains contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers qui peuvent être réglés net ou par échange d'instruments financiers, ou dans lesquels l'élément non financier est facilement convertible en espèces, sont des instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme comme s'il s'agissait d'instruments financiers. .

Il existe différentes manières de régler un contrat d'achat ou de vente d'un élément non financier en espèces ou en un autre instrument financier, ou encore par échange d'instruments financiers.

Lorsque les termes d'un contrat d'achat d'un actif non financier permettent à l'une ou l'autre des parties de le régler net en espèces ou par un autre actif financier ou par l'échange d'instruments financiers et que la pratique de l'entité est de régler des contrats similaires selon ces conditions, le contrat a n'a pas été conclu en vue de la réception ou de la livraison de l'élément non financier conformément aux exigences d'achat, de vente ou d'utilisation prévues par l'entité et, par conséquent, il s'agit d'un instrument financier.

De même, lorsqu'une entité a pour pratique de prendre livraison de l'élément non financier et de le vendre dans un court délai après la livraison dans le but de générer un profit grâce aux fluctuations à court terme du prix ou de la marge du concessionnaire, le contrat n'a pas été conclu. aux fins de la réception ou de la livraison des biens non financiers élément conformément aux exigences d'achat, de vente ou d'utilisation prévues par l'entité et, par conséquent, il s'agit d'un instrument financier.

Dans ce cas, si X a l'intention de régler le contrat en prenant livraison et n'a pas d'antécédents de contrats similaires de règlement net en espèces ou de prise livraison du pétrole et de sa vente dans un court délai après la livraison dans le but de générer un profit sur fluctuations à court terme du prix ou de la marge du courtier, le contrat n'est pas comptabilisé comme un dérivé selon IPSAS 29. Il est plutôt comptabilisé comme un contrat d'exécution.

## question 2

Oui. Cela répond à la définition d'un dérivé.

Il existe une variable sous-jacente. C'est la valeur qui change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié.

Il n'y a pas de transfert de principal au début des deux prêts, puisque l'Entité A et l'Entité B ont un accord de compensation. Aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché et aux règlements futurs. Cependant, la même réponse s'appliquerait si l'Entité A et l'Entité B n'avaient pas d'accord de compensation, car la définition d'un instrument dérivé dans IPSAS 29.10 n'exige pas de règlement net.

Le contrat sera réglé à une date ultérieure.

L'effet contractuel des prêts est l'équivalent d'un accord de swap de taux d'intérêt sans investissement net initial. Les transactions non dérivées sont regroupées et traitées comme un dérivé lorsque les transactions aboutissent, en substance, à un dérivé. Les indicateurs de ceci comprendraient :

- a) Ils sont conclus en même temps et en contemplation l'un de l'autre ;
- b) Ils ont la même contrepartie ;
- c) Ils concernent le même risque ; et
- d) Il n'existe aucune nécessité économique apparente ni aucun objectif commercial substantiel justifiant la structuration des transactions séparément qui n'auraient pas pu être réalisées dans le cadre d'une seule transaction.

Les instruments financiers dérivés créent des droits et des obligations qui ont pour effet de transférer entre les parties à l'instrument un ou plusieurs des risques financiers inhérents à un instrument financier primaire sous-jacent. Dès leur création, les instruments financiers dérivés confèrent à une partie un droit contractuel d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement favorables, ou une obligation contractuelle d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement défavorables.

Cependant, ils n'entraînent généralement pas un transfert de l'instrument financier principal sous-jacent à la création du contrat, et un tel transfert n'a pas nécessairement lieu non plus à l'échéance du contrat. Certains instruments incarnent à la fois un droit et une obligation de procéder à un échange. Étant donné que les conditions de l'échange sont déterminées au début de l'instrument dérivé, à mesure que les prix sur les marchés financiers changent, ces conditions peuvent devenir favorables ou défavorables.

## question 3

Oui. Le contrat est un dérivé.

Le contrat a deux variables sous-jacentes ; à savoir, le taux de change et le volume des ventes.

Aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché, ainsi qu'une disposition de paiement.

Il est réglé à une date ultérieure.

IPSAS 29 n'exclut pas de son champ d'application les dérivés basés sur le volume des ventes.

# Disclosures (IPSAS 29)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de normes comptables internationales généralement reconnues pour les entités du secteur public.

Dans ce module, les exigences d'information d'IPSAS 30 sont celles qui s'appliquent avant l'adoption d'IPSAS 41. Pour les exigences d'information d'IPSAS 30 qui s'appliquent après l'adoption d'IPSAS 41, voir le module Informations à fournir (IPSAS 41).

## Disclosure Requirements

Les informations à fournir permettent aux utilisateurs d'évaluer les instruments financiers de l'entité et de comprendre la nature et l'étendue des risques liés à ces instruments. Les éléments à divulguer sont les suivants :

- Valeurs comptables de chaque catégorie d'instruments financiers
- Évaluations à la juste valeur et niveau hiérarchique de la juste valeur
- Revenus, dépenses, gains ou pertes
  - Gains ou pertes nets par catégorie
  - Produits et dépenses d'intérêts
  - Pertes de valeur
- Informations sur les couvertures
- Informations sur les prêts concessionnels
- Nature, types et étendue des risques.

Arrière-plan:

L'objectif d'IPSAS 30 est d'exiger des entités qu'elles fournissent dans leurs états financiers des informations permettant aux utilisateurs d'évaluer :

- a) L'importance des instruments financiers pour la situation financière et la performance de l'entité ; et
- b) La nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée au cours de la période et à la fin de la période de reporting, et la manière dont l'entité gère ces risques.
- Valeurs comptables de chaque catégorie

Les valeurs comptables de chaque catégorie doivent être indiquées soit dans l'état de la situation financière, soit dans les notes :

- a) Actifs financiers à la juste valeur par résultat, présentés séparément
  - (i) ceux désignés comme tels lors de la reconnaissance initiale, et
  - (ii) ceux classés comme détenus à des fins de transaction conformément à IPSAS 29 ;
- b) Placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- c) Prêts et créances ;
- d) Actifs financiers disponibles à la vente.

Les valeurs comptables de chaque catégorie doivent être indiquées soit dans l'état de la situation financière, soit dans les notes :

- a) Passifs financiers à la juste valeur par résultat, présentés séparément
  - (i) ceux désignés comme tels lors de la comptabilisation initiale, et (ii) ceux classés comme détenus à des fins de transaction conformément à IPSAS 29 ; et
- b) Passifs financiers évalués au coût amorti. • Évaluations à la juste valeur et niveau hiérarchique de la juste valeur

Pour les évaluations à la juste valeur comptabilisées, une entité indique le niveau de la hiérarchie de juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées.

La hiérarchie des justes valeurs comporte les niveaux suivants :

- a) Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; b) Niveau 2 - Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivé des prix) ; et
- c) Niveau 3 - Données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables contributions).

Les exigences d'information relatives aux évaluations à la juste valeur comptabilisées dans l'état de la situation financière d'une entité sont assez étendues. Les participants doivent se référer à IPSAS 30, paragraphes 29 à 36. • Produits, dépenses, gains ou pertes

Une entité doit fournir les éléments suivants de produits, de charges, de gains ou de pertes soit dans l'état de la performance financière, soit dans les notes :

- a) Gains ou pertes nettes sur chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers ; b) Total des produits d'intérêts et total des charges d'intérêts pour les actifs ou passifs financiers qui ne sont pas à la juste valeur valeur par surplus ou déficit;
- c) Le montant de toute perte de valeur pour chaque catégorie d'actifs financiers.

Pour les exigences d'information détaillées relatives aux produits, charges, gains et pertes, se référer à IPSAS 30, paragraphe 24.

#### • Informations sur les couvertures

Une entité doit indiquer pour chaque type de couverture (c'est-à-dire couvertures de juste valeur, couvertures de flux de trésorerie, etc.) :

- a) Une description de chaque type de haie; b) Une description des instruments financiers désignés comme instruments de couverture et leurs justes valeurs à la fin de la période de référence ; et
- c) La nature des risques couverts.

Pour les exigences détaillées en matière d'informations à fournir relatives à la comptabilité de couverture, se référer à IPSAS 30, paragraphes 27 et 28.

#### • Informations sur les prêts concessionnels

Pour les prêts concessionnels accordés, une entité doit indiquer :

- a) Un rapprochement entre les valeurs comptables d'ouverture et de clôture des prêts, comprenant :
  - (i) Valeur nominale des nouveaux prêts accordés au cours de la période ; (ii) L'ajustement de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale ; (iii) Prêts remboursés au cours de la période ;

- (iv) Pertes de valeur comptabilisées ;
  - (v) Toute augmentation au cours de la période du montant actualisé résultant du passage du temps ; et
  - (vi) Autres changements.
- b) Valeur nominale des prêts à la fin de la période ;
  - c) L'objet et les conditions des différents types de prêts ; et
  - d) Hypothèses d'évaluation.
- Nature, type et étendue des risques

Une entité doit fournir des informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée à la date de clôture. Les informations seront à la fois qualitatives et quantitatives pour chaque type de risque.

Les types comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

- a) Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier entraîne une perte financière pour l'autre partie en ne s'acquittant pas d'une obligation.
- b) Le risque de liquidité est le risque qu'une entité rencontre des difficultés à remplir ses obligations liées à les passifs financiers qui sont réglés par la remise de liquidités ou d'un autre actif financier.
- c) Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de l'évolution des prix du marché.
- d) Le risque de marché comprend trois types de risques :
  - (i) Risque de change – la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctueront en raison des variations des taux de change taux d'échange.
  - (ii) Risque de taux d'intérêt – la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.
  - (iii) Autre risque de prix : la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctueront en raison d'autres variations des prix du marché autres que les taux d'intérêt ou les taux de change.

Pour chaque type de risque découlant des instruments financiers, une entité doit fournir :

- a) Les expositions aux risques et la manière dont elles surviennent ;
- b) Ses objectifs, politiques et processus de gestion du risque et les méthodes utilisées pour mesurer le risque; et
- c) Tout changement en (a) ou (b) par rapport à la période précédente.

Pour chaque type de risque découlant des instruments financiers, une entité doit fournir :

- a) Données quantitatives récapitulatives sur son exposition à ce risque à la fin de la période de reporting.
- b) Informations requises sur le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché dans la mesure où cela n'est pas prévu au point (a).
- c) Concentrations de risque si elles ne ressortent pas de (a) et (b).

Les informations requises par IPSAS 30 relatives aux risques de crédit, de liquidité et de marché sont nombreuses. Pour les exigences d'information détaillées, se référer à IPSAS 30, paragraphes 43 à 49.

## Accounting Policy Note

- La Commission procède aux classifications suivantes de ses actifs financiers et de ses Passifs
  - La trésorerie est classée comme « actifs détenus à des fins de transaction par excédent ou déficit » et est évaluée à la juste valeur.
  - Les créances sont classées en « prêts et créances » et sont évaluées au coût amorti
  - Les créditeurs et charges à payer, les autres passifs et le financement à long terme sont classés comme « autres passifs financiers » et sont initialement évalués à la juste valeur.

Arrière-plan:

La note illustrative vise à montrer comment une entité peut se conformer aux exigences d'IPSAS 30 en matière de présentation d'informations par classe d'instruments financiers. Une entité doit regrouper les instruments financiers en classes appropriées à la nature des informations fournies et qui tiennent compte des caractéristiques de ces instruments financiers. Une entité doit fournir suffisamment d'informations pour permettre le rapprochement avec les postes présentés dans l'état de la situation financière.

Exemple de note de politique comptable sur les instruments financiers.

La Commission a choisi les classifications de bilan suivantes en ce qui concerne ses actifs et passifs financiers :

- a) La trésorerie est classée comme « actifs détenus à des fins de transaction par excédent ou déficit » et est évaluée à la juste valeur.
- b) Les créances sont classées comme « prêts et créances » et sont évaluées au coût amorti, qui, lors de la comptabilisation initiale, est considérée comme équivalente à la juste valeur.
- c) Les créditeurs et charges à payer, les autres passifs et le financement à long terme sont classés comme « autres passifs financiers » et sont initialement évalués à la juste valeur.

Informations sur la valeur comptable et la juste valeur

Arrière-plan:

Cette note a été abrégée à des fins de présentation et ne prétend pas illustrer toutes les exigences d'information. Les participants doivent consulter IPSAS 30 pour obtenir des orientations détaillées.

Pour chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers, une entité doit indiquer la juste valeur de cette catégorie d'actifs et de passifs de manière à permettre sa comparaison avec sa valeur comptable.

Une entité doit indiquer pour chaque catégorie d'instruments financiers les méthodes et, lorsqu'une technique d'évaluation est utilisée, les hypothèses appliquées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs financiers ou de passifs financiers. (Cette note a été abrégée à des fins de présentation et ne prétend pas illustrer toutes les exigences de divulgation).

Les informations à fournir sur la juste valeur ne sont pas requises lorsque la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de la juste valeur, par exemple pour les instruments financiers tels que les créances et dettes commerciales à court terme.

## Carrying Amount and Fair Value Illustrative Note Disclosure

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des passifs et actifs financiers. Les justes valeurs sont des estimations du gouvernement et sont généralement calculées en fonction des conditions du marché à un moment précis.

	20X2 Porter Montant	20X2 Juste valeur	20X1 Porter Montant	20X1 Juste valeur
<b>Passifs financiers</b>				
Retraites	142 843	154 630	139 909	155 877
Dette	559 126	597 531	514 020	561 964
<b>Actifs financiers</b>				
Prêts et créances	101 205	95 627	122 147	121 207
Investissements	121 207	121 207	99 926	104 925

## Fair Value Hierarchy

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs pour les évaluations à la juste valeur des actifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière.

Description	20X2 UC	Niveau 1 UC	Niveau 2 UC	Niveau 3 UC
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit</b>				
Négociation de titres	15 650	9 325	4 175	2 150
Dérivés	25 420	10 168	7 827	7 425
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>				
Placements en actions	9 575	925	2 875	5 775
Total	50 645	20 418	14 877	15 350

Arrière-plan:

IPSAS 30 exige des informations sur le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées pour les actifs et les passifs évalués dans l'état de la situation financière. Un format tabulaire est requis à moins qu'un autre format ne soit plus approprié.

IPSAS 30 exige un rapprochement des soldes d'ouverture à ceux de clôture pour les actifs et passifs qui sont évalués dans l'état de la situation financière à la juste valeur sur la base d'une technique d'évaluation pour laquelle aucune donnée significative n'est fondée sur des données de marché observables (niveau 3). L'exemple illustratif n'inclut pas cette divulgation.



## Credit Risk

### Note X - Risque de crédit

L'utilisation de produits dérivés introduit le risque de crédit d'une contrepartie ne respectant pas ses obligations contractuelles. La province gère son risque de crédit en traitant uniquement avec des contreparties de qualité de crédit élevée et en concluant des ententes contractuelles prévoyant une compensation de résiliation.

Le tableau ci-dessous présente le risque de crédit brut du portefeuille d'instruments financiers dérivés.

	31 mars 20X2 (000)	31 mars 20X1 (000)
Risque de crédit brut		
Dérivés d'exposition	2 919	5 492

Arrière-plan:

Ce qui précède est une illustration des informations à fournir qu'une entité peut fournir conformément à IPSAS 30 concernant le risque de crédit. La note illustrative est nécessairement abrégée. Les participants doivent consulter IPSAS 30 pour plus de détails sur les exigences d'information.

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur les informations à fournir sur les instruments financiers. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

## Review Questions

### question 1

Pour les évaluations à la juste valeur comptabilisées, IPSAS 30 exige qu'une entité indique le niveau de la hiérarchie de juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées.

La hiérarchie des justes valeurs utilise les données suivantes :

- a) Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables).  
contributions).
- b) Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- c) Les données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivé des prix).

Quelle entrée se rapporte au niveau 1, laquelle au niveau 2 et laquelle au niveau 3 ?

### question 2

IPSAS 30 exige qu'une entité fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée à la date de clôture.

Des informations sur les types de risques qui doivent être divulgués ?

## Answers to Review Questions

### question 1

La réponse est (a) – Niveau 3 ; (b) – Niveau 1 ; et (c) – Niveau 2

La hiérarchie des justes valeurs comporte les niveaux suivants :

- a) Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- b) Niveau 2 - Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivé des prix) ; et
- c) Niveau 3 - Données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables contributions).

Le niveau 1 présente le moins d'incertitude et le moins de jugement requis. À mesure que l'on descend dans la hiérarchie, le niveau d'incertitude et de jugement requis augmente.

### question 2

Les types comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

# Core Concepts (IPSAS 41)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

## Recognition and Derecognition

- Comptabilisé lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles des états financiers.  
instrument
- Actif financier décomptabilisé lorsque les droits contractuels expirent, font l'objet d'une renonciation ou sont transférés
  - Gain ou perte cumulé comptabilisé en résultat ou en déficit
- Passif financier décomptabilisé lorsque le contrat est libéré, annulé, annulé ou expire
  - Différence entre la valeur comptable et la contrepartie versée comptabilisée en résultat ou en déficit

Lorsqu'une entité comptabilise pour la première fois un instrument financier, elle applique les dispositions de classement d'IPSAS 41 à cet instrument financier.

Voici quelques exemples d'application du principe :

- a) Les créances et dettes sont comptabilisées comme actifs ou passifs lorsque l'entité devient partie au contrat et, par conséquent, a un droit légal de recevoir ou une obligation légale de payer des espèces.  
Par exemple, lorsque des biens et des services ont été expédiés, livrés ou rendus.
- b) Un contrat à terme est comptabilisé comme un actif ou un passif à la date d'engagement, plutôt qu'à la date à laquelle le règlement a lieu.
- c) La dette est comptabilisée lors de son émission ou décomptabilisée lors de son échange ou de son remboursement.

Les transactions futures planifiées, aussi probables soient-elles, ne constituent pas des actifs ni des passifs car l'entité n'est pas devenue partie à un contrat.

La décomptabilisation est la suppression d'un actif financier ou d'un passif financier précédemment comptabilisé de l'état de la situation financière d'une entité.

Une entité décomptabilise un actif financier lorsque

- a) Les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif financier expirent ou font l'objet d'une renonciation ; ou
- b) Il transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et le transfert est admissible selon IPSAS 41 à la décomptabilisation.

Un transfert peut être décomptabilisé si, et seulement si, une entité :

- a) Transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ; ou
- b) Conserve les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, mais assume une obligation contractuelle de verser les flux de trésorerie à un ou plusieurs destinataires.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans sa totalité, la différence entre :

- a) La valeur comptable ; et
- b) La contrepartie reçue (y compris tout nouvel actif obtenu moins tout nouveau passif assumé)

est comptabilisé en surplus ou en déficit.

Normalement, la décomptabilisation d'un actif financier devrait être relativement simple. Toutefois, si la décomptabilisation implique le transfert d'un actif financier, les exigences permettant de déterminer si le transfert remplit les conditions requises pour la décomptabilisation sont complexes et dépassent le cadre du matériel de formation. S'il s'agit d'un transfert, il convient de se référer directement à IPSAS 41, paragraphes 15 à 34.

Une entité supprime un passif financier (ou une partie d'un passif financier) de son état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il est éteint – c'est-à-dire lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est exécutée, abandonnée, annulée ou expire.

Un passif financier (ou une partie de celui-ci) est éteint lorsque le débiteur :

- a) s'acquitte de la dette (ou d'une partie de celle-ci) en payant le créancier, normalement en espèces, d'autres actifs financiers, biens ou services ; ou
- b) Est légalement libéré de sa responsabilité principale pour la responsabilité (ou une partie de celle-ci), soit par voie judiciaire, soit par le créancier. (Si le débiteur a donné une garantie, cette condition peut encore être remplie).

La différence entre la valeur comptable d'un passif financier (ou d'une partie d'un passif financier) éteint ou transféré à une autre partie et la contrepartie payée, y compris les actifs non monétaires transférés ou les passifs repris, est comptabilisée en résultat. Lorsqu'une obligation est renoncée par le prêteur ou prise en charge par un tiers dans le cadre d'une opération sans échange, une entité applique IPSAS 23.

Un échange de titres de créance avec des conditions sensiblement différentes ou une modification substantielle des conditions d'un passif financier existant est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier.

Un échange entre un emprunteur existant et un prêteur de titres de créance dont les conditions sont sensiblement différentes est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. De même, une modification substantielle des termes d'un passif financier existant ou d'une partie de celui-ci (qu'elle soit ou non imputable aux difficultés financières du débiteur) est comptabilisée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. .



## Trade Date/Settlement Date Accounting

- Les achats réguliers d'actifs financiers peuvent être comptabilisés à la date de transaction ou à la date de règlement (choix de méthode comptable – mais doivent être appliqués de manière cohérente au groupe d'actifs) ; à l'exception des dérivés qui sont toujours comptabilisés à la date de transaction.
- La date de transaction est la date à laquelle une entité s'engage à acheter ou à vendre un actif.
- La date de règlement est la date à laquelle l'actif est livré à ou par l'entité.

Les achats ou ventes habituels (décomptabilisation) d'un actif financier s'effectuent en utilisant soit la comptabilité à la date de transaction, soit la date de règlement. Un achat ou une vente de manière régulière est un achat ou une vente d'un actif financier en vertu d'un contrat dont les modalités nécessitent la livraison de l'actif dans le délai généralement fixé par la réglementation ou la convention sur le marché concerné. Les achats réguliers d'actifs financiers peuvent être comptabilisés soit en utilisant la comptabilité à la date de transaction, soit en utilisant la comptabilité à la date de règlement, tandis que les dérivés sont toujours comptabilisés en utilisant la comptabilité à la date de transaction.

La comptabilité à la date de transaction fait référence à :

- a) la comptabilisation d'un actif à recevoir et du passif à payer à la date de transaction, et
- b) la décomptabilisation d'un actif vendu, la comptabilisation de tout gain ou perte de cession et la comptabilisation d'une créance envers l'acheteur pour paiement à la date de transaction.

La date de transaction est la date à laquelle une entité s'engage à acheter ou à vendre un actif.

La comptabilité à la date de règlement fait référence :

- a) la comptabilisation d'un actif le jour où il est reçu par l'entité, et
- b) la décomptabilisation d'un actif et la comptabilisation de tout gain ou perte de cession le jour de sa livraison par l'entité.

La date de règlement est la date à laquelle l'actif est livré à ou par une entité.

A titre d'exemple, le 29 décembre 20X1, une entité s'engage à acheter une obligation pour règlement le 4 janvier 20X2. La juste valeur de l'obligation à la transaction (date d'engagement) est de 1 000 UM. À la date de règlement, la juste valeur de l'actif est de 1 003 UM. L'entité, selon la classification de l'investissement, peut avoir le choix entre utiliser la valeur à la date de transaction ou la valeur à la date de règlement.

Le choix relève d'une question de méthode comptable et peut avoir des implications comptables. La méthode utilisée est appliquée de manière cohérente pour tous les achats et ventes d'actifs financiers appartenant à la même catégorie d'actifs financiers. Par exemple, les intérêts ne commencent généralement à courir sur l'actif et le passif correspondant qu'à la date de règlement à laquelle le titre est transféré.

Lorsque la comptabilité à la date de règlement est appliquée, une entité peut devoir comptabiliser toute variation de la juste valeur de l'actif à recevoir au cours de la période comprise entre la date de transaction et la date de règlement en fonction de l'instrument financier et de sa classification. Par exemple, la variation de valeur n'est pas comptabilisée pour les actifs comptabilisés au coût ou au coût amorti, mais est comptabilisée en résultat pour les actifs classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat.

## Classification of Financial Assets

- Catégories d'actifs financiers
  - Coût amorti
  - Juste valeur par actif net/capitaux propres
  - Juste valeur par excédent ou déficit
- Classification basée sur le modèle de gestion de l'entité et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.
- La classification détermine les exigences en matière de comptabilisation et d'évaluation.

La classification des actifs financiers est importante car elle détermine la manière dont un actif financier particulier est comptabilisé et évalué dans les états financiers à la fois lors de la comptabilisation initiale et après la comptabilisation initiale.

Les classifications détermineront également la manière dont les gains et les pertes sont comptabilisés en surplus ou en déficit. Par exemple, le classement déterminera si les gains ou les pertes résultant des variations de la valeur des actifs financiers lors de la réévaluation après la comptabilisation initiale se font par le biais du surplus ou du déficit de la période, ou directement dans l'actif net/les capitaux propres.

### Modèle de gestion

Le modèle de gestion d'une entité est déterminé à un niveau qui reflète la manière dont les groupes d'actifs financiers sont gérés ensemble pour atteindre un objectif particulier.

Le modèle de gestion de l'entité ne dépend pas des intentions de la direction pour un instrument individuel.

Par conséquent, cette condition ne constitue pas une approche de classification instrument par instrument et doit être déterminée à un niveau d'agrégation plus élevé.

Toutefois, une même entité peut avoir plusieurs modèles de gestion pour ses instruments financiers.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire que le classement soit déterminé au niveau de l'entité présentant les états financiers.

Par exemple, une entité peut détenir un portefeuille de placements qu'elle gère afin de collecter des flux de trésorerie contractuels et un autre portefeuille de placements qu'elle gère afin de négocier pour réaliser des variations de juste valeur.

De même, dans certaines circonstances, il peut être approprié de diviser un portefeuille d'actifs financiers en sous-portefeuilles afin de refléter le niveau auquel une entité gère ces actifs financiers.

Par exemple, cela peut être le cas si une entité crée ou achète un portefeuille de prêts hypothécaires et gère certains de ces prêts dans le but de collecter des flux de trésorerie contractuels et gère les autres prêts dans le but de les vendre.

## Financial Assets Measured at Amortized Cost

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont remplies :

- a) L'actif financier est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et
- b) Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des dates déterminées à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant principal impayé.

Les actifs financiers détenus dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs afin de collecter des flux de trésorerie contractuels sont gérés pour réaliser des flux de trésorerie en collectant des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

Autrement dit, l'entité gère les actifs détenus dans le portefeuille pour collecter ces flux de trésorerie contractuels particuliers (au lieu de gérer le rendement global du portefeuille en détenant et en vendant des actifs).

Les flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement à des paiements de principal et d'intérêts sur le montant principal impayé sont compatibles avec un accord de prêt de base. Dans un accord de prêt de base, la prise en compte de la valeur temporelle de l'argent et du risque de crédit sont généralement les éléments d'intérêt les plus importants.

## Financial Assets Measured at Fair Value through Net Assets/Equity

Un actif financier est évalué à la juste valeur par actif net/capitaux propres si les deux conditions suivantes sont remplies :

- a) L'actif financier est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers et
- b) Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

Une entité peut détenir des actifs financiers dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Dans ce type de modèle de gestion, les principaux dirigeants de l'entité ont décidé que la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers font partie intégrante de la réalisation de l'objectif du modèle de gestion.



Différents objectifs peuvent être cohérents avec ce type de modèle de gestion. Par exemple, l'objectif du modèle de gestion peut être de gérer les besoins quotidiens de liquidité, de maintenir un profil de rendement des intérêts particulier ou de faire correspondre la durée des actifs financiers à la durée des passifs que ces actifs financent.

Pour atteindre un tel objectif, l'entité devra à la fois collecter des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

Comparé à un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers pour collecter des flux de trésorerie contractuels, ce modèle de gestion impliquera généralement une plus grande fréquence et une plus grande valeur de ventes. En effet, la vente d'actifs financiers fait partie intégrante de la réalisation de l'objectif du modèle de gestion au lieu d'y être seulement accessoire.

Cependant, il n'y a pas de seuil quant à la fréquence ou à la valeur des ventes qui doivent avoir lieu dans ce modèle de gestion, car la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers font partie intégrante de l'atteinte de son objectif.

## Financial Assets Measured at Fair Value through Surplus or Deficit

Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit, sauf s'il est évalué au coût amorti ou à la juste valeur par l'actif net/capitaux propres.

L'entité peut :

- Désigner un actif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.
- Choisir que certains investissements dans des instruments de capitaux propres qui seraient autrement évalués à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit présentent les variations ultérieures de la juste valeur dans l'actif net/les capitaux propres.

Les actifs financiers sont évalués à la juste valeur par résultat s'ils ne sont pas détenus dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels ou dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Un modèle de gestion qui aboutit à une évaluation à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit est celui dans lequel une entité gère les actifs financiers dans le but de réaliser des flux de trésorerie par la vente des actifs. L'entité prend des décisions fondées sur la juste valeur des actifs et gère les actifs pour réaliser ces justes valeurs.

Dans ce cas, l'objectif de l'entité se traduira généralement par des achats et des ventes actifs. Même si l'entité collecte des flux de trésorerie contractuels pendant qu'elle détient les actifs financiers, l'objectif d'un tel modèle de gestion n'est pas atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. En effet, la collecte des flux de trésorerie contractuels ne fait pas partie intégrante de l'atteinte de l'objectif du modèle de gestion ; au lieu de cela, cela en est accessoire.

En outre, une entité peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner de manière irrévocable un actif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit si cela élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (parfois appelée « non-concordance comptable ») qui découlent autrement de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci sur des bases différentes.

### Investissement dans des instruments de capitaux propres

Une entité peut également faire un choix irrévocable lors de la comptabilisation initiale pour des investissements particuliers dans des instruments de capitaux propres qui seraient autrement évalués à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit de présenter les variations ultérieures de la juste valeur dans l'actif net/les capitaux propres.

Ce choix peut être fait lorsque l'investissement dans un instrument de capitaux propres n'est ni détenu à des fins de transaction ni contrepartie conditionnelle reconnue par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement avec le secteur public.

Si une entité fait ce choix, elle comptabilise en résultat tout dividende ou distribution similaire provenant de cet investissement.



## Financial Asset Designation

La monnaie fonctionnelle d'un gouvernement est le yen japonais. Elle détient une obligation à taux fixe de 5 millions de dollars américains qui arrive à échéance dans cinq ans. Le gouvernement gère son risque de taux d'intérêt et de change sur l'obligation en négociant activement des titres de participation américains. Le modèle de gestion des obligations en dollars américains et des investissements similaires consiste à détenir des actifs financiers afin de collecter les flux de trésorerie contractuels.

L'obligation en dollars américains pourrait-elle être désignée comme étant à la juste valeur par excédent ou par déficit ?

Pourquoi?

Répondre:

Selon IPSAS 41, l'évaluation d'un actif financier ou d'un passif financier et la comptabilisation des variations de sa valeur sont déterminées par la classification de l'élément et par le fait que l'élément fait partie d'une relation de couverture désignée.

Ces exigences peuvent créer une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (parfois appelée « non-concordance comptable ») lorsque, par exemple, un actif financier serait classé comme évalué à la juste valeur par le biais de l'actif net/des capitaux propres (les variations de juste valeur étant comptabilisées directement dans actifs nets/capitaux propres) et un passif que l'entité considère comme lié seraient évalués au coût amorti (les variations de juste valeur n'étant pas comptabilisées).

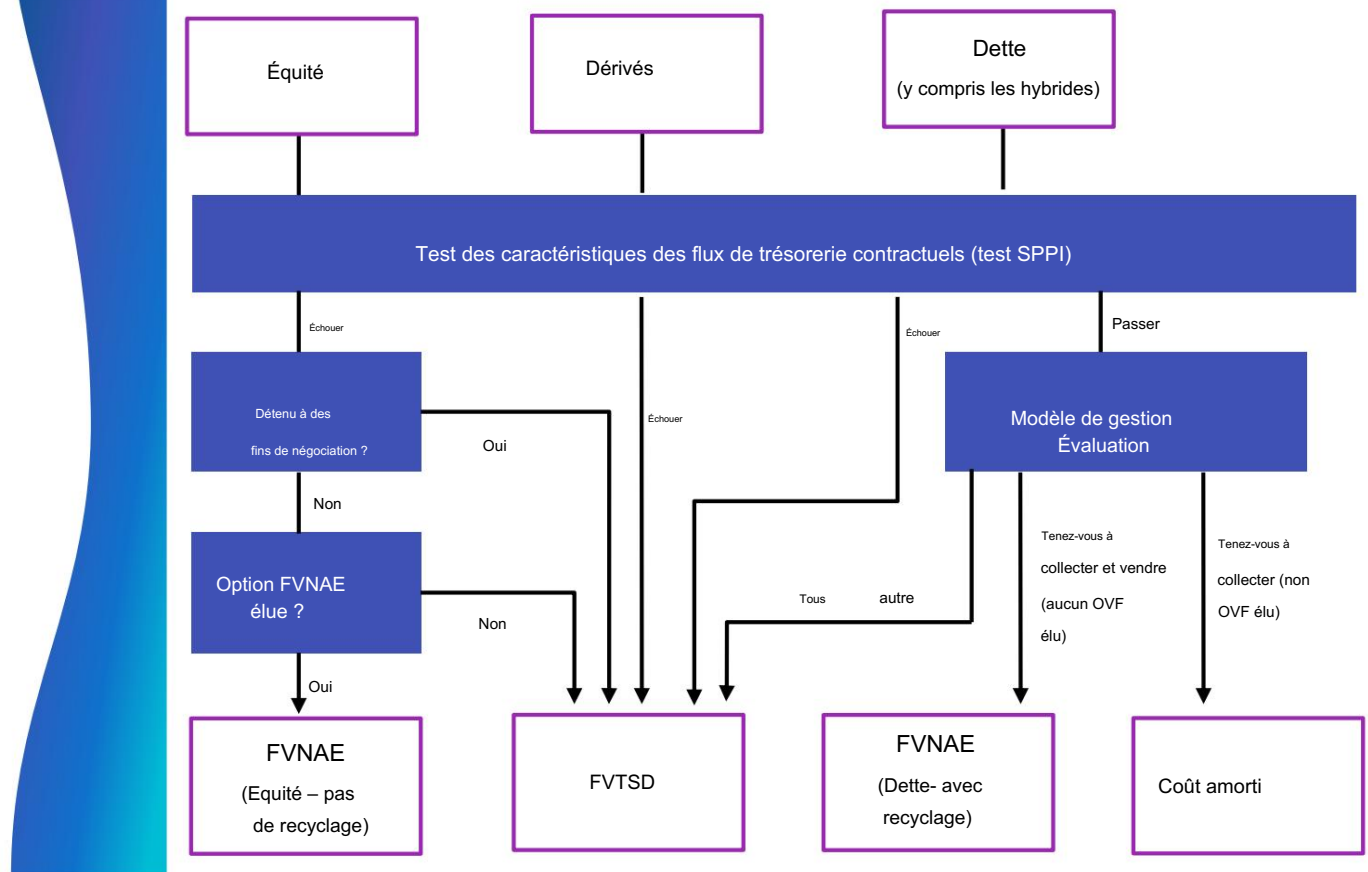
Dans de telles circonstances, une entité peut conclure que ses états financiers fourniraient des informations plus pertinentes si l'actif et le passif étaient classés à la juste valeur par le biais du résultat.

L'exemple montre quand cette condition pourrait être remplie.

L'entité dispose d'actifs financiers qui partagent un risque de taux d'intérêt ou de change qui donnent lieu à des variations opposées de la juste valeur qui ont tendance à se compenser. Cependant, seuls certains instruments seraient évalués à la juste valeur par résultat (c'est-à-dire que seules les actions sont détenues selon un modèle de gestion dont l'objectif est de réaliser des flux de trésorerie par la vente des actifs).

Dans ce cas, désigner, lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit peut éliminer ou réduire significativement l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation et produire des informations plus pertinentes.

## Financial Asset Classification Summary



Le diagramme résume le processus de classification des actifs financiers. Les abréviations utilisées dans le diagramme sont les suivantes :

SPPI Uniquement paiements de principal ou d'intérêts

FVNAE Juste Valeur par Actif Net/Capitaux Propres

FVTSD Juste valeur par excédent ou déficit

OVV Option de juste valeur

Le recyclage fait référence à une mesure ultérieure et est abordé plus tard.

## Classification of Financial Liabilities

Une entité classe tous les passifs financiers comme évalués ultérieurement au coût amorti, à l'exception :

- a) Passifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit
- b) Les passifs financiers qui surviennent lorsqu'un transfert d'un actif financier ne remplit pas les conditions requises pour décomptabilisation
- c) Contrats de garantie financière
- d) Engagements à accorder un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché
- e) Contrepartie conditionnelle reconnue par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement dans le secteur public.

Une entité classe tous les passifs financiers comme évalués ultérieurement au coût amorti, à l'exception :

- a) Passifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ensuite évalués à la juste valeur.
- b) Passifs financiers qui surviennent lorsqu'un transfert d'un actif financier ne remplit pas les conditions requises pour la décomptabilisation ou lorsque l'approche de participation continue s'applique.
- c) Contrats de garantie financière. Après comptabilisation initiale, l'émetteur d'un tel contrat l'évalue ensuite au plus élevé des montants suivants :
  - (i) Le montant de la provision pour pertes déterminé conformément aux paragraphes 73 à 93 du IPSAS41 ; et
  - (ii) Le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du montant cumulé des amortissements comptabilisés conformément aux principes d'IPSAS 9.
- d) Engagements à accorder un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. L'émetteur d'un tel engagement l'évalue ensuite au plus élevé des montants suivants :
  - (i) Le montant de la provision pour pertes déterminé conformément aux paragraphes 73 à 93 du IPSAS41 ; et
  - (ii) Le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du montant cumulé des amortissements comptabilisés conformément aux principes d'IPSAS 9.
- e) Contrepartie conditionnelle comptabilisée par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement du secteur public auquel s'applique IPSAS 40. Cette contrepartie conditionnelle est ensuite évaluée à la juste valeur et les variations sont comptabilisées en résultat.

Une entité peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner de manière irrévocable un passif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit lorsque cela donne lieu à des informations plus pertinentes, car soit :

- a) Il élimine ou réduit considérablement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation (parfois appelée « incohérence comptable ») qui résulterait autrement de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci sur des bases différentes ; ou
- b) Un groupe de passifs financiers ou d'actifs financiers et de passifs financiers est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement, et les informations sur le groupe sont fournies en interne sur cette base aux principaux dirigeants de l'entité.

## Financial Liability Designation

La monnaie fonctionnelle d'un gouvernement est le yen japonais. Le gouvernement a émis une dette à taux fixe de 5 millions de dollars arrivant à échéance dans deux ans. Les paiements d'intérêts sont dus semestriellement. Le gouvernement a conclu un contrat à terme pour acheter 5 millions de dollars américains qui arrive à échéance dans deux ans. La dette en dollars américains n'est pas désignée comme élément couvert.

Le gouvernement pourrait-il désigner son passif en dollars américains comme un passif financier évalué à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit ? Pourquoi?

Répondre:

Le gouvernement possède des actifs financiers et un passif financier qui partagent des risques similaires, comme le risque de taux d'intérêt. En raison de la nature des instruments financiers, les risques donnent lieu à des variations de juste valeur opposées qui tendent à se compenser. Cependant, seuls les contrats à terme seraient évalués à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.

Dans ce cas, désigner, lors de la comptabilisation initiale, la dette à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit plutôt que du coût amorti peut éliminer ou réduire significativement l'incohérence de l'évaluation ou de la comptabilisation et produire des informations plus pertinentes.

## Amortized Cost

- Montant lors de la comptabilisation initiale
  - Moins les remboursements du principal
  - Plus ou moins l'amortissement cumulé de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance selon la méthode du taux d'intérêt effectif
  - Moins toute réduction pour dépréciation ou dépréciation

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements ou encaissements futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, par rapport à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, une entité estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, remboursement anticipé, options d'achat et options similaires), mais ne doit pas prendre en compte les pertes de crédit futures.

Le calcul du taux d'intérêt effectif comprend tous les frais et points payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toutes autres primes ou réductions.

Pour les actifs financiers à taux variable et les passifs financiers à taux variable, la réestimation périodique des flux de trésorerie pour refléter les mouvements des taux d'intérêt du marché modifie le taux d'intérêt effectif. Si un actif financier ou un passif financier à taux variable est initialement comptabilisé pour un montant égal au principal à recevoir ou à payer à l'échéance, la réestimation des paiements d'intérêts futurs n'a normalement pas d'effet significatif sur la valeur comptable de l'actif ou du passif.

Si une entité révisé ses estimations de paiements ou d'encaissements, elle doit ajuster la valeur comptable de l'actif financier ou du passif financier (ou du groupe d'instruments financiers) pour refléter les flux de trésorerie estimés réels et révisés. L'entité recalcule la valeur comptable en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier.

Cela contraste avec les actifs financiers à taux variable et les passifs financiers à taux variable. Lorsque les flux de trésorerie sont réestimés pour les instruments financiers à taux variable afin de refléter les mouvements des taux d'intérêt du marché, le taux d'intérêt effectif est mis à jour.

En effet, pour les instruments à taux variable, il serait inapproprié de déterminer dès le départ un taux fixe unique pour actualiser les flux de trésorerie futurs estimés, dans la mesure où les recettes/paiements d'intérêts variables constituent une condition contractuelle d'un instrument à taux variable.

La réestimation des flux de trésorerie futurs pour toute raison autre que les variations des taux de marché ou lorsque les instruments financiers ne sont pas des instruments à taux variable entraînera normalement une modification de la valeur comptable, puisque les flux de trésorerie estimés révisés sont actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. Le taux. L'ajustement est comptabilisé en résultat en produit ou en charge.

## Initial Measurement

- À l'exception des créances et des dettes à court terme, une entité doit évaluer un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur plus ou moins, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit, des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif financier ou du passif financier
- Exception si la juste valeur de l'actif financier ou du passif financier lors de la comptabilisation initiale diffère du prix de transaction
- Une entité peut évaluer les créances et les dettes à court terme à la facture originale. montant si l'effet de l'actualisation est négligeable

Lorsqu'un actif ou un passif financier est comptabilisé initialement, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur, majorée ou diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier, sous réserve des exceptions suivantes.

- Si un actif financier ou un passif financier est désigné à la juste valeur par le biais du résultat ou du déficit, il est fait référence à IPSAS 41, paragraphes 66 à 68, qui fournissent des commentaires et des indications sur la détermination de la juste valeur. Ceci est complété par les directives d'application aux paragraphes AG144–AG155.
- La juste valeur d'un passif financier comportant une caractéristique à vue (par exemple, un dépôt à vue) n'est pas inférieure au montant payable à vue, actualisé à compter de la première date à laquelle le montant pourrait être exigé.
- Lorsqu'une entité utilise la comptabilisation à la date de règlement pour un actif qui est ultérieurement évalué au coût ou au coût amorti, l'actif est initialement comptabilisé à sa juste valeur à la date de transaction.
- Lorsque la comptabilisation à la date de règlement est appliquée, une entité comptabilise toute variation de la juste valeur de l'actif à recevoir au cours de la période comprise entre la date de transaction et la date de règlement de la même manière qu'elle comptabilise l'actif acquis. En d'autres termes, la variation de valeur n'est pas comptabilisée pour les actifs évalués au coût amorti ; il est comptabilisé en résultat pour les actifs classés en actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ; et il est comptabilisé en actif net/capitaux propres pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par actif net/capitaux propres conformément au paragraphe 41 et pour les investissements dans des instruments de capitaux propres.
- Lors de la comptabilisation initiale, une entité peut évaluer les créances et dettes à court terme à la valeur d'origine. montant de la facture si l'effet de l'escompte est négligeable.

## Loan Example – Effective Interest Method

### Scénario

L'entité du gouvernement G emprunte 50 000 CU le 1er janvier 20X1 pour 5 ans. Le taux d'intérêt annuel du prêt est de 10 % payé en fin d'année. G paie des frais initiaux de 1 000 UM et le produit net du prêt est de 49 000 UM.

- Quel est le taux d'intérêt effectif annuel du prêt ?
- Quel serait le taux d'intérêt effectif annuel du prêt s'il n'y avait pas 1 000 \$ d'avance frais?

La méthode du taux d'intérêt annuel effectif est de 10,53482 %.

Date	Intérêt	Coupon - 10%	Coût amorti
1er janvier 20X1	0	0	49 000
31 décembre 20X1	5 169	5 000	49 162
31 décembre 20X2	5 179	5 000	49 341
31 décembre 20X3	5 198	5 000	49 539
31 décembre 20X4	5 219	5 000	49 758
31 décembre 20X5	5 242	5 000	50 000
Total	26 000	25 000	

Les entrées de journal à chaque date sont les suivantes :

1er janvier 20X1	31 décembre 20X1	31 décembre 20X2	31 décembre 20X3	31 décembre 20X4	31 décembre 20X5
DR Trésorerie 49 000	DR Int Exp 5 162	DR Int Exp 5 179	DR Int Exp 5 198	DR Int Exp 5 219	DR Int Exp 5 242
Prêt CR (49 000)	CR Trésorerie (5 000)	CR Trésorerie (5 000)	CR Trésorerie (5 000)	CR Trésorerie (5 000)	CR Trésorerie (5 000)
	Prêt CR (162)	Prêt CR (179)	Prêt CR (198)	Prêt CR (219)	Prêt CR (242)

L'écriture de journal finale à la fin de la période du prêt serait Dr Loan 50 000, Cr Cash 50 000

S'il n'y avait pas de frais annuels initiaux, le taux d'intérêt effectif serait de 10 %.



## Concessionary Loans

- Les prêts concessionnels sont accordés/reçus à des conditions inférieures au marché.
- Une remise de dette n'est pas un prêt concessionnel
- A l'origine, un prêt concessionnel est comptabilisé comme suit :
  - Lorsque le prêt est reçu par l'entité – la différence est comptabilisée conformément avec IPSAS 23
  - Lorsque le prêt est accordé par l'entité – la différence est comptabilisée en charge en excédent ou déficit
- Évaluation ultérieure dépendante de la classification du prêt selon avec IPSAS 41.

Les prêts concessionnels sont les prêts accordés ou reçus qui sont inférieurs aux conditions du marché. Un certain nombre de gouvernements auront accordé ou reçu des prêts concessionnels en réponse à la pandémie de COVID-19.

Une renonciation à la dette n'est pas un prêt concessionnel, car au départ, le prêt a été accordé aux conditions du marché avec attente de remboursement.

Par exemple, l'intention d'une entité, au début d'un prêt concessionnel, est de fournir des ressources à des conditions inférieures au marché. Par exemple, proposer un prêt à un taux d'intérêt de 3 % alors que les conditions du marché pour un tel prêt seraient de 5 %.

A l'origine, un prêt concessionnel est comptabilisé comme suit :

- Lorsque le prêt est reçu par l'entité, la différence entre le montant reçu et la juste valeur du prêt est comptabilisée conformément à IPSAS 23.
- Lorsque le prêt est accordé par l'entité, la différence entre le montant accordé et la juste valeur du prêt est comptabilisé en charge en surplus ou en déficit.

L'évaluation ultérieure d'un prêt concessionnel dépend de la classification du prêt selon IPSAS 41 (par exemple coût amorti ou juste valeur par résultat). Voici un exemple pour illustrer un prêt concessionnel.

## Student Loans

### Scénario

Le ministère de l'Éducation a accordé 250 000 CU en prêts étudiants à faible taux d'intérêt aux conditions suivantes.

Le capital est remboursé comme suit :

- Années 1 à 2 : pas de remboursement de capital
- Année 3 : 30 % de capital à rembourser
- Année 4 : 30 % de capital à rembourser
- Année 5 : 40 % de capital à rembourser

Les intérêts au taux de 6 % sont payés annuellement à terme échu

Le taux du marché pour des prêts similaires est de 11,5 %

1. Les prêts sont-ils des prêts concessionnels ? Expliquer.
2. Si oui, comment la juste valeur est-elle déterminée ? Expliquer.



Répondre:

Les prêts étudiants sont des prêts concessionnels. Les prêts concessionnels sont accordés ou reçus par une entité à des conditions inférieures au marché. Dans ce cas, le taux d'intérêt est inférieur aux taux du marché pour des prêts similaires.

La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Toutefois, si une partie de la contrepartie donnée ou reçue concerne autre chose que l'instrument financier, la juste valeur de l'instrument financier est estimée au moyen d'une technique d'évaluation.

Étant donné que les prêts concessionnels sont accordés ou reçus à des conditions inférieures au marché, le prix de transaction lors de la comptabilisation initiale du prêt peut ne pas correspondre à sa juste valeur. Une entité détermine la juste valeur du prêt en se référant à un marché actif. Si une entité ne peut pas déterminer la juste valeur d'un prêt concessionnel en se référant à un marché actif, elle utilise une technique d'évaluation.

Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes sur le marché sans lien de dépendance, si disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument qui est sensiblement la même, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, des modèles d'évaluation d'options ou toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les acteurs du marché pour évaluer des instruments similaires. .

Dans ce cas, la juste valeur des prêts concessionnels à l'aide d'une technique d'évaluation pourrait être déterminée en actualisant toutes les rentrées de trésorerie futures en utilisant un taux d'intérêt lié au marché pour un prêt similaire.

Toute différence entre la juste valeur du prêt et le prix de la transaction (le produit du prêt) est traitée comme suit :

- a) Lorsque le prêt est reçu par une entité, la différence est comptabilisée conformément à IPSAS 23, Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts).
- b) Lorsque le prêt est accordé par une entité, la différence est traitée comme une charge en résultat lors de la comptabilisation initiale.

Après la comptabilisation initiale, une entité évalue ensuite les prêts concessionnels en utilisant les classifications des instruments financiers définies dans IPSAS 41. Dans la plupart des cas, cela se fera sur la base du coût amorti.



## Accounting for Student Loans

### Scénario

Sur la base des informations présentées dans la diapositive précédente, le ministère de l'Éducation a déterminé que la juste valeur des prêts étudiants est de 207 270 CU en actualisant les flux de trésorerie futurs en utilisant le taux du marché de 11,5 %.

Quelle est l'écriture de journal que le conseil scolaire effectue pour la reconnaissance initiale des prêts étudiants ? Expliquer.

RD	RD	CR
Prêts à recevoir (VA des flux de trésorerie futurs @ taux d'actualisation 11,5%)	207 270 UC	
Dépense (250 000 CU – 207 270 CU)	42 370 UM	
Banque (Montant des prêts avancés)		250 000 UM

Répondre:

L'entrée de journal du ministère de l'Éducation pour enregistrer les prêts étudiants lors de la reconnaissance initiale est présentée ci-dessus.

## Subsequent Measurement – Financial Assets

- Les actifs financiers sont ensuite évalués selon leur classification :
  - Coût amorti
  - Juste valeur par actif net/capitaux propres
  - Juste valeur par excédent ou déficit
- Actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par actif net/capitaux propres sont soumis à un test de dépréciation.

Les actifs financiers désignés comme éléments couverts sont soumis à une évaluation selon les exigences de la comptabilité de couverture.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par résultat ou déficit, font l'objet d'un test de dépréciation.

## Subsequent Measurement of Financial Liabilities

Les passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti, à l'exception :

- a) Passifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit
- b) Les passifs financiers qui surviennent lorsqu'un transfert d'un actif financier ne remplit pas les conditions requises pour décomptabilisation
- c) Contrats de garantie financière
- d) Engagements à accorder un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché
- e) Contrepartie conditionnelle reconnue par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement dans le secteur public

Les passifs financiers sont ensuite évalués conformément à leur classement. Passifs financiers tels que évalués ultérieurement au coût amorti, à l'exception de :

- a) Passifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ensuite évalués à la juste valeur.
- b) Passifs financiers qui surviennent lorsqu'un transfert d'un actif financier ne remplit pas les conditions requises pour la décomptabilisation ou lorsque l'approche de participation continue s'applique.
- c) Contrats de garantie financière. Après comptabilisation initiale, l'émetteur d'un tel contrat l'évalue ensuite au plus élevé des montants suivants :
  - (i) Le montant de la provision pour pertes déterminé conformément aux paragraphes 73 à 93 du IPSAS41 ; et
  - (ii) Le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du montant cumulé des amortissements comptabilisés conformément aux principes d'IPSAS 9.

- d) Engagements à accorder un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. L'émetteur d'un tel engagement l'évalue ensuite au plus élevé des montants suivants :
- (i) Le montant de la provision pour pertes déterminé conformément aux paragraphes 73 à 93 du IPSAS 41 ; et
  - (ii) Le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du montant cumulé des amortissements comptabilisés conformément aux principes d'IPSAS 9.
- e) Contrepartie conditionnelle comptabilisée par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement du secteur public auquel s'applique IPSAS 40. Cette contrepartie conditionnelle est ensuite évaluée à la juste valeur et les variations sont comptabilisées en résultat.

## Gains and Losses

- Un gain ou une perte sur un actif financier ou un passif financier évalué à la juste valeur est comptabilisé en résultat sauf s'il est :
  - Fait partie d'une relation de couverture
  - Investissement dans un instrument de capitaux propres (actif net/choix d'actions)
  - Passif financier désigné à la juste valeur par résultat ou déficit ; évolution du risque de crédit du passif présentée en actif net/capitaux propres
  - Actif financier évalué à la juste valeur par actif net/capitaux propres
- Un gain ou une perte sur un actif financier évalué au coût amorti est comptabilisé en résultat lorsque l'actif financier est décomptabilisé, reclassé, par le biais du processus d'amortissement, ou afin de comptabiliser des gains ou des pertes de valeur.

### Relation de couverture

Si un instrument financier fait partie d'une relation de couverture, les gains et les pertes sont comptabilisés selon les dispositions de couverture d'IPSAS 41.

### Investissement dans des instruments de capitaux propres

Une entité peut choisir de présenter les variations ultérieures de la juste valeur d'un investissement dans un instrument de capitaux propres dans l'actif net/capitaux propres. L'investissement ne peut pas être détenu à des fins de transaction ni une contrepartie conditionnelle reconnue par un acquéreur dans un

regroupement du secteur public. Pour ces investissements, les montants présentés en actif net/capitaux propres ne seront pas ultérieurement transférés en résultat ou en déficit. Cependant, l'entité peut transférer le gain ou la perte cumulé dans l'actif net/capitaux propres. En d'autres termes, les gains ou les pertes ne sont pas « recyclés » sous forme de surplus ou de déficit.

### Passif financier désigné à la juste valeur par excédent ou déficit

Le gain ou la perte sur un passif financier désigné à la juste valeur par le biais du résultat est présenté comme suit :

- a) Le montant de la variation de la juste valeur du passif financier qui est attribuable aux variations du risque de crédit de ce passif (c'est-à-dire le « risque de crédit propre ») doit être présenté dans l'actif net/capitaux propres ; et
- b) Le montant restant de la variation de la juste valeur du passif doit être présenté en excédent ou déficit.

IPSAS 41 comprend des indications supplémentaires sur la comptabilité dans les cas où le traitement du risque de crédit propre décrit ci-dessus créerait ou aggraverait une asymétrie comptable.

### Actif financier évalué à la juste valeur par l'actif net/capitaux propres

Un gain ou une perte sur un actif financier évalué à la juste valeur par l'actif net/capitaux propres est comptabilisé en actif net/capitaux propres, à l'exception des gains ou pertes de valeur et des gains et pertes de change, jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé ou reclassé.

Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans l'actif net/capitaux propres est reclassé de l'actif net/capitaux propres vers le résultat ou le déficit en tant qu'ajustement de reclassement (parfois appelé « recyclage »).

### Coût amorti

Les gains ou les pertes sur les actifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisés selon le processus d'amortissement jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, reclassé ou déprécié.

La reclassification des instruments financiers dépasse le cadre de ce matériel de formation ; les participants doivent se référer directement à IPSAS 41 pour plus d'informations.

## Impairment of Financial Assets

- Une entité doit comptabiliser une provision pour pertes de crédit attendues sur un actif financier qui est évalué au coût amorti ou à la juste valeur par l'intermédiaire de l'actif net/des capitaux propres.
- Allocation pour perte :
  - Pertes de crédit attendues à 12 mois si le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale
  - Pertes de crédit attendues sur la durée de vie si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale
- Comptabiliser uniquement les changements cumulés dans les pertes de crédit attendues sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale en tant que provision pour pertes pour les actifs financiers dépréciés achetés ou créés.

Pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par l'intermédiaire de l'actif net/capitaux propres, la provision pour pertes est comptabilisée dans l'actif net/capitaux propres et ne réduit pas la valeur comptable de l'actif financier dans l'état de la situation financière.

Selon IPSAS 41, les pertes de valeur sont évaluées à l'aide d'un modèle de pertes de crédit attendues. Des provisions pour pertes sont comptabilisées dès l'origine pour tous les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par l'actif net/capitaux propres, qu'un événement de défaut se soit produit pour un actif.

Une perte de crédit est la différence entre tous les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à une entité conformément au contrat et tous les flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir (c'est-à-dire tous les déficits de trésorerie), actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

Les flux de trésorerie sont estimés en considérant toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, remboursement anticipé, prolongation, call et options similaires) jusqu'à la durée de vie attendue de cet instrument financier.

Une perte de crédit attendue est la moyenne pondérée des pertes de crédit avec les risques respectifs de défaut survenant comme pondération.

Les pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont les pertes de crédit attendues qui résultent de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie attendue d'un instrument financier.

Les pertes de crédit attendues sur 12 mois sont la partie des pertes de crédit attendues sur la durée de vie qui représente les pertes de crédit attendues résultant d'événements de défaut sur un instrument financier qui sont possibles dans les 12 mois suivant la date de clôture.

## Expected Credit Loss Model

	Performance sur scène	Provision pour perte	Revenus d'intérêts
1	Comptabilisation initiale, pas d'augmentation significative du risque de crédit	Perte de crédit attendue sur 12 mois	Intérêts effectifs sur la valeur comptable brute
2	Augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale	Perte de crédit attendue sur la durée de vie	Intérêts effectifs sur la valeur comptable brute
3	Actifs dépréciés	Perte de crédit attendue sur la durée de vie	Intérêt effectif sur la valeur nette comptable

Le modèle des pertes de crédit attendues appliqué selon IPSAS 41 comporte trois étapes

### Étape 1

Au stade 1, les actifs financiers peuvent être considérés comme performants. Pour ces actifs, il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'origine.

La provision pour pertes sur actifs financiers de la phase 1 est calculée comme la perte de crédit attendue sur 12 mois.

Les intérêts pour les actifs financiers de l'étape 1 sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute des actifs financiers, c'est-à-dire le montant avant déduction de la provision pour pertes de l'actif.

### Étape 2

Au stade 2, les actifs financiers peuvent être considérés comme sous-performants. Pour ces actifs, le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis leur création.

La provision pour pertes sur actifs financiers de la phase 2 est calculée comme la perte de crédit attendue sur la durée de vie.

Les intérêts pour les actifs financiers de l'étape 2 continuent d'être calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute des actifs financiers, c'est-à-dire le montant avant déduction de la provision pour pertes de l'actif.

### Étape 3

Les actifs financiers au stade 3 sont dépréciés. Un actif financier déprécié est un actif financier qui est déprécié lorsqu'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier se sont produits.

Les preuves qu'un actif financier est déprécié comprennent des données observables sur les événements suivants :

- a) Difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- b) Une rupture de contrat, telle qu'un défaut ou un événement en souffrance ;
- c) Le(s) prêteur(s) de l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, ayant accordé à l'emprunteur une(des) concession(s) que le(s) prêteur(s) n'envisageraient pas autrement ;
- d) Il devient probable que l'emprunteur fera faillite ou subira une autre réorganisation financière ;
- e) La disparition d'un marché actif pour cet actif financier en raison de difficultés financières ; ou
- f) L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote qui reflète le crédit contracté pertes.

Il n'est peut-être pas possible d'identifier un seul événement distinct ; au contraire, l'effet combiné de plusieurs événements peut avoir entraîné une dépréciation des actifs financiers.

La provision pour pertes sur actifs financiers de la phase 3 est calculée comme la perte de crédit attendue sur la durée de vie.

Les intérêts pour les actifs financiers de l'étape 3 sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur nette comptable des actifs financiers, c'est-à-dire après déduction de la provision pour pertes de l'actif.

#### Actifs financiers dépréciés achetés ou émis

Une entité peut acheter ou créer des actifs financiers dépréciés. Une entité comptabilise uniquement les variations cumulées des pertes de crédit attendues sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale en tant que provision pour pertes pour les actifs financiers dépréciés achetés ou créés.

Les produits d'intérêts sur les actifs financiers dépréciés achetés ou créés sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction du crédit au coût amorti de l'actif financier depuis sa comptabilisation initiale.

Le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction du crédit est le taux qui actualise exactement les paiements ou rentrées de trésorerie futurs estimés tout au long de la durée de vie prévue de l'actif financier au coût amorti d'un actif financier qui est un actif financier déprécié acheté ou créé.

## Simplified Approach for Receivables

- Une entité évalue toujours la provision pour pertes à un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie pour les créances résultant d'opérations avec change entrant dans le champ d'application d'IPSAS 9 et de transactions sans échange entrant dans le champ d'application d'IPSAS 23.
- Une entité peut appliquer la même approche aux créances locatives (choix de méthode comptable).

L'approche pour les créances est simplifiée dans la mesure où une entité n'a pas besoin de faire la distinction entre les pertes de crédit attendues sur la durée de vie et les pertes de crédit attendues sur 12 mois. Toutefois, les pertes de crédit attendues doivent encore être déterminées.

## Effective Interest Rate

### Scénario

Le 1er janvier 20X0, un titre de créance (valeur nominale de 1 250 CU) avec cinq ans restant à courir est acquis au prix de 1 000 CU (y compris les frais de transaction). Un taux d'intérêt fixe de 4,7 pour cent est payé annuellement.

	Année 1 UC	Année 2 UC	Année 3 UC	Année 4 UC	Année 5 UC
Montant initial	1 000				
Espèces	59	59	59	59	59
<b>Flux - Intérêts</b>					
Espèces					1 250
Flux – Maturité					

Comment est calculé le taux d'intérêt effectif ? Expliquer.

Répondre:

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements ou recettes en espèces futurs estimés pendant la durée de vie prévue de l'instrument financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, une entité doit estimer les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, remboursement anticipé, options d'achat et options similaires), mais ne doit pas prendre en compte les pertes de crédit futures.

## Amortized Cost and Revenue

	20X1 UC	20X2 UC	20X3 UC	20X4 UC	20X5 UC
OpenPV de flux de trésorerie	1 000	1 041	1 086	1 136	1 190
Encaissements - Intérêts	59	59	59	59	59
CashReceipts -Principe					1 250
Amortissement	100	104	109	113	119

### Scénario

Le taux d'intérêt effectif est de 10 % sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie liés à l'obligation. Il s'agit du taux qui actualise exactement les rentrées de fonds futures estimées sur la durée de vie prévue de l'instrument financier.

Le tableau ci-dessus résume les transactions. Quel est le revenu d'intérêts annuel à comptabiliser chaque année ? Pourquoi?

Répondre:

Le coût amorti du titre de créance est diminué des remboursements plus ou moins plus ou moins l'amortissement cumulé selon la méthode du taux d'intérêt effectif de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance diminué de toute réduction due à une dépréciation. Le taux d'intérêt effectif est de 10 % sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie liés à l'obligation. Il s'agit du taux qui actualise exactement les rentrées de fonds futures estimées sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le tableau ci-dessous fournit des informations sur le coût amorti, les revenus d'intérêts et les flux de trésorerie du titre de créance pour chaque période de reporting.



Année	Cola Coût amorti, début UC	Col B Amortissement UN*10% UC	Col C Des flux de trésorerie UC	Froid FinAmortizedCost A+BC UC	ColE Revenu ANNONCE UC
1	1 000	100	59	1 041	100
2	1 041	104	59	1 086	104
3	1 086	109	59	1 136	109
4	1 136	113	59	1 190	113
5	1 190	119	1 250 + 59 1	0	119
Total		545	545		545

## Debenture Debt

### Scénario

Un gouvernement dont l'exercice financier se termine le 31 décembre émet une débenture de 5 ans réglée le 1er janvier 20X0 avec une valeur nominale de 1 million d'UM et un taux d'intérêt nominal de 6 %. Une commission de courtage de 25 000 CU a été payée. Le produit net de la débenture s'est élevé à 1 050 000 UM. La débenture n'est pas classée à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.

Quelle est la technique de valorisation appropriée ? Expliquer.

Répondre:

Remarque : Selon la zone géographique, les termes débenture et obligation peuvent avoir des significations différentes.

Généralement, une obligation est plus sûre qu'une débenture, qui rapporte un taux d'intérêt plus bas. Les débentures ne sont pas garanties, ce qui donne lieu à un taux d'intérêt plus élevé. En cas de faillite, les détenteurs d'obligations sont généralement payés en premier. Les débentures reçoivent des paiements d'intérêts périodiques, alors que les détenteurs d'obligations reçoivent généralement des paiements d'intérêts courus à la fin de la durée de l'obligation (avec remboursement du principal). Les obligations sont principalement émises par les gouvernements, les débentures plus souvent par les sociétés.

La débenture n'a pas été désignée comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit. Il est donc classé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'elle applique la méthode du taux d'intérêt effectif, une entité amortit généralement les frais, points payés ou reçus, les coûts de transaction et autres primes ou réductions inclus dans le calcul du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie attendue de l'instrument.



## Accounting for Debenture Debt

	20X1 UC	20X2 UC	20X3 UC	20X4 UC	20X5 UC	
Solde ouvert	1 050 000	1 040 924	1 031 408	1 021 430	1 010 969	
Décaissements en espèces						
Intérêt des coupons	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Paiement à l'échéance						1 000 000
Amortissement @ 4,85% <sup>1</sup>	50 924	50 484	50 022	49 538	49 031	49 031

<sup>1</sup> Il s'agit du taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés tout au long de la durée de vie prévue de l'actif financier. instrument.

Le taux d'intérêt effectif a été calculé à 4,85 %. Il s'agit du taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier. Le tableau résume les transactions liées à la débenture.

D'après les informations contenues dans le tableau, quelle est l'écriture de journal pour enregistrer la débenture lors de la comptabilisation initiale ?

Quelle écriture de journal est effectuée à la fin de la période terminée le 31 décembre 20X0 ?

Répondre:

Année	Cola Coût amorti, début	Col B Amortissement A *4,85%	Col C Flux de trésorerie	Froid FinAmortizedCost A+BC
20X0	1 050 000	50 924	60 000	1 040 924
20X1	1 040 924	50 484	60 000	1 031 408
20X2	1 031 408	50 022	60 000	1 021 430
20X3	1 021 430	49 538	60 000	1 010 969
20X4	1 010 969	49 031	1 060 000	0

Écriture de journal pour enregistrer le produit de la débenture

	RD	CR
Banque	1 050 000 UC	
Prêts à payer		1 050 000 UC
(Prime sur débenture 75 000 CU moins commission des courtiers 25 000 CU)		

Entrée de journal pour enregistrer les paiements et les intérêts débiteurs au cours de l'année 1.

	RD	CR
Prêts à payer (Paiement CU 60 000 moins les intérêts 50 924 CU)	9 516 UC	
Charges d'intérêts	50 924 UC	
Espèces		60 000 UC

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur les informations à fournir sur les instruments financiers. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

## Review Questions

### question 1

Un ministère dispose d'un modèle de gestion dont l'objectif est d'octroyer des prêts étudiants et de vendre ensuite ces prêts à un véhicule de titrisation. Le véhicule de titrisation émet des instruments aux investisseurs.

Le gouvernement qui contrôle le département contrôle également le véhicule de titrisation et consolide ainsi les deux.

Le véhicule de titrisation collecte les flux de trésorerie contractuels des prêts et les transmet à ses investisseurs.

Il est supposé aux fins de cet exemple que les prêts continuent d'être comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière car ils ne sont pas décomptabilisés par l'organisme de titrisation.

Comment les prêts doivent-ils être comptabilisés dans :

- a) les états financiers du ministère; et
- b) les états financiers consolidés du gouvernement ?

### question 2

Lorsqu'un actif ou un passif financier est comptabilisé initialement, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur.

La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Une entité paie des frais de courtage pour acquérir un investissement de portefeuille.

Quelle est la valeur initiale de l'actif financier ? Pourquoi?

Comment l'investissement de portefeuille est-il évalué après la comptabilisation initiale ? Pourquoi?

### question 3

Une autorité locale reçoit un prêt de 6 millions d'UM d'une agence internationale de développement pour construire une clinique de soins de santé primaires. L'accord stipule qu'une fois la facilité achevée, un million d'UM du prêt sera annulé et le solde devra être remboursé en versements égaux sur une période de 5 ans. Des intérêts de 5 % sont payés annuellement à terme échu. Le taux du marché pour un prêt similaire est de 10 %.

Le prêt constitue-t-il un passif financier de l'autorité ? Pourquoi?

Quelle est la mesure initiale ?

### Question 4

L'entité A dispose d'un portefeuille d'actifs financiers, y compris un prêt à l'entité B. L'entité A détient les actifs financiers selon un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. L'entité A n'a pas désigné les investissements comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit.

L'entité A a précédemment déterminé qu'il n'y avait pas eu d'augmentation significative du risque de crédit dans le cadre du prêt à l'entité B, et la provision pour pertes est évaluée à la perte de crédit attendue sur 12 mois. Le 30 décembre, 20X1 Entity B indique qu'elle demande la protection contre les faillites.

Comment l'entité A comptabilise-t-elle le prêt à l'entité B au 31 décembre 20X1 ?

## Answers to Review Questions

### question 1

#### (a) Département gouvernemental

Le ministère a pour objectif de réaliser des flux de trésorerie sur le portefeuille de prêts en vendant les prêts à l'organisme de titrisation. Par conséquent, aux fins de ses états financiers individuels, il ne serait pas considéré comme gérant ce portefeuille afin de collecter les flux de trésorerie contractuels. Par conséquent, les prêts seraient classés à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit aux fins des états financiers individuels du ministère.

#### (b) États financiers consolidés du gouvernement

L'entité économique consolidée a émis les prêts dans le but de les détenir pour collecter les flux de trésorerie contractuels. Par conséquent, les prêts seraient classés au coût amorti dans les états financiers consolidés (sauf si le gouvernement a désigné les prêts à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit).

### question 2

Lors de la comptabilisation initiale, déterminer si les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation de l'actif financier dépend de sa classification.

Lorsqu'un actif financier (ou un passif financier) est initialement comptabilisé, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou l'émission de l'actif financier ou du passif financier. La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue).

Pour les actifs financiers, les coûts supplémentaires directement attribuables à l'acquisition de l'actif, par exemple les frais et commissions, sont ajoutés au montant initialement comptabilisé. Pour les passifs financiers, les coûts d'émission de dette directement liés sont déduits du montant de la dette initialement comptabilisé. Pour les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat, les coûts de transaction ne sont pas ajoutés à l'évaluation de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

Après la comptabilisation initiale, l'évaluation d'un actif financier (ou d'un passif financier) dépend également de sa classification.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) après la comptabilisation initiale et de répartition des produits ou charges d'intérêts sur la période concernée.

Pour les instruments financiers évalués ultérieurement au coût amorti, les frais de transaction sont inclus dans le calcul du taux d'intérêt effectif. Les coûts sont en effet amortis en surplus ou en déficit sur la durée de vie de l'instrument.

Le calcul du taux d'intérêt effectif comprend tous les frais et points payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toutes autres primes ou réductions.

Les actifs financiers (et passifs financiers) qui ne sont pas ultérieurement évalués au coût amorti sont ultérieurement évalués à leur juste valeur, sans aucune déduction des coûts de transaction. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat pour les actifs classés à la juste valeur par résultat et en actif net/capitaux propres pour les actifs classés à la juste valeur par actif net/capitaux propres.

### question 3

Il y a deux transactions. La remise de 1 million d'UM est une transaction sans échange et doit être comptabilisée selon IPSAS 23, Produits des opérations sans échange (impôts et transferts).

Selon IPSAS 23, l'entité enregistrerait un actif et un passif au moment où le produit est reçu en raison de la condition selon laquelle il doit être utilisé pour construire l'établissement de santé. Lorsque l'installation est construite, le passif est décomptabilisé.

Cela diffère d'une renonciation à une dette par une entité, car l'entité n'a pas l'intention de recouvrer le million d'UM.

Cela ne serait pas traité comme une décomptabilisation d'un prêt selon IPSAS 41.

Le prêt est un passif financier et doit être comptabilisé selon IPSAS 41.

La partie prêt est un prêt concessionnel car le taux d'intérêt est inférieur au marché. Les prêts concessionnels sont accordés ou reçus par une entité à des conditions inférieures au marché.

Lors de la comptabilisation initiale, une entité analyse donc la substance du prêt accordé dans ses composantes.

Si une entité a déterminé que la transaction, ou une partie de la transaction, est un prêt, elle évalue si le prix de la transaction représente la juste valeur du prêt lors de sa comptabilisation initiale. Si une entité ne peut pas déterminer la juste valeur du prêt en se référant à un marché actif, elle utilise une technique d'évaluation. La juste valeur à l'aide d'une technique d'évaluation pourrait être déterminée en actualisant toutes les rentrées de trésorerie futures en utilisant un taux d'intérêt lié au marché pour un prêt similaire.

Des exemples illustratifs sont fournis au paragraphe IG54 d'IPSAS 23 ainsi que dans les paragraphes IE153 à IE172 accompagnant IPSAS 41.

Après la comptabilisation initiale, une entité évalue ensuite les prêts concessionnels en utilisant les catégories d'instruments financiers définies dans IPSAS 41. Dans la plupart des cas, cela se fera sur la base du coût amorti.

### Question 4

Le prêt à l'Entité B est détenu selon un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte des flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. L'entité A n'a pas désigné les investissements comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit. En conséquence, le prêt est classé en juste valeur par actif net/capitaux propres.

Le fait que l'entité B demande la protection contre la faillite témoigne d'une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Par conséquent, l'entité A évaluerait la provision pour pertes relative à l'investissement à la perte de crédit attendue sur la durée de vie. Les pertes de valeur sur les actifs financiers classés à la juste valeur par actif net/capitaux propres sont comptabilisées en résultat.

Le fait que l'entité B demande la protection contre la faillite constitue également une preuve que le prêt est douteux.

Par conséquent, l'entité A calculera les revenus d'intérêts futurs sur le prêt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable nette (c'est-à-dire après déduction de la provision pour pertes).

# Hedging and Derivatives (IPSAS 41)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

## Objective of Hedge Accounting

Représenter, dans les états financiers, l'effet des activités de gestion des risques d'une entité qui utilise des instruments financiers pour gérer les expositions découlant de risques particuliers qui pourraient affecter le résultat ou le déficit (ou l'actif net/les capitaux propres, dans le cas d'investissements dans des instruments de capitaux propres pour lesquels une entité a choisi de présenter les variations de juste valeur dans l'actif net/capitaux propres).

Cette approche vise à donner le contexte des instruments de couverture pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée afin de permettre un aperçu de leur objet et de leur effet.

La comptabilité de couverture est une question complexe. Il permet à une entité de compenser les transactions dans ses comptes pour refléter ses activités de gestion des risques associées à un actif financier ou un passif financier ou à des groupes d'actifs financiers et de passifs financiers.

Les exigences en matière de comptabilité de couverture sont complexes et dépassent le cadre de ce document. L'intention ici est uniquement de sensibiliser les participants à la comptabilité de couverture.

## Hedge Accounting

- Instrument de couverture (juste valeur par résultat) :
  - Une dérivée mesurée
  - Un actif financier non dérivé ou un passif financier non dérivé
  - Contrat avec une partie externe
- Élément couvert :
  - Un actif ou un passif comptabilisé, un engagement ferme non comptabilisé, une transaction prévue ou un investissement net dans une activité à l'étranger
  - Élément unique ou groupe d'éléments
- Les relations de couverture désignées peuvent être
  - Couverture de juste valeur
  - Couverture de flux de trésorerie
  - Couverture d'un investissement net dans une opération à l'étranger.

Un instrument de couverture est l'instrument financier utilisé dans le cadre des activités de gestion des risques d'une entité pour gérer les risques associés à un élément couvert.

Les instruments de couverture sont les suivants :

- a) Un dérivé évalué à la juste valeur par résultat ou déficit peut être désigné comme instrument de couverture.



- b) Un actif financier non dérivé ou un passif financier non dérivé évalué à la juste valeur par résultat ou déficit peut être désigné comme instrument de couverture (sauf s'il s'agit d'un passif financier désigné à la juste valeur par résultat ou déficit pour lequel le montant de sa variation de juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit de ce passif est présentée dans l'actif net/capitaux propres).
- c) Pour une couverture du risque de change, la composante risque de change d'un actif financier non dérivé ou d'un passif financier non dérivé peut être désignée comme instrument de couverture à condition qu'il ne s'agisse pas d'un investissement dans un instrument de capitaux propres pour lequel un l'entité a choisi de présenter les variations de juste valeur dans l'actif net/les capitaux propres.
- d) Aux fins de la comptabilité de couverture, seuls les contrats conclus avec une partie externe à l'entité déclarante (c'est-à-dire externe à l'entité économique ou à l'entité individuelle faisant l'objet d'un rapport) peuvent être désignés comme instruments de couverture.

Sauf quelques exceptions relatives aux contrats d'options ou à terme, un instrument éligible doit être désigné dans son intégralité comme instrument de couverture.

Un élément couvert peut être un actif ou un passif comptabilisé, un engagement ferme non comptabilisé, une transaction prévue ou un investissement net dans une activité à l'étranger. L'élément couvert peut être :

- a) Un seul article ; ou
- b) Un groupe d'éléments.

L'élément couvert doit être mesurable de manière fiable. Si un élément couvert est une transaction prévue (ou une composante de celle-ci), cette transaction doit être hautement probable.

Une relation de couverture est admissible à la comptabilité de couverture uniquement si tous les critères suivants sont remplis :

- a) La relation de couverture est constituée uniquement d'instruments de couverture éligibles et d'éléments couverts éligibles.
- b) Au début de la relation de couverture, il existe une désignation et une documentation formelles de la relation de couverture ainsi que de l'objectif et de la stratégie de gestion des risques de l'entité pour entreprendre la couverture.
- c) La relation de couverture répond à toutes les exigences d'efficacité de la couverture.

Il existe trois types de relations de couverture :

- a) Couverture de juste valeur : couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ou d'une composante d'un tel élément, qui est attribuable à un risque particulier et pourrait affecter le résultat ou le déficit.
- b) Couverture de flux de trésorerie : couverture de l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à tout ou partie d'un actif ou d'un passif comptabilisé (tel que tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur des titres à taux variable), dette) ou une transaction prévisionnelle hautement probable, et pourrait affecter le surplus ou le déficit.
- c) Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger telle que définie par IPSAS 4.

## Cash Flow Hedge

### Scénario

Le 1er janvier 20X1, une ville conclut un contrat d'engagement ferme pour l'achat d'un camion de pompiers qui sera livré le 30 juin 20X1 pour 100 000 devises étrangères (FC). Le 1er janvier 20X1, il conclut un contrat de change à terme pour recevoir 100 000 FC et livrer 109 600 en monnaie locale (LC) le 30 juin 20X1. Les variations des taux de change affectant FC et LC devraient se compenser.

- Pourquoi l'entité conclurait-elle le contrat de change à terme ? Expliquer.
- Quel est l'élément couvert ? Expliquer.
- Quel est l'instrument de couverture ? Expliquer.

### Répondre:

Ceci est un exemple illustratif de couverture de flux de trésorerie. Autrement dit, il s'agit d'une couverture de l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie qui pourrait résulter des variations des taux de change liées au contrat d'engagement ferme. (une transaction prévisionnelle très probable) pour l'achat du camion de pompiers. Les résultats des fluctuations des taux de change affecteront le surplus ou le déficit.

L'élément couvert est le passif contractuel d'engagement ferme pour l'achat du camion de pompiers.

L'instrument de couverture est le contrat de change à terme. Il s'agit d'un dérivé, c'est-à-dire d'un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur des taux de change sous-jacents.

Il est utilisé pour atténuer le risque de change sur les flux de trésorerie futurs d'un passif financier qui peut être causé par les fluctuations des taux de change sans acheter directement l'instrument sous-jacent. Les montants contractuels sont des montants notionnels auxquels le taux de change est appliqué pour calculer les flux de trésorerie à échanger entre les parties.

La valeur du dérivé présente les trois caractéristiques suivantes :

- Sa valeur change en réponse à la variation du taux de change ;
- Cela n'a nécessité aucun investissement net initial ; et
- Il est réglé à une date ultérieure.

## Fair Value Hedge

### Scénario

Une entité a une dette impayée de 5 millions de FC sur cinq ans. Le capital est remboursable à l'échéance dans deux ans. Elle a conclu un contrat de swap de devises pour une valeur notionnelle de 5 millions de FC. Aux termes du contrat, elle effectue un paiement de 5,1 millions de LC et reçoit un paiement de 5 millions de FC à la date d'échéance du titre de créance.

De quel type de relation de couverture s'agit-il ? Expliquer.

### Répondre:

Il peut s'agir soit d'une couverture de juste valeur, soit d'une couverture de flux de trésorerie. Une couverture du risque de change d'un engagement ferme peut être comptabilisée comme une couverture de juste valeur ou comme une couverture de flux de trésorerie. Si elle est considérée comme une couverture de juste valeur, la relation de couverture est une couverture de l'exposition aux variations de juste valeur de l'actif comptabilisé.

passif attribuable au risque de change. Les fluctuations de la juste valeur du titre de créance pourraient affecter le surplus ou le déficit.



## Derivatives

- Un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur du marché sous-jacent.  
facteurs basés sur
- Caractéristiques essentielles:
  - La valeur change avec les changements dans un indice spécifié (le « sous-jacent »)
  - Investissement net initial nul ou minime requis
  - Régulé à une date ultérieure

Un dérivé est un instrument financier dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change ou d'autres facteurs basés sur le marché.

Les dérivés sont généralement utilisés pour limiter ou ajuster les risques de marché, de crédit, de taux d'intérêt, de change et autres risques financiers sans acheter ou vendre directement l'instrument sous-jacent.

Les dérivés sont utilisés pour atténuer les risques pesant sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif financier ou d'un passif financier qui peuvent être causés par les fluctuations des prix du marché, des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres indices. Les dérivés peuvent également être achetés à des fins spéculatives ; cependant, cela est plus rare dans le secteur public que dans le secteur non public.

Les instruments financiers dérivés créent des droits et des obligations qui ont pour effet de transférer entre les parties à l'instrument un ou plusieurs des risques financiers inhérents à un instrument financier primaire sous-jacent.

Les montants contractuels des dérivés sont des montants notionnels auxquels un taux ou un prix est appliqué pour calculer les flux de trésorerie à échanger entre les parties à un contrat dérivé. Les montants notionnels sont utilisés pour déterminer les gains/pertes et la juste valeur des contrats. Les montants notionnels ne sont pas comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de la situation financière.

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat présentant les trois caractéristiques suivantes :

- a) Sa valeur change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une cote de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, fournie dans le cas d'un non -variable financière dont la variable n'est pas spécifique à une partie au contrat (parfois appelée « sous-jacente ») ;
- b) il ne nécessite aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché ; et
- c) Il est réglé à une date ultérieure.

Dès leur création, les instruments financiers dérivés confèrent à une partie un droit contractuel d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement favorables, ou une obligation contractuelle d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement défavorables.

Cependant, ils n'entraînent généralement pas un transfert de l'instrument financier principal sous-jacent à la création du contrat, et un tel transfert n'a pas nécessairement lieu non plus à l'échéance du contrat. Certains instruments incarnent à la fois un droit et une obligation de procéder à un échange.

Étant donné que les conditions de l'échange sont déterminées au début de l'instrument dérivé, à mesure que les prix sur les marchés financiers changent, ces conditions peuvent devenir favorables ou défavorables.

## Embedded Derivatives

- Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride qui comprend également un hôte dérivé
- Effet selon lequel certains flux de trésorerie de l'instrument combiné varient d'une manière similaire à celle d'un dérivé autonome.
- Non transférable contractuellement indépendamment de l'instrument financier auquel il est associé. ci-joint
- Uniquement séparé lorsque :
  - Caractéristiques économiques et risques sans rapport étroit avec ceux de l'hôte
  - L'instrument distinct répond à la définition d'un dérivé
  - Instrument hybride non évalué à la juste valeur par résultat

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride qui inclut également un hôte non dérivé, avec pour effet que certains des flux de trésorerie de l'instrument combiné varient d'une manière similaire à un dérivé autonome.

Un dérivé incorporé entraîne la modification de tout ou partie des flux de trésorerie qui seraient autrement requis par le contrat en fonction d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une matière première, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un crédit. indice, ou autre variable, à condition dans le cas d'une variable non financière que la variable ne soit pas spécifique à une partie au contrat.

Un dérivé attaché à un instrument financier mais qui est contractuellement transférable indépendamment de cet instrument, ou qui a une contrepartie différente, n'est pas un dérivé incorporé, mais un instrument financier distinct.

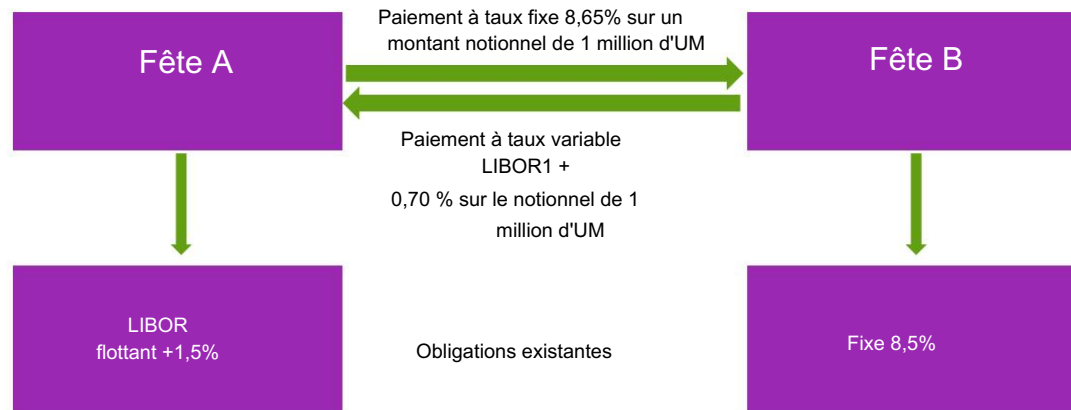
Si un contrat hybride contient un hôte qui est un actif entrant dans le champ d'application d'IPSAS 41, une entité applique les exigences de classification des actifs financiers à l'ensemble du contrat hybride. Cela peut signifier que les flux de trésorerie contractuels ne sont pas uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant principal restant dû ; dans de telles circonstances, l'actif financier serait classé à la juste valeur par résultat ou déficit.

Si un contrat hybride contient un hôte qui n'est pas un actif entrant dans le champ d'application d'IPSAS 41, un dérivé incorporé doit être séparé de l'hôte et comptabilisé comme un dérivé selon IPSAS 41 si, et seulement si :

- a) Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques de l'hôte ;
- b) Un instrument distinct ayant les mêmes termes que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé; et
- c) Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur avec des variations de juste valeur comptabilisées en résultat (c'est-à-dire qu'un dérivé incorporé dans un passif financier à la juste valeur par résultat n'est pas séparé).

Si un dérivé incorporé est séparé, le contrat hôte doit être comptabilisé conformément aux normes appropriées.

## Interest Swap



<sup>1</sup> Le London Interbank Offered Rate (LIBOR) est un taux de référence quotidien basé sur les taux d'intérêt auxquels les banques empruntent des fonds non garantis auprès d'autres banques sur le marché monétaire de gros de Londres (ou marché interbancaire).

Un dérivé couramment utilisé dans le secteur public est un swap de taux d'intérêt. Les swaps de taux d'intérêt sont utilisés par les entités du secteur public pour gérer les risques de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Dans un swap de taux d'intérêt typique, une partie à l'accord s'engage à payer à une autre partie un taux fixe ou variable libellé dans une devise particulière. Le taux variable est généralement rattaché à un taux de référence tel que le LIBOR. Le taux fixe ou variable est multiplié par un montant principal notionnel (par exemple, 1 million d'UM).

Ce montant notionnel en principal n'est généralement pas échangé entre contreparties, mais est utilisé uniquement pour calculer l'ampleur des flux de trésorerie à échanger.

L'exemple est basé sur les faits suivants. La partie A s'engage à payer à la partie B des paiements périodiques à taux d'intérêt fixe de 8,65 %, en échange de paiements périodiques à taux d'intérêt variable de LIBOR + 70 points de base (0,70 %).

A noter qu'il n'y a pas d'échange des montants en principal et que les taux d'intérêt sont sur un montant en principal « notionnel ». Le taux fixe (8,65% dans cet exemple) est appelé taux swap.

Quelles sont les caractéristiques du swap de taux d'intérêt qui répondent à la définition d'un instrument financier dérivé ? Expliquer.

Répondre:

L'exemple du swap de taux d'intérêt démontre les caractéristiques suivantes des instruments financiers dérivés :

- a) Sa valeur change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié ;
- b) Il ne nécessite aucun investissement net initial (dans cet exemple) ; et
- c) Il est réglé à une date ultérieure par versements périodiques entre les parties.

Le montant principal notionnel sur lequel les paiements périodiques sont basés n'est pas échangé. Dans ce cas, la valeur initiale de l'instrument financier est nulle.

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur les exigences de couverture et de dérivés d'IPSAS 41. Les participants doivent se référer aux questions de revue pour tester leurs connaissances.

## Review Questions

### question 1

L'entité X conclut un contrat à terme à prix fixe pour acheter un million de litres de pétrole conformément à ses besoins d'utilisation prévus. Le contrat permet à l'entité de prendre livraison physique du pétrole au bout de douze mois ou de payer ou de recevoir un règlement net en espèces, basé sur la variation de la juste valeur du pétrole.

Le contrat est-il comptabilisé comme un dérivé ? Pourquoi?

### question 2

L'entité A accorde un prêt à taux fixe sur cinq ans à l'entité B, tandis que B accorde en même temps un prêt à taux variable sur cinq ans pour le même montant à A. Il n'y a pas de transfert de principal au début des deux prêts, puisque A et B ont un accord de compensation.

Est-ce un dérivé ? Pourquoi?

### question 3

Une entité sud-africaine, Entity XYZ, dont la monnaie fonctionnelle est le rand sud-africain, vend de l'électricité au Mozambique libellée en dollars américains. XYZ conclut un contrat avec une banque d'investissement pour convertir les dollars américains en rands à un taux de change fixe. Le contrat exige que XYZ remette des rands en fonction de son volume de ventes au Mozambique en échange de dollars américains à un taux de change fixe de 6,00.

Ce contrat est-il un dérivé ?

## Answers to Review Questions

### question 1

Même si un tel contrat répond à la définition d'un dérivé, il n'est pas nécessairement comptabilisé comme un dérivé.

Le contrat est un instrument dérivé car il n'y a pas d'investissement net initial, le contrat est basé sur le prix du pétrole et il doit être réglé à une date ultérieure.

Les contrats qui sont conclus et qui continuent d'être détenus en vue de la réception ou de la livraison d'un élément non financier conformément aux exigences d'achat ou d'utilisation attendues d'une entité pour acheter des éléments non financiers ne répondent pas à la définition d'un instrument financier. car le droit contractuel d'une partie de recevoir un actif ou un service non financier et l'obligation correspondante de l'autre partie n'établissent pas un droit ou une obligation actuelle de l'une ou l'autre des parties de recevoir, de livrer ou d'échanger un actif financier. Par exemple, les contrats qui prévoient un règlement uniquement par la réception ou la livraison d'un élément non financier (par exemple un contrat à terme sur le pétrole) ne sont pas des instruments financiers. De nombreux contrats sur matières premières sont de ce type.

Toutefois, les contrats d'achat d'un élément non financier sont évalués pour déterminer s'ils ont été conclus et continuent d'être détenus dans le but de la réception ou de la livraison de l'élément non financier conformément aux exigences d'achat ou d'utilisation prévues par l'entité, et par conséquent, s'ils entrent dans le champ d'application d'IPSAS 41.

Certains contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers qui peuvent être réglés net ou par échange d'instruments financiers, ou dans lesquels l'élément non financier est facilement convertible en espèces, sont des instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme comme s'il s'agissait d'instruments financiers. .

Il existe différentes manières de régler un contrat d'achat ou de vente d'un élément non financier en espèces ou en un autre instrument financier, ou encore par échange d'instruments financiers.

Lorsque les termes d'un contrat d'achat d'un actif non financier permettent à l'une ou l'autre des parties de le régler net en espèces ou par un autre actif financier ou par l'échange d'instruments financiers et que la pratique de l'entité est de régler des contrats similaires selon ces conditions, le contrat a n'a pas été conclu en vue de la réception ou de la livraison de l'élément non financier conformément aux exigences d'achat, de vente ou d'utilisation prévues par l'entité et, par conséquent, il s'agit d'un instrument financier.

De même, lorsqu'une entité a pour pratique de prendre livraison de l'élément non financier et de le vendre dans un court délai après la livraison dans le but de générer un profit grâce aux fluctuations à court terme du prix ou de la marge du concessionnaire, le contrat n'a pas été conclu. aux fins de la réception ou de la livraison de l'élément non financier conformément aux exigences d'achat, de vente ou d'utilisation prévues par l'entité et, par conséquent, il s'agit d'un instrument financier.

Dans ce cas, si X a l'intention de régler le contrat en prenant livraison et n'a pas d'antécédents de contrats similaires de règlement net en espèces ou de prise livraison du pétrole et de sa vente dans un court délai après la livraison dans le but de générer un profit sur fluctuations à court terme du prix ou de la marge du courtier, le contrat n'est pas comptabilisé comme un dérivé selon IPSAS 41. Il est plutôt comptabilisé comme un contrat exécutoire.

## question 2

Oui. Cela répond à la définition d'un dérivé.

Il existe une variable sous-jacente. C'est la valeur qui change en réponse à la variation d'un taux d'intérêt spécifié.

Il n'y a pas de transfert de principal au début des deux prêts, puisque l'Entité A et l'Entité B ont un accord de compensation. Aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché et aux règlements futurs. Cependant, la même réponse s'appliquerait si l'Entité A et l'Entité B n'avaient pas d'accord de compensation, car la définition d'un instrument dérivé dans IPSAS 41 n'exige pas de règlement net.

Le contrat sera réglé à une date ultérieure.

L'effet contractuel des prêts est l'équivalent d'un accord de swap de taux d'intérêt sans investissement net initial. Les transactions non dérivées sont regroupées et traitées comme un dérivé lorsque les transactions aboutissent, en substance, à un dérivé. Les indicateurs de ceci comprendraient :

- a) Ils sont conclus en même temps et en contemplation l'un de l'autre ;
- b) Ils ont la même contrepartie ;
- c) Ils concernent le même risque ; et
- d) Il n'existe aucune nécessité économique apparente ni aucun objectif commercial substantiel justifiant la structuration des transactions séparément qui n'auraient pas pu être réalisées dans le cadre d'une seule transaction.

Les instruments financiers dérivés créent des droits et des obligations qui ont pour effet de transférer entre les parties à l'instrument un ou plusieurs des risques financiers inhérents à un instrument financier primaire sous-jacent. Dès leur création, les instruments financiers dérivés confèrent à une partie un droit contractuel d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement favorables, ou une obligation contractuelle d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre partie dans des conditions potentiellement défavorables.

Cependant, ils n'entraînent généralement pas un transfert de l'instrument financier principal sous-jacent à la création du contrat, et un tel transfert n'a pas nécessairement lieu non plus à l'échéance du contrat. Certains instruments incarnent à la fois un droit et une obligation de procéder à un échange. Étant donné que les conditions de l'échange sont déterminées au début de l'instrument dérivé, à mesure que les prix sur les marchés financiers changent, ces conditions peuvent devenir favorables ou défavorables.

## question 3

Oui. Le contrat est un dérivé.

Le contrat a deux variables sous-jacentes ; à savoir, le taux de change et le volume des ventes.

Aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait requis pour d'autres types de contrats dont on s'attendrait à ce qu'ils réagissent de la même manière aux changements des facteurs du marché, ainsi qu'une disposition de paiement.

Il est réglé à une date ultérieure.

IPSAS 41 n'exclut pas de son champ d'application les dérivés basés sur le volume des ventes.



# Disclosures (IPSAS 41)

## Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

Dans ce module, les exigences d'information d'IPSAS 30 sont celles qui s'appliquent après l'adoption d'IPSAS 41. Pour les exigences d'information d'IPSAS 30 qui s'appliquent avant l'adoption d'IPSAS 41, voir le module Informations à fournir (IPSAS 29).

## Disclosure Objective

Permettre aux utilisateurs d'évaluer :

- L'importance des instruments financiers pour la situation financière et la performance de l'entité ; et
- La nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée au cours de la période et à la fin de la période de reporting, et la manière dont l'entité gère ces risques.

Cet objectif sous-tend toutes les informations requises par IPSAS 30. Les exigences d'information sont étendues.

Ce matériel de formation met en évidence les principaux domaines de divulgation, mais ne couvre pas toutes les exigences détaillées.

## Disclosure Requirements

- Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers
- Éléments de revenus, de dépenses, de gains ou de pertes
- Les règles comptables
- Comptabilité de couverture
- Juste valeur
- Prêts concessionnels
- Nature et étendue des risques découlant des instruments financiers

La liste ci-dessus résume les principaux domaines pour lesquels des informations sont requises. Les paragraphes suivants abordent ces éléments plus en détail.

### Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers

Les valeurs comptables de chacune des catégories suivantes, telles que définies dans IPSAS 41, doivent être présentées soit dans l'état de la situation financière, soit dans les notes :

- a) Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, présentés séparément
  - (i) ceux désignés comme tels lors de la reconnaissance initiale ou ultérieurement, et
  - (ii) ceux obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat ou déficit ;

b) Passifs financiers à la juste valeur par résultat, présentés séparément

(i) ceux désignés comme tels lors de la reconnaissance initiale ou ultérieurement, et

(ii) ceux qui répondent à la définition de « détenus à des fins de transaction » ;

c) Actifs financiers évalués au coût amorti ;

d) Passifs financiers évalués au coût amorti ; et

e) Actifs financiers évalués à la juste valeur par actif net/capitaux propres, présentés séparément

(i) les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/des capitaux propres ; et

(ii) les investissements dans des instruments de capitaux propres désignés comme tels lors de la comptabilisation initiale.

Si une entité a désigné des actifs financiers comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat, elle fournit des informations supplémentaires sur ces actifs financiers. Cela comprend des informations sur l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit et les variations de juste valeur.

Si une entité a désigné des passifs financiers comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat, elle fournit des informations supplémentaires sur ces passifs financiers. Cela inclut des informations sur les variations de la juste valeur.

Si une entité a désigné des investissements dans des instruments de capitaux propres devant être évalués à la juste valeur par l'intermédiaire de l'actif net/capitaux propres, l'entité fournit des informations supplémentaires, y compris des détails sur les instruments qui ont été ainsi désignés, les raisons de l'utilisation de cette présentation et la juste valeur de chaque instrument. Instrument à la fin de la période de reporting.

La valeur comptable des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/des capitaux propres n'est pas réduite d'une provision pour pertes et une entité ne doit pas présenter la provision pour pertes séparément dans l'état de la situation financière en réduction de la valeur comptable de l'actif financier. Toutefois, une entité doit indiquer la provision pour pertes dans les notes annexes aux états financiers.

### Éléments de revenus, dépenses, gains ou pertes

Une entité présente les éléments suivants de produits, de charges, de gains ou de pertes soit dans l'état de la performance financière, soit dans les notes :

a) Gains nets ou pertes nettes sur :

(i) Actifs financiers ou passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, présentant séparément ceux sur les actifs ou passifs financiers désignés comme tels lors de la comptabilisation initiale ou ultérieurement, et ceux sur les actifs ou passifs financiers qui sont obligatoirement évalués à la juste valeur. par le biais d'un excédent ou d'un déficit (par exemple, les passifs financiers qui répondent à la définition de détenus à des fins de transaction). Pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, une entité doit indiquer séparément le montant du gain ou de la perte comptabilisé en actif net/capitaux propres et le montant comptabilisé en résultat ;

(ii) Passifs financiers évalués au coût amorti ;

(iii) Actifs financiers évalués au coût amorti ;

(iv) Investissements dans des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par l'intermédiaire de l'actif net/capitaux propres ; et

(v) Actifs financiers évalués à la juste valeur par actif net/capitaux propres, montrant séparément le montant du gain ou de la perte comptabilisé en actif net/capitaux propres au cours de la période et le montant reclassé lors de la décomptabilisation de l'actif net/capitaux propres cumulé en résultat ou déficit de la période. période.

- b) Total des produits d'intérêts et total des charges d'intérêts (calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif) pour les actifs financiers ou les passifs financiers qui sont évalués au coût amorti ou qui sont évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/des capitaux propres (en présentant ces montants séparément) ; ou des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- c) Produits et dépenses liés aux honoraires (autres que les montants inclus dans la détermination du taux d'intérêt effectif) résultant de:
  - (i) Actifs financiers ou passifs financiers qui ne sont pas à la juste valeur par résultat ou déficit ; et
  - (ii) Trust et autres activités fiduciaires qui aboutissent à la détention ou à l'investissement d'actifs pour le compte de particuliers, fiducies, régimes de retraite et autres institutions.

#### Les règles comptables

Une entité indique, dans le résumé des principales méthodes comptables, la ou les bases d'évaluation utilisées dans la préparation des états financiers et les autres méthodes comptables utilisées qui sont pertinentes pour la compréhension des états financiers.

#### Comptabilité de couverture

Les informations fournies par la comptabilité de couverture fournissent des informations sur :

- a) La stratégie de gestion des risques d'une entité et la manière dont elle est appliquée pour gérer les risques ;
- b) Comment les activités de couverture de l'entité peuvent affecter le montant, le calendrier et l'incertitude de sa trésorerie future les flux; et
- c) L'effet de la comptabilité de couverture sur l'état de la situation financière, l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/des capitaux propres de l'entité.

Les exigences de divulgation détaillées sont étendues et ne sont pas couvertes dans ce matériel de formation.

#### Juste valeur

Pour chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers, une entité présente la juste valeur de cette catégorie d'actifs et de passifs de manière à permettre de la comparer à sa valeur comptable. Les informations sur la juste valeur ne sont pas requises :

- a) Lorsque la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de la juste valeur, par exemple pour des des instruments tels que les créances et dettes commerciales à court terme ; et
- b) Pour un contrat contenant un élément de participation discrétionnaire si la juste valeur de cet élément ne peut être évaluée de manière fiable.

Une entité doit indiquer pour chaque catégorie d'instruments financiers les méthodes et, lorsqu'une technique d'évaluation est utilisée, les hypothèses appliquées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs financiers ou de passifs financiers.

Une entité classe les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie de juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs comporte les niveaux suivants :

- a) Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) ;
- b) Les données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire sous forme de prix) ou indirectement (c'est-à-dire, dérivées des prix) (niveau 2) ; et
- c) Données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (Niveau 3).

Pour les évaluations à la juste valeur comptabilisées dans l'état de la situation financière, une entité doit indiquer (pour chaque catégorie d'instruments financiers) le niveau de la hiérarchie de juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées dans leur intégralité, en séparant les évaluations à la juste valeur conformément aux niveaux. Une entité fournit également des informations sur les transferts entre niveaux, ainsi que des informations supplémentaires sur les instruments financiers évalués à l'aide de données de niveau 3.

### Prêts concessionnels

Les prêts concessionnels sont accordés par les entités à des conditions inférieures au marché. Parmi les exemples de prêts concessionnels dont les conditions sont généralement inférieures au marché, citons les prêts aux pays en développement, aux petites exploitations agricoles, les prêts étudiants accordés aux étudiants admissibles aux études universitaires ou collégiales et les prêts au logement accordés aux familles à faible revenu. Pour les prêts concessionnels, une entité indique :

- a) Un rapprochement entre les valeurs comptables d'ouverture et de clôture des prêts, comprenant :
  - (i) Valeur nominale des nouveaux prêts accordés au cours de la période ;
  - (ii) L'ajustement de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale ;
  - (iii) Prêts remboursés au cours de la période ;
  - (iv) Pertes de valeur comptabilisées (prêts évalués au coût amorti uniquement) ;
  - (v) Toute augmentation au cours de la période du montant actualisé résultant du passage du temps (prêts évalués au coût amorti uniquement) ;
  - (vi) L'ajustement de la juste valeur au cours de la période (distinctement de la comptabilisation initiale) (prêts évalués à la juste valeur uniquement) ; et
  - (vii) Autres changements.
- b) Valeur nominale des prêts à la fin de la période ;
- c) L'objet et les conditions des différents types de prêts ; et
- d) Hypothèses d'évaluation.

### Nature et étendue des risques découlant des instruments financiers

Une entité fournit des informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée à la date de clôture.

Ces risques comprennent généralement, sans toutefois s'y limiter, le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

Pour chaque type de risque découlant des instruments financiers, une entité doit fournir les informations qualitatives suivantes :

- a) Les expositions aux risques et la manière dont elles surviennent ;
- b) Ses objectifs, politiques et processus de gestion du risque et les méthodes utilisées pour mesurer le risque; et
- c) Tout changement en (a) ou (b) par rapport à la période précédente.

Pour chaque type de risque découlant des instruments financiers, une entité fournit également des données quantitatives résumées sur son exposition à ce risque à la fin de la période de reporting.

Les informations quantitatives détaillées sont nombreuses et il convient de se référer à IPSAS 30 si des informations plus détaillées sont nécessaires. Exemples si les exigences d'information d'IPSAS 30 incluent :

Le risque de crédit. Une entité doit expliquer ses pratiques de gestion du risque de crédit et leur lien avec la comptabilisation et l'évaluation des pertes de crédit attendues.

Risque de responsabilité. Une analyse des échéances des passifs financiers non dérivés (y compris les contrats de garantie financière émis) qui montre les échéances contractuelles restantes ; et une analyse similaire pour les passifs financiers dérivés.

Risque du marché. Une analyse de sensibilité pour chaque type de risque de marché auquel l'entité est exposée à la fin de la période de reporting, montrant comment le surplus ou le déficit et l'actif net/capitaux propres auraient été affectés par les changements de la variable de risque pertinente qui étaient raisonnablement possibles à ce moment-là. date..

## Accounting Policy Note

La Commission a adopté les classifications suivantes de ses actifs et passifs financiers

- La trésorerie est classée comme « actifs détenus à des fins de transaction par surplus ou déficit » et est évaluée à la juste valeur.
- Les débiteurs sont classés comme « actifs financiers évalués au coût amorti » et les créditeurs sont classés comme « passifs financiers évalués au coût amorti ». Ils sont initialement évalués au montant de la facture initiale et ensuite évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.
- Les prêts à long terme sont classés comme « passifs financiers évalués au coût amorti ». Ils sont initialement évalués à la juste valeur, puis évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

La note illustrative vise à montrer comment une entité peut se conformer aux exigences d'IPSAS 30 en matière de présentation d'informations par classe d'instruments financiers. Une entité doit regrouper les instruments financiers en classes appropriées à la nature des informations fournies et qui tiennent compte des caractéristiques de ces instruments financiers. Une entité doit fournir suffisamment d'informations pour permettre le rapprochement avec les postes présentés dans l'état de la situation financière.

### Informations sur la valeur comptable et la juste valeur

Cette note a été abrégée à des fins de présentation et ne prétend pas illustrer toutes les exigences d'information. Les participants doivent consulter IPSAS 30 pour obtenir des orientations détaillées.

Pour chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers, une entité doit indiquer la juste valeur de cette catégorie d'actifs et de passifs de manière à permettre sa comparaison avec sa valeur comptable.

Une entité doit indiquer pour chaque catégorie d'instruments financiers les méthodes et, lorsqu'une technique d'évaluation est utilisée, les hypothèses appliquées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs financiers ou de passifs financiers.

Les informations à fournir sur la juste valeur ne sont pas requises lorsque la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de la juste valeur, par exemple pour les instruments financiers tels que les créances et dettes commerciales à court terme.

## Carrying Amount and Fair Value Illustrative Note Disclosure

Les justes valeurs des passifs et des actifs financiers sont des estimations et sont généralement calculées en fonction des conditions du marché à un moment précis. Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs.

	20X2	20X2	20X1	20X1
	Porter Montant	Juste valeur	Porter Montant	Juste valeur
<b>Passifs financiers</b>				
Retraites	142 843	154 630	139 909	155 877
Dette	559 126	597 531	514 020	561 964
<b>Actifs financiers</b>				
Créances	101 205	95 627	122 147	121 207
Investissements	121 207	121 207	99 926	104 925

## Fair Value Hierarchy

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs pour les évaluations à la juste valeur des actifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière.

Description	20X2 UC	Niveau 1 UC	Niveau 2 UC	Niveau 3 UC
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat ou déficit</b>				
Négociation de titres	15 650	9 325	4 175	2 150
Dérivés	25 420	10 168	7 827	7 425
<b>Investissements en instruments de capitaux propres à la juste valeur par actif net/capitaux propres</b>				
Placements en actions	9 575	925	2 875	5 775
Total	50 645	20 418	14 877	15 350

IPSAS 30 exige des informations sur le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées pour les actifs et les passifs évalués dans l'état de la situation financière. Un format tabulaire est requis à moins qu'un autre format ne soit plus approprié.

IPSAS 30 exige un rapprochement des soldes d'ouverture à ceux de clôture pour les actifs et passifs qui sont évalués dans l'état de la situation financière à la juste valeur sur la base d'une technique d'évaluation pour laquelle aucune donnée significative n'est fondée sur des données de marché observables (niveau 3). L'exemple illustratif n'inclut pas cette divulgation.

## Credit Risk

### Note X - Risque de crédit

L'utilisation de produits dérivés introduit le risque de crédit d'une contrepartie ne respectant pas ses obligations contractuelles. La province gère son risque de crédit en traitant uniquement avec des contreparties de qualité de crédit élevée et en concluant des ententes contractuelles prévoyant une compensation de résiliation.

Le tableau ci-dessous présente le risque de crédit brut du portefeuille d'instruments financiers dérivés.

	31 mars 20X2 (000)	21 mars 20X1 (000)
Risque de crédit brut	2 919	5 492
Dérivés d'exposition		

Ce qui précède est une illustration des informations à fournir qu'une entité peut fournir conformément à IPSAS 30 concernant le risque de crédit. La note illustrative est nécessairement abrégée.

Les participants doivent consulter IPSAS 30 pour plus de détails sur les exigences d'information.

## Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Cela conclut notre module sur les informations à fournir sur les instruments financiers. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.



## Review Questions

### question 1

Pour les évaluations à la juste valeur comptabilisées, IPSAS 30 exige qu'une entité indique le niveau de la hiérarchie de juste valeur dans lequel les évaluations à la juste valeur sont classées.

La hiérarchie des justes valeurs utilise les données suivantes :

- a) Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables).  
contributions).
- b) Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- c) Les données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivé des prix).

Quelle entrée se rapporte au niveau 1, laquelle au niveau 2 et laquelle au niveau 3 ?

### question 2

IPSAS 30 exige qu'une entité fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée à la date de clôture.

Des informations sur les types de risques qui doivent être divulgués ?

## Answers to Review Questions

### question 1

La réponse est (a) – Niveau 3 ; (b) – Niveau 1 ; et (c) – Niveau 2

La hiérarchie des justes valeurs comporte les niveaux suivants :

- a) Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- b) Niveau 2 - Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire en tant que prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivé des prix) ; et
- c) Niveau 3 - Données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables contributions).

Le niveau 1 présente le moins d'incertitude et le moins de jugement requis. À mesure que l'on descend dans la hiérarchie, le niveau d'incertitude et de jugement requis augmente.

### question 2

Les types comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

---

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez [permissions@ifac.org](mailto:permissions@ifac.org).